LA LIBERTÉ
Depuis 1913

JOURNAUX CENTENAIRES DU CANADA
CENTENARY NEWSPAPERS OF CANADA

LE LONG CHEMINEMENT POUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Vue sous l'angle historique, la méthode du Premier ministre du Manitoba Greg Selinger s'inscrit dans une démarche étapiste, où la prudence est devenue la règle après la grave crise linguistique de 1983-1984.

Au Québec, tout n'est pas rose non plus pour les services en anglais dans les petits centres éloignés. | **Pages A8 à A11.**

| ACTUEL

LA VICTOIRE REVISITÉE

Pour les partisans du candidat libéral Daniel Vandal dans Saint-Boniface/Saint-Vital, les résultats du vote par anticipation ont constitué les signes avant-coureurs prometteurs d'une large victoire.

A6-A7

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
2,20 $ + TAXES

WWW.LA-LIBERTE.MB.CA

VOL. 102 N° 31 • 11 AU 17 NOVEMBRE 2015
SAINT-BONIFACE

ÉDUCATION ET IMMIGRATION : DEUX CLÉS DE L'AVENIR



photo : Daniel Bahuaud

Sur la photo prise à l'Accueil francophone dans le cadre des activités organisées, on reconnaît de gauche à droite Daniel Boucher, le président-directeur général de la SFM; Sylviane Lanthier, la présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne; le Premier ministre Greg Selinger, et Jacqueline Blay, la présidente de la SFM.

Affirmer la diversité manitobaine

Dans le prolongement de la Semaine nationale de l'immigration francophone, Greg Selinger va bientôt rendre public son projet de loi sur les services en français.

L'élargissement de la définition de « francophone » pourrait bien en constituer la pierre angulaire. Et ainsi donner du poids au thème choisi par les organisateurs : « J'affiche ma diversité francophone ».

| **Pages A8-A9 et B5.**

Citation DE LA SEMAINE

« Je ne sais pas si un nouveau projet de loi nous aiderait, dans notre contexte. Beaucoup de francophones auraient besoin de faire des formations en anglais, pour desservir une minorité. »

Brigitte Wellens, la directrice de Voice of English-speaking Québec, évoque la délicate situation des services en anglais dans les régions éloignées des grands centres. | **Page A11.**

Gagnant du grand prix d'Excellence générale
DE L'ASSOCIATION DE LA PRESSE FRANCOPHONE

RECONNU EN 2015 AU
CONCOURS DES JOURNAUX RÉGIONAUX CANADIENS

Hommage à deux éducatrices de la Rivière-Rouge

À l'époque de la Colonie de la Rivière-Rouge, l'éducation et l'immigration étaient déjà les clés de l'avenir. Dès 1829, Angélique et Marguerite Nolin, deux sœurs multilingues venues de l'Est, avaient ouvert une école pour jeunes filles. La semaine dernière, les contributions de ces deux pionnières en éducation ont été reconnues. Un monument en leur honneur a été dévoilé sur le terrain du Musée de Saint-Boniface. Le projet voulu par Terry Somerset, une descendante de la famille Nolin, a vu le jour en partenariat avec la Manitoba Metis Federation et son Louis Riel Institute.

| **Page A18.**



photo : Daniel Bahuaud

Sur la photo, Terry Somerset (au centre) est accompagnée de sa fille Cathy Somerset (à gauche) et de l'ancien directeur général du Louis Riel Institute, Grant Anderson.

Le SOMMAIRE

LA LIBERTÉ

Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : (204) 237-4823
Télécopieur : (204) 231-1998
www.la-liberte.mb.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi









LE JOURNAL

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN
la-liberte@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe :
Lysiane ROMAIN
Rédacteur en chef par intérim :
Bernard BOCQUEL
la-liberte@la-liberte.mb.ca
Journalistes :
Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca
Ruby Irene PRATKA
presse3@la-liberte.mb.ca
Chef de la production :
Véronique TOGNERI
production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction
Facturation/Abonnement :
Roxanne BOUCHARD/Marta GUERRERO
administration@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste :
Cayouche (Réal BÉRARD)

LA LIBERTÉ RÉD

La Liberté Réd est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

Coordonnatrice :
Lysiane ROMAIN
promotions@la-liberte.mb.ca
Publi-reporters :
Camille HARPER-SÉGUY
presse2@la-liberte.mb.ca
Baptiste SOUQUE
presse4@la-liberte.mb.ca
Marouane REFAK (vidéos)
presse6@la-liberte.mb.ca

Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable. L'heure de tombée pour les lettres à la rédaction est le vendredi 12 h pour une possible parution le mercredi de la semaine suivante.

Veuillez noter que les chroniques publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteurs et pas forcément celle du journal.

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'abonnement annuel :
Manitoba : 64,50 $
(TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
États-Unis : 180,50 $ • **Outre-mer :** 247 $

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

ISSN 0845-0455

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien. »



ACTUALITÉS

LES GLANURES POSTÉLECTORALES DE DANIEL BAHUAUD

Vive la liberté d'expression!

Libres de s'exprimer, et de causer avec les médias, les scientifiques embauchés par le gouvernement fédéral jubilent. Entre-temps, les partisans de la droite s'expriment librement sur qui pourrait succéder à Stephen Harper comme chef permanent du Parti conservateur.

Mais que s'est-il donc passé?

Maintenant que les conservateurs ont choisi leur chef intérimaire, l'Albertaine Rona Ambrose, c'est le temps de parier qui succédera à Stephen Harper.

Faites vos jeux!

L'ancien ministre Jason Kenny semble être le plus prêt à se lancer dans la course. Mais il n'est pas le seul. Une brochette de noms a été suggérée. D'autres anciens ministres de Harper, comme Peter MacKay et James Moore, font partie des rumeurs.

Justin Trudeau serait peut-être flatté de savoir que plusieurs conservateurs rêvent à une succession dynastique. Le nom de Mark Mulroney, fils de l'ancien Premier ministre Brian Mulroney, a été évoqué. Pas mal. Après tout, c'est un haut placé à la Banque Nationale.

Et si la droite cherche à rajeunir et redynamiser son image, pourquoi pas son frère Ben Mulroney, animateur à CTV? Il est bien connu des Canadiens. Sa chevelure aussi.

Plus surréaliste encore : le nom de Doug Ford a circulé.

Le conseiller municipal de Toronto aurait bénéficié d'une certaine légitimité, si ce n'était des antécédents problématiques de son frère, Rob Ford.

Pour sa part, l'ancienne ministre des Transports Lisa Raitt, également en lice, a suggéré qu'il fallait « comprendre ce qui s'est passé avant de penser à ce que nous serons à l'avenir ».

Bonne idée. Avant les attributs physiques des uns et des autres, l'examen de conscience.

Les scientifiques sortent des cages

Le soulagement général parmi les scientifiques canadiens est palpable depuis le premier discours de Navdeep Singh Bains, le nouveau ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. À peine en poste, Bains s'est adressé aux chercheurs :

« Notre gouvernement traitera les scientifiques avec respect. C'est pourquoi les scientifiques et experts du fédéral pourront s'entretenir librement avec le public et les médias. »

On se rappellera que le gouvernement Harper avait été accusé de museler les scientifiques en les empêchant de discuter de leurs travaux de recherche.

Le ***Huffington Post*** n'a pas tardé de publier les réactions de plusieurs chercheurs. « Les choses ont changé du jour au lendemain », déclare un biologiste de Pêches et Océans Canada.

« C'est un nouveau monde », affirme Alain Vezina, de l'Institut océanographique de Bedford.

Le dernier mot – ou plutôt le mot de renouveau – revient au professeur Tom Duck de l'Université de Dalhousie : « Il est impossible d'avoir une conversation nationale sur des questions comme le changement climatique sans permettre aux experts de mettre leur grain de sel. »

Reste la question sans fondement mathématique, les scientifiques pourront-ils prédire la durée de leur lune de miel avec le nouveau gouvernement libéral?

LA CHRONIQUE À TROIS VOIX

| Réagissez à nos analystes en nous écrivant sur :
la-liberte@la-liberte.mb.ca ou www.facebook.com/LaLiberteManitoba



Michel Lagacé

L'information, l'élément vital d'une démocratie

Assermenté le 4 novembre, le gouvernement canadien annonçait 24 heures plus tard que le formulaire long allait être rétabli lors du recensement de 2016.

Ce questionnaire fournit des données sur les caractéristiques de la population canadienne telles que la mobilité, la scolarité, le revenu et le logement.

Ces données servent à tous les gouvernements, aux entreprises et au secteur non gouvernemental comme outil de planification et comme base de prise de décision.

Pour des raisons idéologiques devenues monnaie courante depuis 2006, le gouvernement dirigé par Stephen Harper avait décidé que les 4,5 millions de ménages qui recevraient le questionnaire long ne seraient pas obligés de le remplir; seul le formulaire court serait obligatoire pour tous. Le taux de réponses a chuté de 93,8 % en 2006 à 68,6 % en 2011.

Résultat : dans bien des cas, les données de l'échantillon sont peu fiables. Et, pour des régions petites comme le Manitoba et des milliers de municipalités, elles ne peuvent pas être utilisées.

Le rétablissement du formulaire long avec obligation de le remplir est une décision pratique qui a aussi valeur de symbole. Elle représente un retour à la prise de décision basée sur l'information au lieu de l'idéologie.

Le fait que ce rétablissement soit une nouvelle en dit long sur l'administration rétrograde qui a gouverné le Canada pendant la dernière décennie.



Raymond Hébert

30, c'est mieux qu'un seul

Il aura fallu moins d'une semaine pour voir la différence de style et de substance entre le nouveau régime Trudeau et l'ancien régime Harper.

On a vu une parade de 30 nouveaux ministres répondant aux questions des journalistes le jour de leur assermentation et plusieurs par la suite se prononçant sur des questions de substance reliées à leur portefeuille.

Soulignons notamment la présence de notre nouvelle ministre de l'Environnement, Catherine McKenna, qui est présentement à Paris pour représenter le Canada dans une réunion préparatoire au prochain sommet sur le changement climatique.

M. Trudeau a délibérément mis ses ministres sur le tas rapidement, pour voir comment ils et elles se débrouillent. *Sink or swim*.

Et ils ont nagé, tant bien que mal pour les nouveaux, et très bien pour les anciens. Qui plus est, la demi-douzaine qui a parlé de substance s'est débrouillée plus qu'honorablement. Qui aurait cru qu'un nouveau gouvernement aurait pu se mobiliser si rapidement sur tant de dossiers difficiles, tout en renversant la vapeur générée par le gouvernement précédent?

Eh bien mon cher Watson, c'est simple. Bien choisir ses ministres et ensuite les laisser fonctionner comme tels. Quelle différence avec le style autocratique méfiant et inefficace de Stephen Harper. Et comme c'est prometteur pour l'avenir, surtout sur le plan de la compétence du gouvernement fédéral dans son ensemble.



Roger Turenne

Les espoirs d'une nation

C'était du théâtre, une mise en scène calculée pour épater et émouvoir. Peu importe. La cérémonie d'assermentation du gouvernement Trudeau a laissé entrevoir une ère nouvelle et exaltante.

D'abord la parité entre hommes et femmes – parce que nous sommes en 2015. Bravo! Et quelles femmes! Et quels hommes! Jamais n'a-t-on vu un conseil des ministres aussi impressionnant.

Monsieur Trudeau n'a pas été timide dans ses choix. Une femme autochtone comme ministre de la Justice – wow! Une réfugiée afghane de 30 ans comme ministre des Institutions démocratiques – wow! Un Sikh enturbanné comme ministre de la défense – wow!

Nul doute que le gouvernement Trudeau commettra des erreurs, produira des déceptions, s'aliènera certains secteurs de la société, se fera bousculer par des évènements imprévus, et succombera tôt ou tard à l'arrogance du pouvoir. Et un jour, les Canadiens en auront assez et les mettront à la porte.

Avant que cela n'arrive cependant, je me permets de rêver que ce jeune premier ministre idéaliste et son équipe du tonnerre feront du Canada à nouveau une force positive dans le monde, qu'ils obtiendront de réels progrès sur la voie de la réconciliation avec les Premières Nations, qu'ils ouvriront nos portes à des milliers d'êtres humains fuyant la guerre, qu'ils seront à la hauteur des choix difficiles devant la crise des changements climatiques, et qu'ils auront l'ultime courage de risquer leur propre majorité en changeant notre système électoral injuste.

Allez-y Monsieur Trudeau, avec les espoirs d'une nation sur vos épaules!

Éditorial



par Bernard Bocquel
la-liberte@la-liberte.mb.ca

S'incliner le 16 novembre

D'ici quelques jours, le projet de loi Selinger sur les services en français sera rendu public. Ce moment potentiellement de grande portée pour le Manitoba bilingue pourrait avoir lieu le 16 novembre, ou en tout cas durant la semaine du 16. Cette date très symbolique continue de résonner dans la psyché canadienne puisqu'elle évoque la pendaison de Louis Riel, en 1885 à Regina, au fallacieux prétexte de haute trahison.

S'il est parfaitement inutile d'y voir plus qu'une simple coïncidence ou bien un petit clin d'œil dont l'Histoire a le secret, il est en revanche nécessaire de souligner le lien profond entre le geste inattendu de la part d'un gouvernement impopulaire à six mois de la fin de son mandat et le courage de Louis Riel et des siens.

Car l'initiative inespérée de Greg Selinger s'inscrit dans le droit fil d'une volonté de redresser les torts immenses qui ont été faits, d'abord aux Métis canadiens-français, puis à leurs cousins *(ou frères, selon les époques)* canadiens-français qui avaient répondu à l'appel du clergé de participer à la colonisation de l'Ouest en s'enracinant au Manitoba.

Il ne faut jamais oublier que le Manitoba a vu le jour comme 5e province de la Fédération canadienne par la volonté des Métis de la Colonie de la Rivière-Rouge, dont une majorité avait accepté le leadership d'un fort jeune Louis Riel, notamment appuyé par le curé de Saint-Norbert, le très respecté abbé Noël Ritchot. Pour eux, il s'agissait d'une lutte existentielle. Car en effet ils n'avaient aucune confiance dans les *Canadians* protestants de l'Ontario, aux manifestes élans hégémoniques.

L'existence de la Colonie de la Rivière-Rouge, qui s'est développée à partir des années 1820, était largement due à la très *british* Hudson's Bay Company, qui a consenti au fil des revendications des concessions à l'élément métis français, néanmoins uniquement par nécessité pratique. Si bien qu'en 1869, lorsque la Baie d'Hudson a vendu son gigantesque domaine au tout jeune Canada, les Métis jouissaient essentiellement des mêmes privilèges que ceux accordés par le Conseil d'Assiniboia, le bras administratif de la Hudson's Bay, aux Métis anglophones.

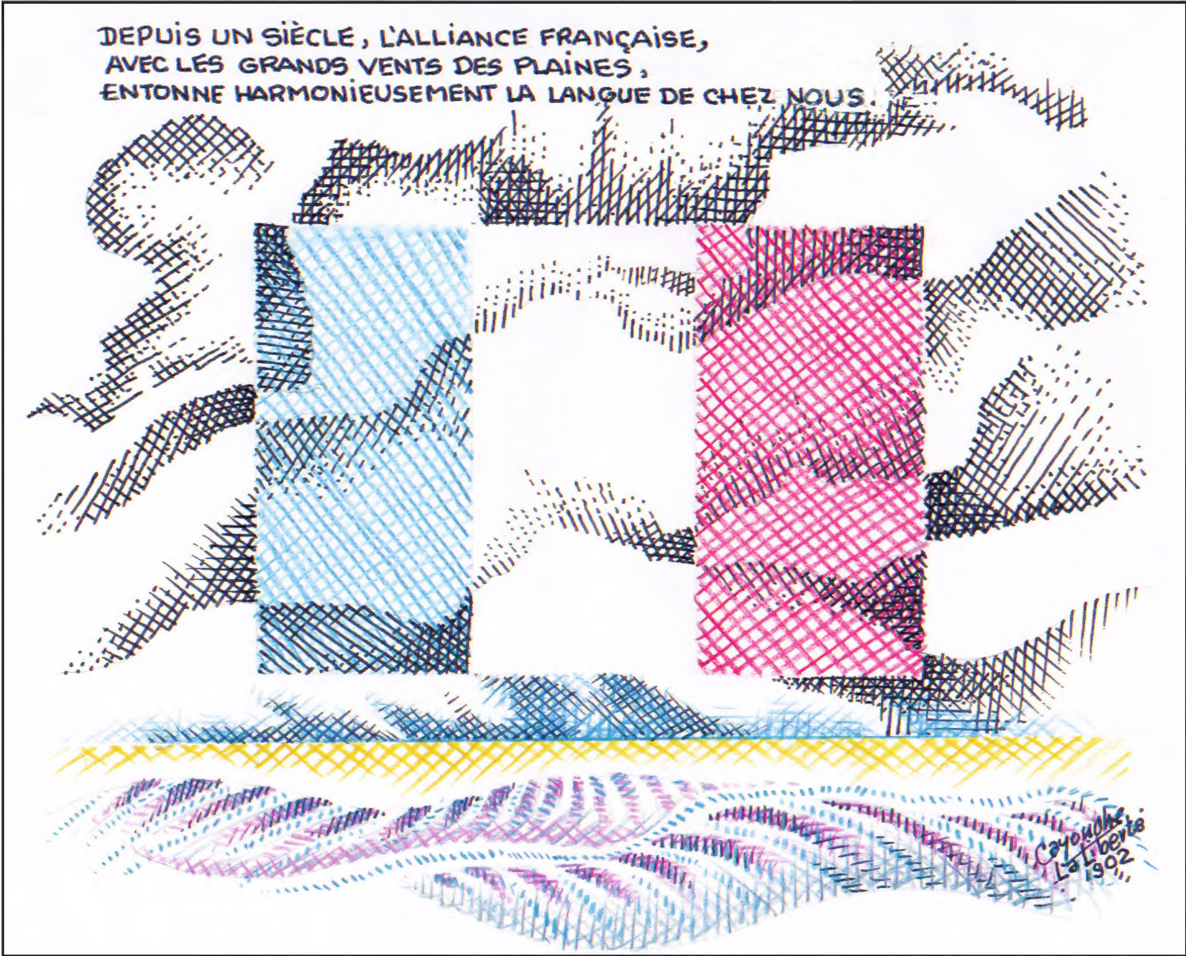
Lorsque s'enclencha la Résistance des Métis de la Rivière-Rouge en 1869, par refus d'être traités comme du bétail, le Premier ministre du Canada John A. Macdonald était en position de faiblesse, comme l'avait été la Hudson's Bay Company. Il n'eut d'autre choix que de céder sur plusieurs revendications spécifiquement métisses canadiennes-françaises, dont celles touchant la religion et la langue. Dit simplement, les francophones obtenaient les mêmes garanties que les anglophones du Québec : le droit à des écoles bien à eux *(en l'occurrence catholiques et françaises)* et le droit à l'usage de la langue française à l'Assemblée législative et dans les tribunaux.

Au plan de l'existence politique, la victoire était totale. Mais elle fut de papier. Éperonnés par les fanatiques orangistes, anticatholiques par principe et convaincus que l'unité d'un pays tient au dogme « *One nation, one language* », les *Canadians* de l'Ontario devenus Manitobains n'eurent de cesse d'éliminer les droits inscrits dans les articles 22 et 23 de la Loi sur le Manitoba. Dès 1890, les députés passèrent le *Official Language Act*, qui effaçait le français de la vie officielle, tant législative que juridique.

En décembre 1979, dans les cas Forest *(au Manitoba)* et Blaikie *(au Québec)*, la Cour suprême du Canada déclara que les lois manitobaines et québécoises devaient être promulguées simultanément en anglais et en français pour être valides. Le français, langue officielle, tout autant que l'anglais. Le gouvernement de l'indépendantiste Parti québécois fut en mesure de se conformer au jugement immédiatement. Au Manitoba, c'était évidemment impossible. Les politiciens temporisèrent. Jusqu'en 1983, quand un gouvernement de néo-démocrates bien intentionnés proposa de garantir constitutionnellement des services en français plutôt que de traduire des vieilles lois.

Mais l'article 23 de 1870 ne spécifiait pas noir sur blanc que le gouvernement devait offrir ses services en anglais et en français. Forcément : la plupart des services gouvernementaux se sont développés avec l'État providence, après la Seconde Guerre mondiale. Si le français avait pu vivre sa vie officielle sans être ostracisé, tous les services gouvernementaux se seraient évidemment aussi développés en français. L'argument tout à fait évident s'était heurté au Mur de l'ignorance. Toutefois, il était déjà trop tard pour étouffer le français, notamment à cause de l'article 23 de la *Charte canadienne* de 1982.

Le geste que va poser Greg Selinger va dans le sens de l'Histoire. S'il est couronné de succès, il permettra aux Manitobains d'aujourd'hui de toujours mieux prendre conscience de l'origine métisse française et anglaise de leur province, bâtie sur un projet d'ouverture aux autres et sur le respect humain. Il n'est jamais trop tard pour réparer des abus majoritaires et reprendre la marche métisse de l'Histoire. Là est la plus noble des raisons de s'incliner sur la tombe de Riel le 16 novembre.



À VOUS *la parole*

À vous la parole est une nouvelle rubrique sur notre site Web. Vous pouvez réagir aux lettres sur ***www.la-liberte.mb.ca.***

Centre d'excellence enfant, famille, communauté : pourquoi l'USB doit revoir sa décision

Monsieur le rédacteur,

Les membres de Réseau action femmes, MB inc. veulent partager leur grande déception, survenue il y a quelques mois quand nous avons appris que le projet du Centre d'excellence enfant, famille et communauté soumis par l'Université de Saint-Boniface à la Province du Manitoba n'avait pas été accepté comme tel. Notre surprise fut encore plus grande lorsque nous avons appris que le Bureau des gouverneurs de l'USB abandonnait ce projet de façon définitive. Nous croyions que le projet serait révisé et resoumis à la Province du Manitoba dans l'espoir que le Centre d'excellence voie le jour à un moment donné.

Nous avons entendu que le Bureau des gouverneurs estimait que ce projet n'était plus la priorité de la communauté. Sachez que, au contraire, nous tenons toujours à la réalisation de ce magnifique projet qui contient la possibilité d'une contribution importante, à la fois sociale et économique, pour notre communauté.

La francophonie est fière des efforts et de l'engagement de la DSFM d'avoir inclus dans les nouveaux projets de construction d'écoles communautaires en région des centres d'éducation préscolaire. En effet, les commissaires ont pris conscience que ces centres de services de garde préscolaire étaient un investissement important en vue de la francisation, et du recrutement de jeunes familles qui n'auraient sinon probablement pas inscrit leurs enfants à la DSFM.

Ils avaient constaté les coûts faramineux de refrancisation des jeunes ayants droit qui avaient perdu leur français, mais qui avaient toujours droit à l'éducation en français de la DSFM. C'est pourquoi la DSFM a décidé d'investir dans son avenir en offrant des espaces en services de garde au sein de leurs milieux scolaires communautaires.

Malgré cet engagement, il reste encore de graves lacunes en ce qui a trait au besoin de places en services de garde francophones. Considérez toutes les heures d'éveil auxquelles les enfants francophones sont exposés dans une semaine lorsqu'ils se retrouvent dans un milieu anglophone, et ceci pendant des années. Il faudra ensuite des années à refranciser un enfant avec beaucoup d'énergie des parents et des enseignants pour appuyer les efforts de francisation. Plusieurs familles d'ayants droit ne se dérangeront pas de mettre leurs enfants dans une école française de la DSFM, et nous risquons de perdre ces enfants aux écoles d'immersion ou anglaises.

C'est aussi un risque grave parmi les familles de nouveaux arrivants qui se sentent pressés de faire des études, d'apprendre l'anglais et de se trouver un emploi aussitôt que possible. Nous perdons déjà de nombreuses inscriptions de familles exogames et des familles de nouveaux arrivants qui croient que c'est plus avantageux de choisir l'école anglaise pour accroître les chances économiques de leurs enfants à s'intégrer dans la communauté canadienne. Cela évidemment puisque les parents ont beaucoup de difficultés eux-mêmes à apprendre l'anglais et à se trouver un poste dans leurs champs d'études.

Bien qu'il y ait eu un accroissement de places francophones récemment, il reste encore de nombreuses familles qui se trouvent sur des listes d'attente d'espaces en services de garde pour leurs enfants. De nombreux services de garde n'ont qu'un permis provisoire puisqu'ils n'ont pas tout le personnel formé dont ils auraient besoin pour respecter les règlements de la Province. Nous, à Réseau action femmes, sommes fières que l'École technique et professionnelle de l'USB contribue de façon si importante à l'économie de notre province en formant en français des éducateurs et éducatrices en éducation préscolaire. Nous espérons que l'ETP pourra combler ces besoins dans un avenir rapproché.

Vous comprendrez donc mieux la confusion et la déception que nous avons ressenties dans les circonstances présentes. Nous avons toujours l'espoir que la décision du Bureau des gouverneurs de l'USB soit renversée et que des discussions soient entreprises avec la Province du Manitoba afin de déterminer les options possibles pour avancer dans le dossier du Centre d'excellence enfant, famille et communauté. Le plus tôt que le projet sera mis en marche, le plus tôt nous profiterons de cette ressource, qui sera aussi un appui de taille pour les jeunes professionnel(le)s en santé et service social en formation. Enfin l'Université aurait son centre d'éducation préscolaire comme les autres institutions postsecondaires du Manitoba.

Nos familles franco-manitobaines, exogames et nouvelles arrivantes en seraient les premières bénéficiaires, sans parler des retombées importantes pour la DSFM en fait d'inscriptions et pour la croissance économique de nos communautés. Vous concéderez que s'il est incontournable d'avoir accès à des routes, des ponts et du transport public pour permettre aux gens de se rendre à leur emploi, il faut tout autant des services de garde sécuritaires et de qualité qui assurent la sécurité et les soins aux petits trésors pendant que les parents poursuivent leurs études et/ou exercent leur profession. Des services de garde professionnels sont bien aussi un moyen efficace de socialisation des enfants et des familles dans notre communauté. Il s'agit en plus d'un moyen d'intégration positif et efficace des nombreuses familles nous arrivant de tous les coins du monde.

Nous prions les membres du Bureau des gouverneurs de l'Université de Saint-Boniface de revenir sur la décision prise le mois passé.

Gisèle Saurette-Roch,
présidente intérimaire
Réseau action femmes, MB inc.
Le 28 octobre 2015

À VOUS *la parole*

À vous la parole est une nouvelle rubrique sur notre site Web. Vous pouvez réagir aux lettres sur www.la-liberte.mb.ca.

Souligner honorablement le passé de CKSB au 607, rue Langevin

Monsieur le rédacteur,

Quelle proposition formidable de la part de Léo Dufault (*La Liberté* du 14 au 20 octobre, 2015). La lettre ouverte, adressée à M. Hubert Lacroix, président-directeur général de Radio-Canada, propose que puisque notre poste de radio CKSB au 607, rue Langevin doit subir le triste sort qu'on lui réserve, certaines options devraient être envisagées.

Entre autres M. Dufault suggère que le revenu qui sera généré par la vente de l'édifice patrimonial doit demeurer au service du Manitoba français, à travers notre organisme Francofonds. M. Dufault mentionne qu'on pourrait reconnaître un animateur de CKSB. Le choix est immense. Feu Henri Bergeron, la star de Radio-Canada issue d'une famille manitobaine, qui fit ses débuts à CKSB, serait aussi un choix formidable.

Comme plusieurs Franco-Manitobains, j'avais répondu à la sollicitation en contribuant à mettre sur pied Radio Saint-Boniface, notre CKSB. Même si à ce temps-là le don était minime, il était aussi important!!! La fierté que je ressentais de faire partie d'une communauté fière de son patrimoine dépassait le montant offert. CKSB a fait partie intégrale de notre communauté durant plusieurs années.

CKSB quittera Saint-Boniface. Soulignons son départ de façon honorable.

Merci

Lucienne Boucher
cc : Daniel Vandal,
député de Saint-Boniface
Le 29 octobre 2015

Au musée : passerelle plutôt que rampe

Monsieur le rédacteur,

Commentaire sur votre article (2 au 8 septembre) relié au Musée canadien pour les droits de la personne.

J'ai lu cet article avec intérêt. J'ai une carte d'abonnement annuelle. J'ai visité ce nouveau musée au moins une vingtaine de fois. Par intérêt, je me suis donné la peine de regarder tout ce qui est exposé et j'ai écouté et lu en français et en anglais tout ce qui est présenté. J'ai aussi parlé à plusieurs personnes qui travaillent au musée. J'aime bien ce musée parce que l'édifice est un chef-d'œuvre et parce qu'il est rempli d'informations qui peuvent servir à mieux respecter tous les humains en nous rappelant de nombreux incidents du passé où des individus, des groupes de personnes et des gouvernements ont si souvent fait fi des droits humains.

Mais aujourd'hui, je viens commenter sur le mauvais choix de mot que les employés du musée, à tous les niveaux, continuent d'utiliser, malgré les nombreuses fois que j'ai suggéré un mot plus approprié pour décrire les corridors illuminés et quasi flottants qui, à mon point de vue, sont les plus beaux éléments du musée. Il s'agit du mot **"rampe"** utilisé en français pour décrire ces ponts transparents.

Rampe, c'est un choix facile puisque c'est le même mot en anglais. Rampe, c'est aussi le mot utilisé pour désigner la descente/montée en béton utilisée par les voitures pour se rendre ou sortir du garage souterrain ou encore le même genre de structure utilisée par les usines, les hôpitaux, etc., pour la livraison ou la cueillette de marchandises requises pour leur fonctionnement.

Mais c'est aussi un mot très proche du mot ramper, comme fait le serpent, comme fait l'être humain ou l'animal qu'on abuse à coups de bâtons et de fouets. "Les voilà qu'ils rampent; le ventre contre le sol." Je trouve mauvais l'usage du mot rampe pour décrire les passages lumineux qui nous permettent d'accéder aux différents paliers du musée pour y découvrir les abus infligés à des milliers de personnes en les faisant ramper dans les camps de prisonniers; ou le traitement infligé aux esclaves dans les plantations de leur maître.

En français, le mot rampe est trop prêt de ramper pour l'employer dans un musée qui cherche à nous faire voir et comprendre les multiples façons utilisées, dans le passé et encore aujourd'hui, pour faire ramper l'humain. En anglais, ce mot est rarement utilisé dans ce sens négatif. Je suis convaincu que ce musée extraordinaire ne cherche nullement à associer le mot rampe à son sens péjoratif et humiliant. Je suis aussi convaincu que personne au musée ne veut associer les merveilleux couloirs lumineux à la connotation abusive de ce mot quand on l'emploie en rapport avec les humains.

C'est pourquoi j'ai tenté à maintes reprises auprès des employés et aussi par une note à l'administration de ne pas utiliser le mot "rampe" pour décrire les merveilleuses **passerelles** du musée. Même en anglais, je souhaiterais qu'on utilise un meilleur mot que rampe (*footbridge*, *floating links*, etc.). Le musée veut mettre l'accent sur les abus faits aux droits des personnes. Dans ce contexte, il est aberrant d'entendre, à tous moments, le mot rampe pour décrire les **passerelles** dans ce musée qui veut amener les gens à ne pas être abusif. **Passerelle** décrit très bien la réalité des corridors lumineux en pente. D'ailleurs **passerelle,** c'est un mot tellement plus beau, plus doux et plus poétique. Surtout on ne peut associer **passerelle** au mot rampe et à l'action de ramper; une connotation péjorative. Pendant trop longtemps, on a fait ramper les gens, même ici au Manitoba.

Gérard Lécuyer
Le 3 novembre 2015

Précisions sur Emmet Collins

Monsieur le rédacteur,

Nous devons offrir une correction à l'article sur le CA de la SFM dans votre édition du 21 au 27 octobre. Dans une citation le vice-président, Emmet Collins, est décrit comme étant francophile. En réalité il est un francophone issu d'une famille exogame, et c'est son père qui est le francophile.

Nous tenons à faire ce point, car l'acceptation et l'inclusion de toutes sortes de francophones manitobains, jumelées au respect de l'identité et des racines de chacun, sont l'essence du message électoral qu'Emmet a voulu promouvoir. Un message qui, de toute évidence, lui a valu d'être élu. Nous sommes en position parfaite pour le savoir, car nous sommes ses parents.

Un autre point à rectifier, dans la même citation : Emmet est doctorant en science politique à l'Université Carleton et non à l'Université du Manitoba.

Merci de votre attention et pour votre excellent journal.

Hélène Dusablon et Patrick Collins
Le 2 novembre 2015

Écrivez-nous!

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'identité de l'auteur soit connue (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve également le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante.

RETOUR SUR LA VICTOIRE ÉCRASANTE DE DANIEL VANDAL

Avant la vague, déjà des signes prometteurs

C'est lors des quatre jours de vote par anticipation que l'équipe du libéral Daniel Vandal a compris qu'une « vague rouge » était possible, voire probable, le 19 octobre. Natalie Duhamel et Daniel Lussier font le bilan du résultat électoral « historique ».



Daniel BAHUAUD

redaction@la-liberte.mb.ca

Natalie Duhamel, la directrice de la campagne du candidat libéral Daniel Vandal, savait que « quelque chose d'inouï se produisait » lorsqu'elle s'est mise à examiner les résultats du vote par anticipation, qui a eu lieu du 9 au 12 octobre.

« Dans le nord de la circonscription, région traditionnellement libérale, les résultats étaient bons. Vraiment bons. Malgré la confiance de l'équipe et de Daniel Vandal, on ne s'attendait pas à un vote aussi favorable.

« Mais c'est quand j'ai vu le résultat du bureau de vote par anticipation numéro 609, dans le cœur de Royal Wood, que j'ai compris qu'il pourrait se passer quelque chose d'extraordinaire le 19 octobre. Dans cette région conservatrice, 600 électeurs avaient voté pour Daniel Vandal. C'était un signe prometteur. »

En fait, le bureau no. 609 est le seul des 12 bureaux de vote par anticipation où le vote conservateur l'a remporté, par 27 voix. « C'est ce petit écart qui était surprenant. »

Ailleurs, dans le sud de la circonscription, l'écart en faveur du Parti libéral était plus grand : 645 votes pour Daniel Vandal et 548 pour le candidat conservateur François Catellier (bureau no. 608 de Sage Creek et Southdale) et 572 votes pour Vandal et 462 pour Catellier (bureau no. 607 d'Island Lakes et Southdale).

Le soir des élections du 19 octobre, les signes prometteurs se sont réalisés. Daniel Vandal a remporté 179 des 184 bureaux de scrutin réguliers, ainsi que deux bureaux de scrutin itinérants pour les électeurs ne pouvant sortir de leurs résidences.

Le proche avenir de Daniel Vandal

L'investiture de Daniel Vandal a eu lieu le 6 novembre à Ottawa. Natalie Duhamel esquisse ce que l'avenir prochain réserve au nouveau député libéral de Saint-Boniface/Saint-Vital.

« Daniel Vandal devra décider où dans la circonscription il ouvrira son bureau. Ce sera son premier geste post-électoral. Un geste qui lui permettra de poursuivre un dialogue qu'il a déjà entamé avec les électeurs. En fait, lors de la campagne, plusieurs organisateurs de cafés-rencontres ont exprimé un désir de le voir revenir chez eux. Daniel Vandal veut le faire.

« Je suis convaincue que Daniel Vandal siègera à des comités parlementaires. Il sera un député actif au Parlement. De plus, il est conscient de plusieurs dossiers qui préoccupent les électeurs de la circonscription. Nous avons une copie de la pétition bonifacienne des AMIS de Radio-Canada. Nous connaissons les organisateurs de cette pétition. Daniel Vandal pourra les contacter pour solliciter leurs opinions.

« Le connaissant, je sais qu'il fera souvent la navette entre Ottawa et Saint-Boniface/Saint-Vital. J'estime que c'est justement le niveau d'engagement à long terme requis pour convaincre les électeurs, qui ont voté pour le parti pour la première fois, qu'ils ont fait un bon choix. »

Résultat : 28 530 votes pour Daniel Vandal, 14 011 pour François Catellier, 5 169 pour la néo-démocrate Erin Selby et 1 119 pour le candidat vert Glenn Zaretski.

Daniel Lussier est président de l'Association libérale fédérale de Saint-Boniface/Saint-Vital. Il était gestionnaire des données et organisateur des bénévoles faisant du porte-à-porte pour Daniel Vandal.

« On n'aurait pas pu imaginer de tels résultats. Évidemment, le désir de changement qui s'est manifesté partout au Canada a contribué aux résultats.

« On a bénéficié de la vague. Mais nos bénévoles faisaient du porte-à-porte dès 2014. On a visité Sage Creek, un quartier qui a beaucoup de nouveaux électeurs, venus de partout de Winnipeg et d'ailleurs.

« Même dans les régions plus libérales du comté, on a fait plusieurs rondes de visites. C'est étonnant combien de gens on n'arrivait pas à contacter en août, lorsque la campagne officielle a été lancée. Même chose lors des fins de semaines. Il a fallu ratisser le comté trois fois. Et en septembre, on a vraiment usé les semelles de nos souliers! C'était épuisant, mais positif. Contacter les gens en personne est beaucoup plus efficace qu'un coup de fil. »

Natalie Duhamel ajoute que la réputation de Daniel Vandal a été un atout. « Daniel Vandal est visible et connu. C'est un politicien expérimenté qui a une bonne réputation. »

N'empêche qu'il y a eu des embûches qui ont frustré Daniel Lussier et ses bénévoles. « Une petite tranche de terrain a été ajoutée à la circonscription, à l'ouest de la rivière Seine et à l'est du chemin Sainte-Anne. D'un bord de la route, on voyait des pancartes du libéral Terry Duguid. De l'autre, celles de Daniel Vandal.

Les résidents du quartier étaient confus. Surtout ceux qui, à cause de leur code postal, ont reçu des dépliants de Terry Duguid, même s'ils sont dorénavant électeurs de Saint-Boniface/Saint-Vital. Ça a pris pas mal de porte-à-porte et d'appels téléphoniques pour clarifier la situation dans l'esprit des électeurs. »



photo : Daniel Bahuaud

Natalie Duhamel et Daniel Lussier examinent la carte des bureaux de scrutin du vote par anticipation de la circonscription électorale fédérale de Saint-Boniface/Saint-Vital.

LA MÉTHODE SELINGER VUE SOUS L'ANGLE HISTORIQUE

Maintenant on sait tous à quoi ressemblent les services

Pourquoi l'initiative du Premier ministre Greg Selinger d'adopter une loi sur les services en français est-elle importante? Quel cheminement a permis au gouvernement Selinger d'agir ainsi? Jacqueline Blay, Jean-Marie Taillefer et Roger Turenne retracent les grandes lignes, de 1870 à 2015.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Jean-Marie Taillefer donne le contexte d'origine

« L'idée d'un projet de loi sur les services en français est inconcevable sans Louis Riel. Même si la notion même des services gouvernementaux tels qu'on les entend en 2015 aurait été inconcevable pour les législateurs de 1870. »

L'ancien professeur d'histoire de l'Université de Saint-Boniface élabore : « C'est grâce aux négociations du gouvernement provisoire de Riel avec le Canada que les francophones ont obtenu leurs droits linguistiques. Nos droits ont été enchâssés dans la constitution manitobaine lors de l'entrée de la Province dans la confédération canadienne. Ainsi, le Manitoba est une province bilingue. C'est la base. La protection accordée en 2015 aux francophones est garantie dans la *Loi du Manitoba* et, par extension, dans la *Loi constitutionnelle du Canada* de 1867. »

Ce qui n'a pas empêché ces droits d'être bafoués 20 ans à peine après la création du Manitoba.

Jean-Marie Taillefer resitue le contexte : « En plus du sentiment anti-francophone, la démographie a eu un rôle à jouer dans l'abolition, en 1890, du bilinguisme officiel. Les francophones formaient la moitié de la population en 1870. Mais en 1890, lorsque le français n'était plus permis à l'Assemblée législative et les cours juridiques, ils représentaient un peu plus de 14 % de la population manitobaine. En 1916, lorsque l'enseignement du français dans les écoles a été aboli, les francophones représentaient 10 % de la population. »

Malgré l'inconstitutionnalité des lois de 1890 et de 1916, les francophones ont tenu le coup, en mettant sur pied, entre autres, l'Association d'éducation des Canadiens français du Manitoba.

En 1970, la Loi 113 adoptée par le gouvernement néo-démocrate d'Ed Schreyer restaure l'éducation en français. Pour Jean-Marie Taillefer, il s'agit non seulement de la réparation d'une injustice, mais d'un « signe précurseur de la pensée de Greg Selinger, qui préconise une définition plus large de ce qu'est un francophone ».

« La Loi 113 a permis aux Franco-Manitobains d'ouvrir des écoles. Mais ce qu'on oublie, c'est qu'en permettant l'éducation en français pendant 75 % de la journée scolaire, la porte a été ouverte à l'immersion française. En 2015, on sait combien ce programme s'est avéré un succès. Quelque 20 000 jeunes anglophones apprennent le français chaque année. Si la définition inclusive de « francophone » est adoptée dans le projet de loi de Selinger, alors c'est 20 000 nouveaux francophones qui s'ajouteront aux 5 000 élèves de la Division scolaire franco-manitobaine.

« On comprend donc l'impact que peut avoir une loi. Même une loi adoptée avant le grand combat juridique mené par Georges Forest, qui a conduit à sa victoire en Cour suprême du Canada. »

Roger Turenne témoigne d'une époque charnière

Roger Turenne connaît bien la suite de l'histoire, ayant été conseiller spécial en matière des services en français pour les Premiers ministres Sterling Lyon et Howard Pawley. « D'une manière, on peut dire que j'ai précipité la célèbre crise linguistique de 1983-1984. Juridiquement, le statut du français comme langue officielle au Manitoba avait été rétabli en 1979, lorsque Georges Forest a eu gain de cause à la Cour suprême. Le gouvernement savait que le français était donc langue officielle. Mais qu'est-ce que cela voulait dire concrètement en termes de services en français? Personne au gouvernement ne pouvait fournir une réponse. J'ai été embauché pour examiner ce que la Cour suprême n'avait pas couvert dans son jugement. »

LA FCFA ET L'ARGENT POUR LA CONTESTATION JUDICIAIRE

L'espoir du retour à l'ancien programme

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) souhaite faire partie des discussions qui seront lancées par le nouveau gouvernement fédéral libéral pour rétablir le Programme de contestation judiciaire.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Sylviane Lanthier, la présidente de la FCFA, rappelle que « lors de la récente campagne électorale fédérale, le Parti libéral a promis le rétablissement du Programme de contestation judiciaire (PCJ) ».

« Il est prioritaire que les francophones minoritaires puissent avoir recours à un mécanisme qui leur permettra d'aller devant les tribunaux pour défendre certains aspects de leurs droits linguistiques. Et que ce mécanisme offre un meilleur appui financier pour de tels efforts.

« On sait que ça coûte une fortune d'aller devant les tribunaux. Si le gouvernement libéral cherche à restaurer le PCJ, on veut participer aux discussions qui conduiront à la création de ce nouveau programme. »

On se rappellera que le Programme de contestation judiciaire, aboli par le tout nouveau gouvernement Harper dès septembre 2006, fournissait une assistance financière pour des causes susceptibles de faire avancer les droits linguistiques et un traitement égal devant la loi.

Une décision mal vécue, soutient Sylviane Lanthier. « L'abandon du PCJ était une décision qu'on ne pouvait pas accepter. C'était un recul. » Par conséquent, la FCFA avait intenté, sans succès, une poursuite contre le fédéral pour renverser cette décision.

C'était en 2007. En bout de ligne, le PCJ a été remplacé par le Programme d'appui aux droits linguistiques (PADL), créé en juin 2008.

Le nouveau programme participe à la promotion des droits linguistiques, sans toutefois offrir la gamme d'appuis financiers offerts sous l'ancien programme.

Le PADL des conservateurs donne accès à des modes alternatifs de résolutions de conflits pour résoudre les conflits hors cour.

Il appuie les recours judiciaires seulement si le processus de résolution de conflits a échoué, et seulement lorsque les recours judiciaires permettent la clarification des droits linguistiques.

Conclusion de Sylviane Lanthier : « Ce qui est certain, c'est que l'ensemble de l'enveloppe financière qui permettait d'aller devant les tribunaux doit être maintenue.

« Le conseil d'administration de la FCFA discutera de ce qu'il compte souligner auprès du nouveau gouvernement fédéral. Nous avons hâte de travailler avec lui. »

Avec la défaite du gouvernement Lyon en 1981, Roger Turenne, toujours en fonction, a recommencé à partir de zéro avec le nouveau gouvernement Pawley.

Conscient du jugement Forest, comprenant qu'il fallait solutionner la question des lois qui avaient été adoptées uniquement en anglais, le gouvernement Pawley décida néanmoins dans un premier temps de ne pas agir.

« Le gouvernement Pawley ne savait pas quoi faire. Il préconisait de laisser les tribunaux décider des conséquences légales. J'étais horrifié. J'ai suggéré qu'on règle hors cours la question des lois à traduire, tout en jumelant ces changements à un amendement constitutionnel. Cet amendement devait comprendre l'offre de services en français.

« L'idée nous a explosé dans la face. L'Opposition a refusé catégoriquement l'idée d'un amendement constitutionnel. Dans la tourmente des discussions, il y a eu tentative de compromis. Le gouvernement Pawley a proposé plutôt une loi sur les services en français. Le but de cette approche était d'amadouer les conservateurs pour sortir de la crise. Au début, j'étais optimiste.


Archives La Liberté

Jean-Marie Taillefer.


Archives La Liberté

Roger Turenne.


photo : Daniel Bahuaud

Jacqueline Blay.

« Mais finalement, l'atmosphère était devenue si empoisonnée que le tout a été abandonné. La question était tellement controversée et toxique qu'elle était politiquement intouchable. Et l'idée d'une loi sur les services en français a été mise au rencart pour un peu plus d'une génération. »

Jacqueline Blay, historienne et présidente de la Société franco-manitobaine, rappelle la suite :

« La question des services a surgi à nouveau peu après l'élection, en 1988, du gouvernement progressiste-conservateur de Gary Filmon. C'est Filmon qui a conçu l'idée d'une politique sur les services en français. »

La première mouture de la politique provinciale sur les services en français date de 1989. Le juge Richard Chartier, chargé d'examiner la politique en profondeur, a conclu que ces propositions de services n'étaient pas à la hauteur. En 1998, son rapport *Avant tout, le bon sens*, contenait 29 recommandations, entre autres la création de Centres de services bilingues dans les secteurs où résident les francophones.

Depuis 2002, six Centres de services bilingues ont été établis. « Les Centres ont permis à la Province, au gouvernement fédéral et aux municipalités d'offrir des services dans un guichet unique. Ce qui fait la beauté des Centres pour les contribuables. Et tout le monde y trouve son compte, puisque les Centres sont bilingues.

« Au fil des années, d'autres services gouvernementaux en français ont été offerts, notamment dans le domaine de la santé. Et en 2012, le gouvernement a adopté sa *Loi sur les Centres des services bilingues*. Ce qui a permis à un élément d'une politique d'être protégé par une loi. En 2015, l'infrastructure des services en français est vaste. Elle permet enfin qu'on adopte une loi pour les protéger, les pérenniser et les renforcer. »

Roger Turenne reprend la perspective historique : « Ce qui est positif, c'est qu'aujourd'hui, nous savons ce à quoi ressemblent les services en français. Lors de la crise linguistique, on essayait de les enchâsser dans la constitution, mais on ignorait la forme qu'ils allaient prendre. En 2015, c'est du connu. Il y a des centaines de postes désignés bilingues.

« Il fallait cette maturation au sein de l'appareil gouvernemental. Il fallait l'expérience de la livraison des services avant qu'on en arrive à déposer une loi. Et puis il fallait un large consensus social. Je crois qu'on le possède enfin, y compris chez l'Opposition. Je ne peux pas imaginer que Greg Selinger irait de l'avant dans ce projet sans obtenir l'approbation des progressistes-conservateurs.

« Pour toutes ces raisons, j'endosse l'approche gradualiste de Greg Selinger. Le Premier ministre estime qu'on est enfin rendu au point d'adopter une loi. Et c'est positif. La loi donnera la sanction morale et sociale au fonctionnement du gouvernement. L'adoption d'une loi sur les services en français fera de nos acquis une obligation. Restera par la suite la question toujours épineuse des nombres. Parce que la francophonie manitobaine sera toujours peu nombreuse, qu'on élargisse ou pas la définition d'un francophone. »

Dans cette optique d'avenir, Jean-Marie Taillefer affiche son optimisme. « Avec les nouveaux arrivants, on a une population grandissante. De plus, j'ai eu l'honneur d'enseigner à des diplômés des écoles d'immersion. Ce sont des bilingues qui ont du panache et une grande ouverture d'esprit. Et ils sont beaucoup plus nombreux que la première cohorte de diplômés de la fin des années 1980. »

EN TOILE DE FOND DU PROJET DE LOI SELINGER

LE REFUS DE LA COUR SUPRÊME D'ENTENDRE LES PARENTS DES TNO

À qui le dernier mot sur les écoles minoritaires?

Pour l'instant, la Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest n'a pas le droit d'inscrire dans ses écoles les immigrants, les anglophones francophiles et les anglophones dont les ancêtres étaient francophones et Métis. Bernard Lesage et Mark Power commentent un cas juridique qui est d'intérêt pour tous les francophones minoritaires du Canada.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

La Cour suprême du Canada a refusé, le 29 octobre, de recevoir l'appel de la Commission scolaire francophone des TNO, qui cherchait à faire accepter, dans ses écoles, l'inscription de non ayants droit.

C'est donc partie remise pour les parents des écoles Allain St-Cyr de Yellowknife et Boréale de Hay River, qui espéraient que la Cour suprême du Canada allait recevoir leur appel et, en bout de ligne, juger en leur faveur.

La Commission scolaire des TNO estime que le gouvernement territorial restreint son droit d'inscrire des élèves non ayants droit aux écoles françaises. Un jugement de première instance lui avait pourtant été favorable en 2014. Cette première décision autorisait même l'agrandissement des deux écoles pour répondre aux besoins d'un montant accru d'inscriptions. Mais en janvier, la Cour d'appel des Territoires du Nord-Ouest a renversé le jugement. La Cour suprême devenait l'ultime recours.

La perspective de Me Mark Power

Me Mark Power, expert en droit constitutionnel, regrette le refus de la Cour suprême d'entendre l'appel du jugement des juges de la Cour d'appel.

« Pour avoir passé du temps à Yellowknife, je sais que la communauté francophone des TNO a besoin d'aide. Les écoles sont pleines et ne peuvent être agrandies. Le gouvernement territorial refuse d'admettre les nouveaux arrivants et autres parlants français. Ma grande déception est que la Cour suprême n'ait pas pris la mesure de ce débat de fond.


Archives La Liberté
Bernard Lesage : « Les parents de Yellowknife et de Hay River ont par ailleurs le droit de s'occuper des inscriptions des élèves, en vertu du droit des parents à la gestion des écoles qui leur est accordée dans la *Charte canadienne des droits et libertés.* »

Cependant Me Mark Power soutient que la situation, bien que décevante, n'est « pas une défaite ». « Un refus d'entendre n'est pas un jugement en soi. Ce n'est pas une confirmation de la décision préalable. Je soupçonne même que la Cour suprême veut donner à un récent jugement en matière d'écoles francophones le temps d'être appliqué ».

Me Mark Power élabore : « En étudiant la situation de l'école Rose-des-Vents à Vancouver, la Cour suprême a statué en avril que les écoles françaises doivent avoir des infrastructures réellement équivalentes à celles des écoles anglaises. On peut comprendre ce que peut impliquer ce jugement pour les écoles des TNO. C'est de la pure spéculation, mais à mon avis, les parents des Territoires ont été victimes du *timing* de leurs démarches judiciaires. Après qu'ils ont intenté leur poursuite juridique, la Cour suprême a tranché en faveur des parents francophones dans une autre communauté minoritaire. C'est un jugement qui pourra établir un précédent en leur faveur. »

La perspective de Bernard Lesage

Bernard Lesage, le président de la Commission scolaire franco-manitobaine et, en l'occurrence, deuxième vice-président de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones, croit lui aussi que le jugement en faveur de l'école Rose-des-Vents sera déterminant pour l'avenir des écoles françaises des TNO. « L'équivalence réelle entre les écoles anglaises et françaises aux Territoires n'existe vraiment pas. L'obtention d'un laboratoire scientifique ou d'un gymnase semble faire problème dans les écoles françaises. Pourtant, ces infrastructures sont normales pour toute école.

« Je crois que les parents de Yellowknife et de Hay River ont par ailleurs le droit de s'occuper des inscriptions des élèves, en vertu du droit des parents à la gestion des écoles qui leur est accordée dans la *Charte canadienne des droits et libertés*. À mon avis, c'est dans notre plein droit, en tant que parents, d'accepter dans une école française les enfants d'une famille du Chili qui veulent apprendre le français. Et ainsi de suite pour les anglophones francophiles et les enfants des générations francophones dites "perdues". Les parents ont le droit de gérer leurs écoles.

« Je suis déçu de la décision des juges de la Cour suprême. Mais j'encourage les parents de ne pas abandonner la lutte. »

EN TOILE DE FOND DU PROJET DE LOI SELINGER

LES SERVICES EN ANGLAIS VUS DU QUÉBEC

Hors des grandes villes, c'est toujours la lutte

À Montréal, la présence anglophone se voit et s'entend, dans les rues, dans les magasins et lors des matchs de hockey au Centre Bell. Pourtant au nord et à l'est de la métropole, dans des endroits comme la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent et la région de Québec, on trouve encore des communautés anglophones, petites mais enracinées.

Ruby Irene PRATKA
presse3@la-liberte.mb.ca

Sylvia Martin-Laforge est la présidente du Quebec Community Groups Network, qui coordonne la défense des droits des anglophones en milieu minoritaire. « À Montréal, tu peux avoir des services partout. Mais s'il y a peu d'anglophones dans une région donnée, c'est difficile. Ici, la législation fonctionne pour la majorité, pas pour les minorités. L'importance de la vitalité des communautés anglophones est mentionnée juste en passant dans la Charte de la langue française. »

Les membres de ces communautés ont droit à des services de santé et d'éducation dans leur langue, mais il n'y a pas de cadre légal pour d'autres services du gouvernement. Brigitte Wellens, directrice de Voice of English-speaking Québec, un organisme de plaidoyer pour la communauté anglophone à Québec, explique. « On se rabat beaucoup sur l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, qui accorde certains droits à la communauté anglophone en milieu minoritaire, dont le droit d'utiliser et de gérer leur système scolaire. L'article 23 nous protège jusqu'à un certain point. Mais, par exemple, quand le gouvernement provincial veut abolir l'élection des commissaires scolaires, il n'est pas écrit nulle part noir sur blanc qu'on serait protégés d'une telle décision politique. » Bien que les élections des conseillers scolaires puissent passer sous silence chez la majorité francophone, les anglophones en milieu rural les voient comme un moyen essentiel de garder le contrôle du système scolaire anglophone.



photo : Gracieuseté de Cheryl Henry

Cheryl Henry habite le village historiquement anglophone de Douglastown, au nord-est du Québec. Elle dit que l'isolement de sa ville et le climat politique compliquent l'offre de services en anglais aux résidents.

Dans certains cas, l'éloignement géographique des communautés complique l'offre de services encore plus. Cheryl Henry habite Douglastown, une ville anglophone de 12 000 personnes dans la Haute-Gaspésie. Elle estime qu'environ 2 000 d'entre eux sont unilingues, pour la plupart des personnes âgées. « Il n'y a pas d'hôpital bilingue dans notre région, alors que voulez-vous, il faut qu'on fasse trois heures et demie de route pour aller au centre d'achats. À l'hôpital, il y a un système volontaire où les employés peuvent porter un autocollant jaune sur leur badge s'ils sont en mesure de servir des gens en anglais. Ça fonctionne et ça a été repris par d'autres hôpitaux, même si l'Office de la langue française ne le voit pas d'un bon œil.»

Sylvia Martin-Laforge renchérit : « Il n'y a pas d'obligation au niveau provincial de fournir des services en anglais, sauf pour certaines choses très précises, par exemple l'éducation. Si tu es une personne âgée ou avec peu d'instruction qui vient de perdre un proche et qui veut s'informer sur les lois autour de l'héritage, il n'y a pas de soutien. Même la commission de santé et sécurité au travail n'est pas obligée de donner des services en anglais. Le seul endroit où les services sont toujours disponibles dans les deux langues est Revenu Québec. »

Elle pointe du doigt une consolidation controversée du système de santé, qui aurait laissé les anglophones hors Montréal avec moins de points de contact dans le système. La réforme a été adoptée en version allégée, après de longues négociations avec des groupes communautaires, y compris des groupes anglophones. Sylvia Martin-Laforge se rappelle que même le fait d'être consultée était un accomplissement. « Nous n'avions pas été consultés au début. Ils ne comprenaient pas nos besoins et il n'y avait personne au gouvernement qui était outillé pour parler en notre nom. Ils dépendent de nous, les groupes communautaires, pour savoir ce qui se passe. »

La région de Québec compte environ 14 000 anglophones dans une ville de 800 000. Les uns sont des descendants d'immigrants irlandais, et les autres sont des Canadiens anglophones attirés par la base militaire de Valcartier et le secteur de la technologie. En 2014, la communauté a grandi en nombre pour la première fois depuis le 19e siècle. Brigitte Wellens craint que des services essentiels ne soient pas accessibles pour ce dernier groupe. « On a le droit d'être servis dans les deux langues, mais est-ce qu'on est vraiment servis? Je dirais que non. Quand on a affaire avec la Province, c'est tout un travail de parler avec quelqu'un en anglais. On a des droits en théorie, mais pas en pratique. »

Toutefois, elle ne pense pas que la solution se trouve nécessairement dans un projet de loi. « Je ne sais pas si un nouveau projet de loi nous aiderait, dans notre contexte. Beaucoup de francophones auraient besoin de faire des formations en anglais, pour desservir une minorité. Je ne suis pas certaine que cela aiderait. Par contre, si on avait un ministre des affaires anglophones au cabinet du Premier ministre, si on avait un point de contact avec le gouvernement, ce serait très intéressant. »

Le Parti québécois de l'ancienne première ministre Pauline Marois a avancé cette idée, mais le Premier ministre actuel, le libéral Philippe Couillard, l'a rejetée. Il considère qu'un tel avantage pour les anglophones « diviserait » les Québécois.

Sylvia Martin-Laforge précise : « Le Parti québécois n'avait aucun anglophone dans son caucus. Alors ils se sont sentis obligés de mettre en place une structure pour entendre nos voix. Le gouvernement libéral a des ministres anglophones, mais ils ont tous d'autres portefeuilles ministériels. Un ministre, une personne, ne suffit pas, on a besoin d'une structure avec le soutien de technocrates qui ont fait les recherches et qui connaissent le milieu. C'est idéaliste d'en parler comme ça, mais il faut viser haut. C'est ça dont on a vraiment besoin. »

« On prend beaucoup d'inspiration de ce que font les minorités francophones hors Québec, surtout parce que le gouvernement du Québec les soutient souvent. Les francophones hors Québec se sont bien battus et ont fait une grande différence dans la manière dont les provinces fournissent les services. »

POUR ENCOURAGER LES ÉTUDIANTS À FAIRE DES STAGES

L'USB lance sa campagne de financement annuelle avec un accent sur les bourses de mobilité

Avec l'année universitaire 2015-2016 maintenant bien entamée, l'Université de Saint-Boniface (USB) a de nouveau lancé sa campagne de financement annuelle auprès de la communauté francophone. Tour d'horizon des enjeux.

Ruby Irene PRATKA
presse3@la-liberte.mb.ca

L'USB espère que la campagne, qui se prolongera jusqu'à la fin de l'année 2015, lui permettra d'octroyer des bourses d'études à des étudiants dans le besoin, et des bourses de mobilité à ceux qui veulent faire des échanges ou des stages hors de la province.

La coordonnatrice des communications de l'USB, Dominique Philibert, précise qu'une tranche de l'argent amassé ira dans un fonds de projets prioritaires et sera vraisemblablement investie dans la rénovation des résidences étudiantes.

« Dans un premier temps, c'est très important pour nous d'être capables de renflouer notre programme des bourses. On est à notre quatrième campagne axée sur les bourses. Dépendamment de ce que nous aurons obtenu, la rénovation des résidences peut devenir un projet prioritaire. »

« Au cours de la dernière année nous avons eu 22 demandes de bourses de mobilité. Onze bourses ont été accordées. Nous avons eu 40 demandes de bourses de soutien financier, et 30 bourses ont été accordées. Notre but est de pouvoir en accorder au plus de monde possible. Ce serait fantastique si on pouvait accorder une bourse à tous ceux qui en ont besoin. »

Au cours de l'année 2014, la plus récente année pour laquelle les chiffres sont disponibles, l'USB avait octroyé des bourses totalisant 378 000 $. Dominique Philibert précise que le montant d'une bourse peut varier entre 250 $ et 5 000 $.

Sara Fournier et Nicolas Audette, deux étudiants engagés et boursiers, sont coprésidents de la campagne de financement.

Nicolas Audette se souvient de l'expérience qu'une bourse de mobilité lui a permis de vivre. « J'ai reçu une bourse en 2013 pour m'aider à payer les frais de déplacement pour participer à une simulation parlementaire européenne en Italie, où j'ai pu apprendre beaucoup sur le fonctionnement de l'Union européenne.


photo : Gracieuseté de l'USB
Sara Fournier et Nicolas Audette, bénéficiaires de bourses et participants actifs dans la vie étudiante de l'Université de Saint-Boniface, coprésident la campagne de financement.

Nicolas Audette achève ses études en sciences politiques à temps partiel, tout en travaillant à temps plein. Il a été président de l'Association étudiante de l'USB pendant deux ans. « J'ai rencontré beaucoup de boursiers avec différents antécédents pendant mon mandat, et beaucoup d'étudiants qui avaient besoin d'une bourse. Sans ces bourses, la vie des étudiants serait beaucoup plus difficile. »

Sara Fournier, étudiante en service social qui siège comme représentante étudiante au Bureau des gouverneurs et qui espère devenir travailleuse sociale, ajoute : « Au courant de mes études, y compris cette année, j'ai pu bénéficier de certaines bourses et c'est sûr que ça aide. C'est une énorme perte quand des gens qui veulent étudier ne peuvent pas le faire en raison d'un manque de finances. L'université a la tâche de former des jeunes qui vont finir par travailler et aider la communauté. »

Nicolas Audette, originaire de Saint-Pierre-Jolys, ajoute : « L'université joue un rôle très important dans la promotion et la sauvegarde de notre communauté francophone. La disponibilité de ces bourses encourage les gens à faire leurs études en français. »

Pour sa part, Dominique Philibert note que les membres de la communauté francophone recevront un dépliant explicatif par la poste dans les prochains jours, s'ils ne l'ont pas déjà reçu, et que des dons peuvent être effectués par la poste ou par Internet à ustboniface.ca/jedonne. La campagne de financement de l'USB inclut aussi la possibilité de contribuer à Centraide ou à Francofonds, comme dans les années précédentes.

RÉINVENTER LA COMPASSION EN SOCIÉTÉ : UN DÉFI PERMANENT

« On n'est jamais compatissant à contrecœur »

Depuis un mois maintenant, différents regards sur la compassion sont mis en avant dans *La Liberté*. Présent à Winnipeg depuis septembre 2009, Mgr Albert LeGatt précise sa vision de la compassion. Pour lui, c'est « une manière de proposer aux gens de vivre ensemble ». La direction suivie par la Ville et la jeunesse de Winnipeg lui donne espoir.



photo : Baptiste Souque

À Saint-Boniface depuis septembre 2009, Mgr Albert LeGatt ressent la compassion comme un gage envers l'avenir à réinventer sans cesse.

Baptiste SOUQUE
presse4@la-liberte.mb.ca

Après huit ans comme évêque du diocèse de Saskatoon, Mgr LeGatt a posé ses valises à l'archidiocèse de Saint-Boniface. Il a trouvé ici un univers où la compassion est présente. « J'ai tout de suite senti les mouvements de compassion pour les sans-domicile, pour donner de la nourriture, des vêtements. Winnipeg avance dans ce sens, dans le sens de ville de compassion, c'est encourageant. À Saint-Boniface, je vois beaucoup d'exemples à travers lesquels vit la compassion. Notamment chez les jeunes! »

La définition de Mgr LeGatt de la compassion est liée à la réciprocité. C'est d'un échange d'amour que naît la compassion : « Dans notre cœur, nous avons tous le désir d'être aimé en premier. Mais étant aimé, on a, aussi fortement, le désir d'aimer les autres. »

À partir de ce postulat, pour l'archevêque, le sentiment de compassion apparait comme relié de manière naturelle à la foi. De cette foi peut alors émaner un sentiment de partage : « Quand on a reçu l'amour de Dieu, on ne peut que vouloir le donner, le partager avec les autres.

« On se reconnaît aimé par Dieu de manière inconditionnelle. La foi en Jésus, qui a donné sa vie, appelle donc une compassion sans mesure et sans condition. »

Si, aujourd'hui, des poussées de compassion traversent l'Humanité, elles sont bien trop souvent la conséquence d'une catastrophe, et sont amenées à disparaître aussi rapidement qu'elles sont apparues : « On s'en rend compte avec la question des réfugiés, ou avec le tsunami qui a eu lieu en Indonésie en 2004. Des élans de compassion apparaissent dans le monde, au niveau de toute la société. Mais ce n'est que périodique. Il faut constamment réussir à attiser cette flamme, se souvenir qu'elle est dans le cœur de tous les humains. »

La compassion fait partie de ces manières de voir la vie qui traversent les âges, qui doivent sans cesse être réinventées et mises en avant : « À chaque époque, le défi de l'Humanité, mais également de l'Église, c'est de cultiver un désir de compassion et de trouver des façons concrètes d'y arriver. Aujourd'hui on a toujours autant de guerres, des civils meurent en permanence. Et pourtant, en même temps, on constate de vrais efforts qui sont réalisés pour plus de compassion.

« De la même manière, l'individualisme est plus fort que jamais dans notre société. Pour autant il y a vraiment beaucoup d'exemples de projets qui sont menés avec compassion, pour et avec les autres. »

Malgré tous ses défauts, notre société regorge d'actions qui relient l'homme à la compassion. C'est en évoquant ces actions que l'archevêque pense un élan possible : « Pour qui veut le voir, il verra bien des exemples de compassion. Et ce sont ces gestes qui nourrissent la compassion au quotidien.

« Je pense que la meilleure manière de sensibiliser à la compassion, c'est de rassembler autour d'exemples concrets. Par

COMPRENDRE LA COMPASSION

Pour se construire une maison, certains outils sont plus utiles que d'autres. Cette sage vérité vaut pour toute existence humaine.

La compassion fait justement partie de ces outils indispensables pour se donner une vie aussi équilibrée que possible.

exemple l'association *Free The Children* peut remplir le Centre MTS de jeunes. Et ils ne viennent pas pour voir une star ou un évènement, mais parce qu'il y a un vrai désir de compassion dans leurs cœurs. Voir tous ces jeunes entendre les appels à la compassion, c'est un bon signe. »

Indéniablement, les humains sont amenés naturellement vers la compassion. Mieux, elle est indispensable pour envisager une vie harmonieuse estime Albert LeGatt : « La compassion est forcément rattachée à la notion de vivre-ensemble. La compassion propose aux gens une manière de vivre ensemble. C'est un très gros moteur. »

Le successeur des Provencher, Taché, Baudoux, Hacault, en est persuadé : là où la compassion est mise en avant, la vie rayonne et les sourires sont plus profonds. C'est pour cela qu'il est nécessaire de sans cesse œuvrer, car la compassion n'est jamais acquise de façon irrémédiable : « Là où se vit la compassion, il y a toujours de la joie, des sourires. On n'est jamais compatissant à contrecœur, les gens sont heureux de donner.

« La compassion est innée, mais ne va pas de soi. C'est un effort continu, car les peurs contraires sont toujours bien présentes en nous. »

LE POINT DE VUE DE MATTHIEU RICARD

« La compassion n'est rien d'autre que l'amour donné à ceux qui souffrent »

Scientifique reconnu, Matthieu Ricard a choisi de devenir moine tibétain en 1979. Aujourd'hui interprète officiel du Dalaï-Lama, ce Français cultive de nombreux talents et s'implique auprès de différentes causes qui lui tiennent à cœur, notamment au Népal et au Tibet. Il dresse une approche de la compassion en la distinguant bien de la notion d'empathie.

Baptiste SOUQUE
presse4@la-liberte.mb.ca

L'aura du discours de Matthieu Ricard dépasse les frontières, et la compassion fait partie des thèmes de prédilection de ce docteur en génétique cellulaire. Il s'est déjà exprimé sur le sujet à plusieurs reprises, comme le montre une rapide recherche sur internet. (1)

« L'empathie consiste à ressentir ce que d'autres éprouvent et à entrer en résonance avec eux. Lorsque nous rencontrons un être transporté de joie, nous éprouvons nous aussi de la joie. Il en va de même pour la souffrance. Par empathie nous ressentons la souffrance qui accable l'autre.

« L'expérience répétée et profonde d'empathie des personnes travaillant dans des services d'aide et de soin conduit à développer le syndrome d'épuisement professionnel, c'est-à-dire à fuir les sentiments et les émotions d'autrui.

« Un moyen de résoudre ce dilemme consiste à cultiver un amour et une compassion sans réserve pour la personne souffrante. Il s'agit là de bien plus que de simplement entrer en résonance avec les émotions de la personne qui souffre. »

Pour Matthieu Ricard, la compassion dépasse l'empathie, et la compassion est liée à l'amour altruiste, où la notion de réciprocité est présente : « Selon le bouddhisme, l'amour altruiste est une attitude qui consiste à souhaiter que les autres soient heureux et à rechercher les causes véritables du bonheur. Et la compassion est définie comme le désir de mettre fin aux souffrances d'autrui et à leurs causes.

« La compassion n'est rien d'autre que l'amour donné à ceux qui souffrent. Un tel amour compatissant peut neutraliser la détresse et l'impuissance engendrées par l'empathie appliquée seule, et produit des dispositions d'esprit constructives, telles que le courage compatissant.

« Un entraînement laïc à aimer la bonté et la compassion pourrait donc permettre au personnel soignant de mieux aider les patients souffrants, sans que pour autant il présente ce débilitant syndrome d'épuisement professionnel, qui se développe fréquemment après une exposition prolongée à la seule empathie. »

Ce témoignage fait écho à l'action menée depuis maintenant cinq ans par la Corporation catholique de la santé du Manitoba, ce qui prouve bien que la compassion ne se borne à aucune frontière.

(1) http://www.matthieuricard.org

LA SEMAINE PROCHAINE : Une autre facette de la compassion au quotidien.

IN FLANDERS FIELDS
AU CHAMP D'HONNEUR

In Flanders Fields

In Flanders fields the poppies grow
Between the crosses, row on row
That mark our place: and in the sky
The larks, still bravely singing, fly
Scarce heard amid the guns below.

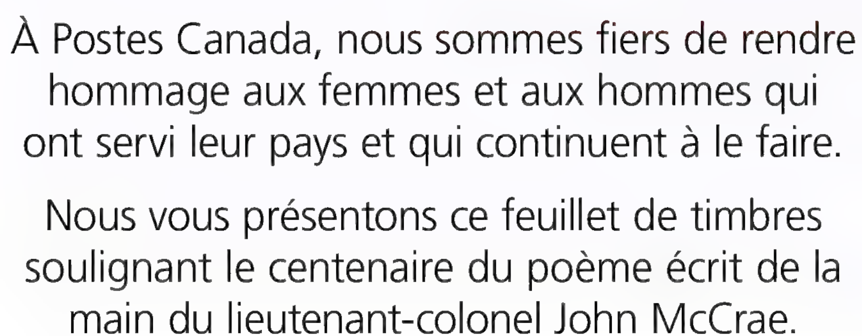
We are the Dead. Short days ago
We lived, felt dawn, saw sunset glow,
Loved, and were loved, and now we lie
In Flanders fields.

Take up our quarrel with the foe:
To you from failing hands we throw
The torch: be yours to hold it high!
If ye break faith with us who die
We shall not sleep, though poppies grow
In Flanders fields.

John McCrae

CANADA
In Flanders Fields
Au champ d'honneur

Lowe-Martin Design q30 design inc
Photo Roel Meijer/Getty Images



À Postes Canada, nous sommes fiers de rendre hommage aux femmes et aux hommes qui ont servi leur pays et qui continuent à le faire.

Nous vous présentons ce feuillet de timbres soulignant le centenaire du poème écrit de la main du lieutenant-colonel John McCrae.

Offert dans tous les bureaux de Postes Canada et à postescanada.ca/champdhonneur.

POSTES CANADA
CANADA POST

LE JOURNAL DES FRANSASKOIS AU BORD DU GOUFFRE

L'exigence de trouver un modèle viable

Le journal hebdomadaire fransaskois *l'Eau Vive* se trouve en eaux troublées. Le rédacteur en chef du journal, Sébastien Németh, explique que le journal a perdu des dizaines de milliers de dollars au cours de la dernière année faute d'achat de publicité du gouvernement fédéral.

Ruby Irene PRATKA
presse3@la-liberte.mb.ca

« Ce marathon électoral, pendant lequel le gouvernement n'achète pas de publicité, nous a donné le coup de grâce », constate Sébastien Németh, joint au bureau de la rédaction du journal à Regina. Les achats de publicité fédérale ont chuté de 55 % entre 2014 et 2015. Les recettes de publicité des organismes provinciaux et communautaires ont aussi chuté, plaçant ainsi le journal en situation critique.

Le journal, fondé en 1971, seul hebdomadaire francophone produit en Saskatchewan, ne paraît désormais qu'aux deux semaines, et seulement sur Internet.

Sébastien Németh explique : « Nous avons un bassin de lecteurs qui est réduit et éparpillé à travers la Saskatchewan, une situation qui agrandit un peu le défi de produire et distribuer le journal. En plus, les gens qui s'abonnent à la version papier sont attachés au papier, et ils sont souvent des personnes âgées. Mais en payant les coûts d'imprimerie du journal papier, on perd de l'argent. Il fallait prendre beaucoup de décisions crève-cœur. »

Des appuis financiers s.v.p.

Sébastien Németh fait donc appel à la communauté des francophones et francophiles de l'Ouest pour aider le journal en contribuant à un fonds de solidarité organisé par la Coopérative des publications fransaskoises, qui gère le journal. L'objectif de la campagne, qui va continuer jusqu'au 31 décembre, est de 50 000 $.

« On a décidé de se tourner vers la communauté, puisque ce journal est aussi leur journal, le journal des francophones de la Saskatchewan. Mais on sait qu'on ne peut pas compter que sur la générosité des gens. On va prendre les prochaines semaines et examiner plusieurs scénarios. En attendant, nous sommes obligés de prendre des décisions d'urgence. »

Un poste a été coupé à la rédaction, qui est composée pour la plupart de pigistes.

Sébastien Németh espère une aide du nouveau gouvernement fédéral. Mais il souligne que les subventions ou recettes publicitaires du fédéral risquent de venir trop tard. « On espère que la situation va s'arranger avec le nouveau gouvernement libéral, mais ce n'est pas ça qui va nous sortir de la crise. En plus, il faudra un temps de réajustement parce qu'il y a tout un système qui va se réorganiser.

« Il y aura un nouveau budget fédéral au printemps, mais à quoi ça va ressembler en matière de l'aide aux publications? On ne sait pas. Les prévisions publicitaires restent aussi très mauvaises pour l'instant, étant donné que janvier, c'est traditionnellement un très mauvais mois. Je n'ai pas de boule de cristal, mais je ne vois pas d'amélioration. »

Jean-Patrice Meunier, le directeur de l'Association de la presse francophone, un réseau pancanadien des journaux en français en milieu minoritaire, appuie le journal. « Il faut que *l'Eau Vive* adapte son modèle de revenus et ils n'ont peut-être pas l'expertise pour le faire. On va essayer de les aider avec de la formation et la recherche de subventions. On va aussi regarder autour pour voir si certains de nos journaux ne sont pas dans des situations semblables.

« La chute des revenus fédéraux est un grand problème pour plusieurs journaux. Est-ce que le gouvernement fédéral a respecté ses obligations? Probablement pas. Ce nouveau gouvernement semble être ouvert au dialogue. Alors on va voir si on peut résoudre ce problème. »

En attendant, Jean-Patrice Meunier invite la population à porter plainte auprès du Commissariat aux langues officielles. « Plus les gens portent plainte, plus ça va montrer qu'ils tiennent à leurs journaux communautaires en français. »

Pour sa part, Sébastien Németh conclut : « Si on ne trouve pas de modèle financier viable, ce journal ne va pas survivre très longtemps. Ça ne sert à rien de produire un journal qui s'enfonce. *L'Eau Vive* n'existera plus si on continue sur cette voie. »

LA RECHERCHE À L'HÔPITAL SAINT-BONIFACE BIEN CÔTÉE

Reconnu pour une 4e année de suite

Pour la quatrième année consécutive, l'Hôpital Saint-Boniface s'est retrouvé parmi les meilleurs instituts de recherche hospitaliers du pays. L'agence Research Infosource classe les instituts de recherche hospitaliers canadiens en fonction du montant de financement de recherche obtenu par rapport au nombre de chercheurs.

Ruby Irene PRATKA
presse3@la-liberte.mb.ca

Cette manière de mesurer a permis à l'hôpital d'obtenir le premier rang dans l'Ouest canadien. Il est classé sixième parmi les petits hôpitaux (budget annuel de 400 million $ ou moins) et 10e parmi tous les centres de recherche hospitaliers au Canada. L'institution est également au troisième rang en matière de croissance de financement pour la recherche.

Le docteur Grant Pierce, le directeur de la recherche à l'Hôpital Saint-Boniface, salue cette reconnaissance. « C'est un accomplissement très significatif, d'autant plus impressionnant qu'on vient de le faire pour la quatrième année consécutive. Le travail de nos chercheurs continue d'attirer un niveau de financement qui reflète nos standards élevés. Ce n'est pas un mesure de financement total, mais du financement par chercheur, ce qui donne une mesure juste de comment on se mesure à des hôpitaux qui sont 10 fois plus grands que le nôtre.»

L'Hôpital Saint-Boniface englobe trois centres de recherche sur son campus : le Centre de recherche Albrechtsen, le Centre IRM Andreï-Sakharov et le Centre de recherche clinique I. H.-Asper, qui a quatre sous-programmes : sciences cardiovasculaires, recherche clinique, recherche agroalimentaire et recherche sur les maladies neurodégénératives, telles que l'Alzheimer.

Pour l'évaluation effectuée, les centres de recherche ont été considérés comme un tout. Les centres emploient un total de 200 chercheurs, appuyés en été par une cinquantaine de stagiaires en recherche biomédicale et en médecine.

Le Dr Pierce explique : « C'est une mesure du niveau de succès de nos chercheurs, qui essaient d'obtenir du financement pour leurs projets. Presque 17 pour cent de nos demandes de financement sont acceptées, ce qui est très élevé. Le fait qu'on réussisse si bien donne une indication de la qualité des recherches entreprises. Les gens de Winnipeg devraient être fiers, parce que ça indique que l'argent qu'ils donnent va vers des projets constructifs. »

Le Dr Pierce donne un survol des projets de recherche. « Notre programme de recherche en sciences cardiovasculaires touche à tout ce que vous avez toujours voulu savoir au sujet des maladies cardiovasculaires, mais que vous aviez peur de demander. C'est–à-dire l'impact de nos comportements sur la maladie du cœur. Le centre de recherche agroalimentaire étudie l'impact de la nourriture et de l'alimentation sur la maladie, et le centre de recherche clinique évalue ce qu'on a appris des essais médicaux sur des animaux et sur la manière dont on peut appliquer ces connaissances aux essais cliniques sur des humains. Les recherches qu'on fait ici à Saint-Boniface ont le potentiel d'aider des gens du monde entier. »

PATRIMOINE

L'impact des sœurs Nolin

Près de 70 personnes se sont rendues au Musée de Saint-Boniface le 5 novembre pour assister au dévoilement d'un monument dédié à deux pionnières de l'éducation, Angélique et Marguerite Nolin.

En 1829 les sœurs Nolin ont ouvert la première école pour filles dans l'Ouest canadien. Originaires de Sault-Sainte-Marie, les Métisses avaient obtenu une éducation en français chez les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, à Montréal.

Sollicitées par Mgr Norbert Provencher, ces laïques dévouées parlaient le cri, l'ojibwa, le français et l'anglais. Elles ont enseigné à Saint-Boniface jusqu'en 1834.

Après quoi elles se sont installées à Baie-Saint-Paul, pour travailler avec le père Georges-Antoine Belcourt. Elles ont aidé le père Belcourt à rédiger un dictionnaire de langue ojibwa.

Le monument est le fruit du travail engagé de Terry Somerset, une descendante de la famille Nolin, qui milite pour une reconnaissance des sœurs Nolin depuis 1983. « Angélique et Marguerite sont moins connues que les Sœurs grises arrivées à Saint-Boniface en 1844. Mais elles ont eu un impact dans le monde avant le Manitoba. Il fallait faire quelque chose pour les reconnaître. »

D. B.

LES PALMES ACADÉMIQUES POUR HUGUETTE LE GALL

L'Alliance française : un siècle d'influence au Manitoba

Les moments symboliques n'ont pas manqué lors du gala marquant les 100 ans de l'Alliance française du Manitoba à l'hôtel Fort Garry le 29 octobre. À commencer par le choix de la date. Car jour pour jour en 1915, le professeur de l'Université du Manitoba Fred Osborne fondait avec un groupe de francophiles convaincus l'Alliance française du Manitoba.

Bernard **BOCQUEL**
la-liberte@la-liberte.mb.ca



photo : Gracieuseté Léonore Bailhache

Tous les membres du CA de l'Alliance française du Manitoba étaient présents au gala commémorant le centenaire de cette institution. De gauche à droite : Alan Nobili (le directeur, nommé et payé par la France, arrivé voilà peu), Gilles Fréchette, Agnès Champagne, Christian Benhamou, l'ambassadeur de France au Canada, Nicolas Chapuis, Claudine Lepage, (sénatrice française représentant les Français établis hors de France), Mia Schorpion, Josée Théberge, Nicolas Cazemayor, Guy Bradet et Huguette Le Gall, présidente du CA.

Tous les paliers de gouvernements étaient représentés pour l'événement qui a réuni environ 160 convives. La Province par son Premier ministre, Greg Selinger; le fédéral par le nouveau député de Saint-Boniface/Saint-Vital Daniel Vandal; la Ville de Winnipeg par la conseillère municipale de Fort Rouge East Jenny Gerbasi, dont les progrès en français sont remarquables; et la Chambre haute par la sénatrice Maria Chaput.

L'ambassadeur de France au Canada, Nicolas Chapuis, n'a pas non plus manqué de faire le déplacement jusqu'à Winnipeg. Il a d'ailleurs profité de l'occasion pour avoir des entretiens avec le Premier ministre manitobain. Et, durant les festivités même, pour souligner le rôle de l'Alliance en faveur du rayonnement de la culture française, il a posé un geste très symbolique en remettant les Palmes académiques à Huguette Le Gall, la présidente de l'Alliance depuis 2010.

L'attribution de cet honneur relève du ministère français de l'Éducation nationale. Les Palmes académiques sont principalement remises à des enseignants, mais aussi à des personnes qui ont apporté une contribution jugée exceptionnelle à l'enrichissement du patrimoine culturel.

Huguette Le Gall a œuvré pendant plus de trente ans dans le domaine des communications, notamment à Radio-Canada. Traductrice de formation, elle est devenue à sa retraite copropriétaire et éditrice en chef des Éditions des Plaines de 2008 à 2013. Comme bénévole, la Bretonne de naissance a entre autres participé à la transformation de la maison de Gabrielle Roy rue Deschambault en musée; ainsi qu'à la mise sur pied de la Maison des artistes francophones.

En exprimant sa joie pour l'hommage reçu, Huguette Le Gall a tenu à mettre en lumière le fait qu'elle venait « d'une génération, d'un milieu, d'une famille où l'éducation pour les filles n'était pas, à l'époque, une priorité. Des défis de la vie naissent les destins. Le mien était tout tracé : ce serait l'apprentissage, le rattrapage, l'affirmation de la femme citoyenne. D'origine française, je pourrais presque dire de culture bretonne, canadienne depuis plus de 35 ans, je suis fière de ces appartenances. »

Puis elle s'est adressée plus directement à l'ambassadeur de France : « Votre Excellence, ce soir dans ma vie, vous faites le lien entre les manques et les réalisations, entre mes différentes appartenances, sur le sûr chemin de la résilience et de l'épanouissement. » Enfin, la récipiendaire s'est adressée à « vous, la communauté, qui m'avez accueillie et donné une place, vous qui m'avez aidée à être la personne que je suis aujourd'hui. »

Dans son allocution, Greg Selinger a fait une référence directe à son projet de loi sur les services en français qui sera prochainement rendu public. Le député de Saint-Boniface a voulu laisser savoir que son initiative prévoit une définition « inclusive » de la notion de francophone. Il a aussi mis en avant le rôle historique et le travail actuel de l'Alliance française : « Au Manitoba, elle contribue à la vitalité de la francophonie manitobaine et au rapprochement des francophones et anglophones de notre province. »

Le Premier ministre a aussi noté que « des centaines de fonctionnaires provinciaux ont suivi des cours de français de l'Alliance afin de pouvoir offrir de meilleurs services en français aux Manitobains et Manitobaines ».

Daniel Vandal, a rappelé que l'Alliance française du Manitoba faisait partie d'un réseau de plus de 1 000 Alliances dans plus de 130 pays. Puis il a souligné que « Winnipeg, notre grande ville, profite des ponts bâtis entre les communautés par l'Alliance française. L'Alliance démontre que, loin de nous diviser, nos différences linguistiques peuvent nous rassembler, qu'elles peuvent contribuer à élargir notre perspective sur le monde ».

L'ancienne collègue de Daniel Vandal à l'Hôtel de Ville de Winnipeg, Jenny Gerbasi, étudiante à l'Alliance depuis plusieurs années, a estimé que « l'excellent travail de l'Alliance est un facteur important de la diffusion de la culture francophone et une des raisons pour lesquelles cette culture prospère ».

PUBLI-REPORTAGE



DANS NOS ÉCOLES

Chaque semaine, *Dans nos écoles* couvre ce qui s'est passé dans des écoles de la DSFM et annonce des évènements à venir. Dans la nouvelle formule, les élèves livrent leurs commentaires sur des sujets variés. Les bons coups de nos élèves ont aussi leur plateforme.

Restez informés, Suivez *Dans nos écoles*!



CITATION DE LA SEMAINE

Messager Mumbere, 6e année, École Roméo-Dallaire

« Je pense que le Premier ministre Justin Trudeau va mieux écouter les jeunes que les autres Premiers ministres avant lui. »

RÉGION URBAINE

En direct avec le Premier ministre

Son assermentation à peine terminée à Ottawa, le nouveau Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a voulu se mettre à l'écoute des plus jeunes le 4 novembre.

Pour cela, son bureau a choisi cinq écoles à travers le Canada qui ont pu lui poser des questions en direct par conférence vidéo. L'École Roméo-Dallaire était l'une de ces cinq écoles, la seule dans tout l'Ouest canadien!

« C'est le bureau du Premier ministre qui nous a contactés pour savoir si on serait intéressés, précise le directeur de l'École Roméo-Dallaire, Bernard DesAutels. C'était tout un honneur pour l'école. On a vécu une expérience exceptionnelle. »

Deux élèves de 6e année, Lucien Paradis et Messager Mumbere, avaient été choisis par leurs camarades pour s'adresser à M. Trudeau au nom de l'école. « On a été choisis parce qu'on parle bien le français », révèle Lucien Paradis. « Et parce qu'on parle fort, ajoute Messager Mumbere. C'est un honneur de le faire, mais c'est énervant! »

Afin de réduire le stress, les deux élèves se sont « pratiqués ensemble à poser nos questions, raconte Lucien Paradis. On faisait semblant que l'autre était le Premier ministre ».

Finalement, seul Messager Mumbere a pu prendre la parole, car le Premier ministre n'avait le temps que pour une question par école. Il a demandé ce que le Canada allait « faire pour que les immigrants arrivent plus facilement au Canada et sans faire de choses dangereuses », un sujet qui lui tient à cœur puisqu'il a lui-même immigré au Canada avec sa famille à l'âge de quatre ans.

Après la réponse de Justin Trudeau, Messager Mumbere était content et plein d'espoir. « Je pense qu'il va mieux écouter les jeunes que les autres Premiers ministres avant lui », conclut-il.

Lucien Paradis estime en guise de conclusion que « c'était vraiment gentil qu'il veuille nous parler ».



photo : Camille Harper-Séguy

Choisis par leurs camarades pour représenter l'école, Lucien Paradis (à droite) et Messager Mumbere (à gauche) s'étaient bien entraînés à poser leurs questions.



photo : Camille Harper-Séguy

L'École Roméo-Dallaire a été l'une des cinq écoles choisies à travers tout le Canada pour poser une question directement au Premier ministre Trudeau quelques heures à peine après son assermentation.

À NOTER



ACTIVITÉS SCOLAIRES

JMCA
Du 13 au 15 novembre
Camp de leadership
Région Nord

LA LISTE
Le 19 novembre
Tournoi 2

CONSULTATIONS PUBLIQUES, planification stratégique 2016-2020 de la DSFM

École Roméo-Dallaire
Le jeudi 12 novembre 2015 à 18 h

COMMISSION SCOLAIRE

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine
Le mercredi 25 novembre, 19 h, bureau divisionnaire, Lorette

CONGÉS

Le lundi 16 novembre
Journée de perfectionnement professionnel
Congé pour tous les élèves

Avis aux parents de la DSFM : Afin d'être avisé des annulations de transport scolaire, des fermetures d'école ou des retards d'autobus, pour cause de situations d'urgence ou d'intempéries, abonnez-vous à **Twitter (#DSFM_ALERT)**.





VOUS SOUHAITEZ PARLER DE VOS ACTIVITÉS? ÉCRIVEZ À ECOLES@LA-LIBERTE.MB.CA

DSFM

PRÉSCOLAIRE MATERNELLE PRIMAIRE SECONDAIRE

www.dsfm.mb.ca

PUBLI-REPORTAGE



DANS NOS ÉCOLES

VOUS SOUHAITEZ SOUMETTRE UN SUJET DE DISCUSSION? ÉCRIVEZ À ECOLES@LA-LIBERTE.MB.CA

ILS EN PARLENT

SOLDATS

Le 11 novembre, ou Jour du Souvenir, tout le Canada se souvient de ses soldats d'hier et d'aujourd'hui qui, depuis la Première Guerre mondiale, ont défendu le Canada mais aussi la paix à travers le monde. Les élèves de la Division scolaire franco-manitobaine ne sont pas en reste, avec plusieurs cérémonies du Souvenir organisées dans leurs écoles.



Selon les élèves de la DSFM, quel est le rôle d'un soldat canadien aujourd'hui?



Jean-Pierre Normandeau, 9e année, École Pointe-des-Chênes

« Un soldat est là pour aider les pays en détresse comme l'Afghanistan, pour rétablir la paix quand il y a des groupes terroristes. Ils sont une bonne chose pour que notre monde soit meilleur. De plus, n'importe qui peut attaquer notre pays n'importe quand, alors c'est bon d'avoir des soldats qui pourront nous défendre. »



Samael Claveau, 3e année, École Roméo-Dallaire

« Mon père est militaire et le rôle des soldats, c'est de protéger les personnes. Ils protègent tout le monde, même dans les autres pays. »



Astan Maiga, 3e année, École Lacerte

« Quand on est soldat, on va à la guerre pour se battre pour notre pays, ou on va dans d'autres pays pour gagner des choses pour le pays et pour d'autres pièces de terre. »

NORD

Monstres et fantômes à La Voie du Nord

Menés par l'unique élève de 9e année de l'École communautaire La Voie du Nord (ECVN), Lysanne Huberdeau, le groupe de leadership a organisé une série d'activités à l'école pendant la semaine d'Halloween, dont une maison hantée le 30 octobre.

« C'était la première fois que j'organisais une maison hantée, avec l'aide de deux élèves, souligne Lysanne Huberdeau. J'ai trouvé plein d'idées sur Pinterest et Youtube. »

Installée dans une salle de classe, la maison hantée incluait notamment des fantômes faits en ballons brillants et bâtons lumineux, ou encore un monstre produit grâce à un projecteur.

« J'avais aussi demandé à des gens de s'habiller effrayant, et certains étaient cachés et ils ont sauté sur les élèves qui visitaient la maison hantée, ou ils leur ont pris les pieds pour leur faire peur, ajoute Lysanne Huberdeau. Des élèves ont vraiment été effrayés. Il y en a même un qui a pleuré. »

Le groupe de leadership avait aussi prévu une boîte mystère. « Il y avait plein de choses bizarres à toucher, dont la main d'un élève qui attrapait ceux qui la touchaient! », signale l'élève de 9e année.

Pour sa première maison hantée, Lysanne Huberdeau est satisfaite du résultat, même si elle pense déjà aux améliorations à y apporter pour l'an prochain, comme ajouter des bougies.

De plus, « cette année on l'a fait dans une classe trop petite et on a commencé le projet trop tard, confie-t-elle. On n'avait pas assez de temps pour trouver et fabriquer les choses pour la maison hantée. C'était stressant.

« Mais ça m'a appris à rester calme quand les idées ne vont pas bien et à travailler avec les autres. Comme je suis la seule élève de 9e année, je ne travaille pas souvent avec d'autres élèves. »



photo : Gracieuseté École communautaire La Voie du Nord

Le groupe de leadership de l'École communautaire La Voie du Nord a organisé la première maison hantée de l'école.



photo : Gracieuseté École communautaire La Voie du Nord

Monstres, fantômes et tueurs en série, tout était en place pour donner des frissons!

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans l'article ***Passion naissante pour les cerceaux*** publié dans les pages Dans nos écoles de *La Liberté* du 4 novembre dernier. La mère de Gabrielle Chartier ne s'appelle pas Christine Beaumont, mais Suzanne Beaumont. Toutes nos excuses.



Le temps des Fêtes,

un temps de compassion



C'est bientôt le temps des Fêtes. Pensons avec compassion à ceux qui ont besoin de nourriture pour fêter seuls, en famille ou entre amis un Noël dans la dignité.

Pour la première fois, chers lecteurs et lectrices de ***La Liberté***, un sac d'épicerie sera encarté dans votre journal du 25 novembre et nous comptons sur **VOUS** pour remplir ce sac (et d'autres) puis le déposer dans le centre de collecte le plus près de chez vous.

RECETTE : Prenez une pincée de temps, une tasse d'énergie, une cuillère à café de compassion et une grande dose d'amour puis remplissez le sac de denrées alimentaires **non-périssables** et déposez-le avec votre plus beau sourire à votre centre de collecte **avant le 15 décembre**!

Monseigneur Albert Le Gatt au nom de l'Archidiocèse de Saint-Boniface, la Corporation catholique de la santé du Manitoba, le Centre Flavie-Laurent, Caisse Groupe Financier et La Liberté vous remercient de votre soutien dans ce projet et vous souhaitent de très belles Fêtes de Noël!

CENTRES DE COLLECTE

CENTRE FLAVIE-LAURENT

450 boulevard Provencher
Saint-Boniface
Tél : 204-233-4936

LES PAROISSES :

La Cathédrale
Précieux-Sang
Saint-Eugène
Saints-Martyrs-Canadiens
Saint-Émile
Île-des-Chênes
La Broquerie
La Salle
Saint-Adolphe
Saint-Claude
Saint-Georges
Saint-Jean-Baptiste
Saint-Joseph
Saint-Malo
Saint-Pierre-Jolys
Otterburne
Sainte-Agathe
Sainte-Anne
Somerset
Saint-Léon

CENTRES DE SERVICES CAISSE GROUPE FINANCIER :

Élie
Haywood
Île-des-Chênes
La Broquerie
La Salle
Letellier
Lorette
Marquette
Notre-Dame-de-Lourdes
Rathwell
Richer
Saint-Adolphe
Saint-Claude
Saint-François-Xavier
Saint-Georges
Saint-Jean-Baptiste
Saint-Joseph
Saint-Laurent
Saint-Léon
Saint-Malo
Saint-Pierre-Jolys
Sainte-Agathe
Sainte-Anne
South-Junction
Winnipeg :
- 875 rue Dakota
- 36 boulevard Lakewood
- 205 boulevard Provencher

« Si vous voulez que les autres soient heureux, pratiquez la compassion. Si vous voulez être plus heureux, pratiquez la compassion. » Dalaïlama

EMPLOIS ET AVIS

PETITES ANNONCES



À VENDRE

MAISON À VENDRE DANS NOUVEAU QUARTIER DE SAINT-BONIFACE : Maison "Cab-Over" de dix ans bâtie sur piliers par A&S avec garage double de 22' X 24'. Terrain clôturé, cul-de-sac. Concept ouvert avec salle à dîner plus dînette dans la cuisine. Foyer à gaz, plafond cathédrale. Trois chambres à coucher avec possibilités d'une quatrième au sous-sol. Trois salles de bain. Plancher de bois et céramique au premier étage et tapis dans les chambres. Nouveaux appareils de cuisine en acier inoxydable. Sous-sol fini avec grandes fenêtres et foyer électrique. A/C, V/C, deck sur piliers. Près de magasin, autobus et centre-ville. Tél. : 204 237-0886.
337-

CONDO À VENDRE AU 500 TACHÉ : 1 130 pi², rénové, 2 chambres à coucher, 2 salles de bain, Stationnement intérieur, 50 ans+, 349 000 $. Tél. : 204 221-0110, pierrem@mts.net
339-

À LOUER

MAISON À LOUER IMMÉDIATEMENT. 3 chambres à coucher. À trois blocs de l'Université et de l'Hôpital. Gaz, électricité et téléphone non inclus. 1 400 $ par mois. Composez le 204 233-6909. Courriel : les4driedgers@gmail.com
338-

APPARTEMENT DAWSON TRAILS 55+. Disponible immédiatement, 1 chambre, 5 électroménagers, eau, stationnement souterrain, vue sur cour intérieure paysagée. Jour : 204 256-1011, soir : 204 231-0044.
340-

Vous déménagez?

Si c'est le cas, veuillez nous en informer sans tarder afin de ne manquer aucun de nos articles.

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ Photo : 15,93 $

MasterCard VISA Interac

Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

Université de Saint-Boniface
Une éducation supérieure depuis 1818

2015 LES MEILLEURS EMPLOYEURS AU MANITOBA

APPEL DE CANDIDATURES

Orienteur ou orienteuse (poste de remplacement de 13 mois)

Responsabilités générales :

- Offrir aux étudiantes et étudiants des services d'appui de nature académique.
- Fournir les encadrements et les appuis nécessaires à la réussite scolaire.
- Appuyer les étudiantes et étudiants dans la sélection de programmes d'études et de cours afin de satisfaire aux exigences de diplomation.
- Organiser des activités qui visent à faciliter le bien-être des étudiantes et étudiants et à faciliter l'intégration aux études postsecondaires.
- Encadrer les étudiantes et étudiants à risque (dossier académique faible, probation et suspension, recommandation de mesures de redressement).
- Offrir un appui en gestion de carrière.
- Gérer les dossiers des étudiantes et étudiants.

Compétences requises :

- Diplôme universitaire de premier cycle.
- Expérience de travail dans une équipe multidisciplinaire.
- Excellente connaissance du français et de l'anglais, parlés et écrits.
- Excellente connaissance du système scolaire secondaire et postsecondaire du Manitoba.
- Connaissance de la diversité culturelle, de ses valeurs et de ses défis.
- Excellentes habiletés interpersonnelles.
- Capacité d'analyse approfondie.
- Excellentes habiletés en communication interculturelle.
- Habileté à travailler de manière indépendante et sous pression.
- Bon sens de l'organisation et de la logistique.
- Aptitude à bien documenter ses interventions et à suivre plusieurs dossiers simultanément.
- Aptitudes au travail d'équipe et à la collaboration.

Date d'entrée en fonction : le 4 janvier 2016

Rémunération : Selon la convention collective

Veuillez faire parvenir votre lettre de présentation et votre curriculum vitae au plus tard le 20 novembre 2015 à :

Lorraine Roch, directrice des ressources humaines
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-233-0210 Télécopieur : 204-237-3099
loroch@ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.

À VOTRE SERVICE

SERVICES



AVOCATS-NOTAIRES

ABONNEZ-VOUS À LA LIBERTÉ
Depuis 1913

OPTIONS OFFERTES

	Au Manitoba	Ailleurs au Canada
1 an	64,50 $ ❒	69,85 $ ❒
2 ans	107,35 $ ❒	119,70 $ ❒

Nom

Prénom

Adresse

Ville Province

Code postal Téléphone

Je choisis de payer par :

❒ Visa : ______________________ Expiration : _______

❒ MasterCard : ______________________ Expiration : _______

(inscrire le numéro de votre carte et la date d'expiration)

Chèque ou mandat poste :
(libellez votre chèque ou mandat de poste à l'ordre de *La Liberté*)
C.P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105 Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4



CULTUREL

CINÉMENTAL VERS SON 25E

Le groupe de bénévoles qui a organisé le 24e festival de films francophones Cinémental a puisé suffisamment d'énergies positives dans l'évènement pour déjà envisager le 25e. Son président, Marc-François Tremblay invite les cinéphiles à émettre leurs suggestions.

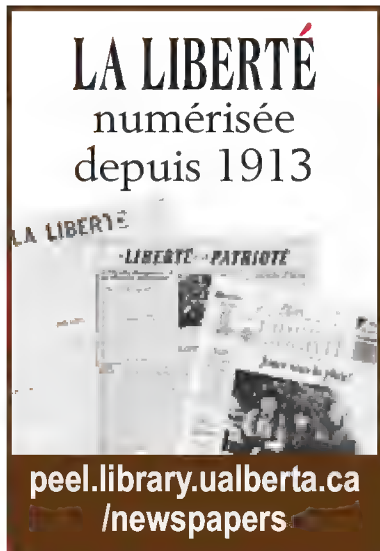
B3

COMMUNAUTAIRE

LES RÉFLEXIONS DE MGR DELAQUIS

Après avoir passé plusieurs années à la trappe à Holland, Mgr Noël Delaquis, à nouveau rentré dans le siècle, a été interpelé par les initiatives que prennent les laïcs dans le diocèse. Dans un esprit de collaboration, il s'apprête à offrir des pistes de réflexions.

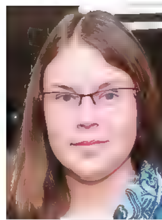
B7



CULTUREL

DEUX REGARDS SUR UNE PIÈCE

L'espoir de pouvoir se vaincre



Amber O'REILLY

Tous les artistes se reconnaîtront sans doute dans le désespoir du personnage de Philippe, joué par Olivier Normand. La première reprise de *Vinci* de Robert Lepage depuis sa création en 1985 se déroule à la même époque, mais son histoire est intemporelle. Cette exploration du revers artistique d'un photographe qui vient de perdre son ami et mentor laisse entrevoir sa recherche d'une raison d'être.

Les premières répliques en italien prononcées par le guide aveugle, Frédérick Bouffard, sont une agréable surprise qui nous transporte tout de suite dans la sagesse philosophique de Léonard de Vinci. En effet, la présence du guide italien est drôlement rassurante dans cette adaptation pour deux de l'original. Car il guide aussi bien Philippe que le public à travers le périple. La relation entre ces deux personnages est bien visible dans la scène à Florence. La mise en scène de Frédéric Dubois a soigneusement tissé une harmonie entre le texte reconstitué à partir des improvisations de Robert Lepage et la chorégraphie physique.

La polyvalence d'Olivier Normand est bien illustrée, alors qu'il devient successivement un guide touristique britannique, une employée du Louvre, la Joconde et, finalement, lui-même. Cette transformation du personnage sur scène produit un enchantement total. Son effet est amplifié par l'éclairage hors pair de Caroline Ross et de l'équipe technique du Cercle Molière. On apprend que la Mona Lisa avait été recouverte par une plaque de vitre pour empêcher qu'elle soit vandalisée. Frédéric Dubois fait parler la Joconde, son nez pressé contre un mur de vitre, comme si elle mourrait d'envie de nous révéler tous les secrets de son peintre, Léonard de Vinci.

Décor minimaliste et théâtre de l'absurde vont main dans la main et c'est cette approche que semble avoir adoptée l'équipe de Vinci pour la scénographie et pour faciliter les transitions de lieu. Les couloirs de vitre coupent le public de sa proximité à la scène pour créer un froid, froid qui traversait aussi les expositions du photographe. Philippe est perpétuellement en transit et ce n'est qu'à la fin qu'il donne l'impression d'être arrivé. C'est-à-dire qu'il est arrivé à reprendre de l'espoir et à le transmettre au public. Vinci nous amène à croire que oui, il est possible de vaincre ces défis personnels qui accablent notre présent.

L'humain au bout du fil



Daniel BAHUAUD

Il y a une scène dans la pièce *Vinci* à vous fendre le cœur.

Philippe, le personnage principal, est dans la gare de Cannes, où il tente de contacter sa blonde québécoise depuis un téléphone payant (Produite pour la première fois en 1985, *Vinci* se déroule à nouveau en 1985, avant les téléphones intelligents et l'avènement d'Internet).

Philippe est en déprime. Le photographe fait le deuil de son ami Marc, qui s'est suicidé. Il s'interroge aussi sur son talent artistique. N'est-il rien qu'un photographe manqué?

Mais au lieu de tomber sur la boîte vocale de sa petite amie, Philippe entend la voix de Marc. Répondeur toujours fonctionnel dans l'appartement du défunt? Bribes en provenance de l'au-delà?

Chose certaine, le choc de Philippe devient le nôtre. Et ses faibles gémissements, tentatives haletantes de rompre finalement son isolement, bouleversent.

C'est ça la magie du théâtre. La magie intime, lucide et transparente du moment où l'on se laisse complètement absorber par l'émotion présente, et l'émotion présentée sur la scène.

Et c'est ça le génie de Robert Lepage, le célèbre metteur en scène dramaturge et comédien québécois. Lepage a l'habileté d'aller droit au cœur du tableau qu'il nous brosse. Et de nous permettre d'en faire partie. L'émotion étalée, on la connaît. Elle est humaine et rejoint l'humanité toute entière.

Outre la scène de la gare de Cannes, et pour plusieurs autres encore, *Vinci* entretient le potentiel de séduire, mais par la technique. *Vinci* nous inonde de toutes sortes d'effets visuels et sonores, d'astucieux jeux de rhétorique et de réflexions sur l'art.

Nous présenter, un ruban à mesurer à l'appui, l'histoire de l'art en 60 secondes, c'est ludique, voire même rigolo, et intello. C'est *jeune*, surtout.

Comme l'était Robert Lepage en 1985.

N'empêche. On entrevoyait déjà son génie à travers d'étonnants moments, comme celui d'un cri du cœur lancé vers un mort au bout du fil.



photo : Gracieuseté Hubert Pantel/Cercle Molière

Olivier Normand incarne Philippe dans le *Vinci* de Robert Lepage. Dans la version originelle du drame, Robert Lepage se produisait seul sur la scène. Dans cette nouvelle adaptation du texte, produite par le Théâtre Périscope de Québec, Olivier Normand était accompagné de Frédérick Bouffard, qui campait Marc, l'ami de Philippe. *Vinci* était présenté, comme pièce hors-série, au théâtre du Cercle Molière.

Sudoku

PROBLÈME N° 480

	9			7			3	
2		7			3			
		8	6					9
						9	2	5
4					1			8
			8				6	
7			3				5	
	6			4			1	
				2				

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

RÉPONSE DU N° 479

1	3	4	7	5	2	9	6	8
2	6	7	3	8	9	4	1	5
8	9	5	6	1	4	2	3	7
3	4	6	1	2	7	8	5	9
5	2	1	8	9	6	7	4	3
9	7	8	5	4	3	6	2	1
6	1	2	9	7	5	3	8	4
4	8	9	2	3	1	5	7	6
7	5	3	4	6	8	1	9	2

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 849

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2									■			
3			■									
4											■	
5								■				
6							■					
7					■							
8				■							■	
9						■						■
10		■						■				
11										■		
12								■				

HORIZONTALEMENT

1- Suite d'aventures plus ou moins désagréables.
2- Racontera en détaillant. — Garda le silence.
3- Se suivent. — Barrage par-dessus lequel l'eau s'écoule en nappe.
4- Terme d'une fraction.
5- Se dit d'une fleur qui a des étamines mais pas de pistil. — Division d'un fleuve.
6- Convenable. — Tentais.
7- Aurochs. — Vil, honteux.
8- Durillon. — Tourné au nord, en parlant du vent.
9- As avec toi. — Radies, élimines.
10- Les policiers l'utilisent. — Frère aîné de Jacob.
11- Accord complet. — Usages.
12- De couleur rose. — Chair de porc salée.

VERTICALEMENT

1- Dispositif qui transforme une grandeur physique en une autre.
2- Dégoûterai, lasserai. — Drame lyrique japonais.
3- Personnel. — Couvriras de taches.
4- Tables de tarifs. — Jeune fille.
5- Demi-frère. — Appareil de détection.
6- Originaire des pays de la Méditerranée. — Principe de vie.
7- Os. — Écrivain américain (1870-1902).
8- Imbécile. — Il rejoint la Baltique.
9- Subventionnées.
10- Hémorragies par l'oreille.
11- Constitué un danger. — Rejoint le Rhône. — Premier roi des Hébreux.
12- Rebuts de soie. — Éculé.

RÉPONSES DU N° 848

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	M	I	S	A	N	T	H	R	O	P	I	E
2	I	N	A	V	O	U	E	E	■	A	I	N
3	L	V	■	A	C	T	U	E	L	S	■	T
4	L	A	M	I	E	R	■	L	O	■	D	A
5	E	L	I	T	■	I	L	L	I	T	E	S
6	P	I	S	■	A	C	I	E	R	I	E	S
7	E	D	E	S	S	E	■	M	E	S	S	E
8	R	A	R	E	S	■	C	E	T	O	S	E
9	T	I	A	R	E	S	■	N	■	N	E	■
10	U	■	B	A	R	E	N	T	I	N	■	T
11	I	L	L	■	V	I	E	■	R	E	N	E
12	S	U	E	D	I	N	E	S	■	S	E	L

Votre bénévole en vedette

LA LIBERTÉ Depuis 1913

ICI Radio-Canada

Chaque mois, ***La Liberté*** et Radio-Canada vous présentent une personne qui se démarque dans sa communauté par un service bénévole à une cause francophone ou à un organisme qui appuie les francophones du Manitoba, que ce soit dans le domaine de la charité, de la culture, du sport ou autre.

S'activer pour les paniers de Noël de la Cathédrale

Rachel LeGal donne de son temps depuis 18 ans à la communauté, en participant chaque année à la confection des paniers de Noël de la Cathédrale, destinés aux familles les plus démunies de Saint-Boniface. En mettant toujours le même cœur à l'ouvrage, année après année.

Les paniers de Noël sont nés d'une initiative des Sœurs grises en 1997. Alors Rachel LeGal a trouvé l'initiative excellente, et s'est impliquée de suite dans la réalisation et la distribution de ces paniers : « À l'époque nous étions un groupe de jeunes, et on voulait faire du bénévolat. Alors on a trouvé l'initiative très bonne. »

Depuis 18 ans, chaque année, Rachel se lance donc à la recherche des familles dans le besoin qui peuvent trouver du réconfort dans les paniers de Noël : « Nous avions 10 familles en 1997 qui avaient bénéficié des paniers de Noël. En 2013 nous avons eu 95 familles, soit précisément 497 personnes. Les familles sont plus nombreuses maintenant. »

Si les paniers sont distribués le samedi avant Noël, le travail de Rachel commence bien avant, avant la fin de l'été : « Dès septembre on va dans les écoles, discuter et chercher les familles. Et puis ensuite j'appelle tout le monde, toutes les familles. Je discute avec tous les enfants de chacune des familles, pour savoir ce dont ils ont vraiment envie. »

Ainsi chaque enfant peut découvrir à Noël le cadeau de son choix, ainsi que de la nourriture fournie pour la famille. L'un des rôles de Rachel est également de trouver les commanditaires qui vont « parrainer » les familles et fournir les fonds et les ressources matérielles pour assurer un Noël décent à chacun.

« Et puis on se fait livrer la nourriture le jeudi, on confectionne les paniers le vendredi avant Noël, et le samedi on livre les paniers de Noël dans les familles, précise Rachel LeGal. Pour cela nous avons 80 bénévoles qui viennent prêter main forte le samedi. C'est bon de se retrouver, puis ensuite nous mangeons tous ensemble! »

Au total, sur les trois jours, ce sont plus de 100 bénévoles qui s'engagent pour livrer les paniers à temps. Mais comme le précise Rachel Legal : « On a toujours besoin de plus de monde.

RACHEL LEGAL.

« Le plus satisfaisant, c'est que nous avons toujours réussi à trouver des fonds suffisants pour pouvoir faire tous nos paniers. À l'époque, l'abbé Fréchette nous soutenait toujours pour que l'on ait assez de fonds. Et puis des associations comme le Festival du Voyageur sont toujours là, depuis des années, pour nous épauler. »

Pour Pauline Arbez-Koga, qui connaît bien Rachel LeGal, la nominer au concours Votre bénévole en vedrette était normal, tant elle s'implique dans ses paniers de Noël de la Cathédrale depuis de nombreuses années : « Rachel est tellement dévouée avec ses paniers de Noël. Elle appelle toutes les familles et parle avec chacun des enfants. Et puis elle a toujours le même sourire. Ça inspire les autres. On sent que pour elle, c'est un plaisir de donner son temps. »

Rachel LeGal conclut, résolument tournée vers l'avenir : « C'est toujours un plaisir. J'espère continuer vraiment longtemps! »

Si l'association récolte plus de fonds que nécessaire, elle les reverse ensuite à d'autres associations communautaires, comme l'Accueil francophone, qui œuvre pour les nouveaux arrivants. « Parce que ces initiatives ne devraient pas se faire qu'à Noël. Mais on veut aider, on fait de notre mieux. » Pour encore longtemps, sans doute.

UN PREMIER BILAN DU 24E CINÉMENTAL

Le SilverCity de Saint-Vital en redemande

Les amateurs des films en français ont été comblés pendant deux fins de semaine en octobre grâce à la 24e édition du festival des films Cinémental.

Ruby Irene PRATKA
presse3@la-liberte.mb.ca

Une vingtaine de courts et longs métrages québécois, français et franco-manitobains ont été présentés sur deux fins de semaine, la première au Centre culturel franco-manitobain, la deuxième au cinéma SilverCity de Saint-Vital.

Le président du festival, Marc-François Tremblay, qui est à la tête du festival depuis le tout début, considère que « il y a eu plein de beaux moments » au festival, qui s'est étalé entre le 16 et 25 octobre.

Guillaume Hutton est un gérant de SilverCity Saint-Vital. Il souligne que cette édition du festival était la première à proposer des films à SilverCity Saint-Vital, mais fort probablement pas la dernière.

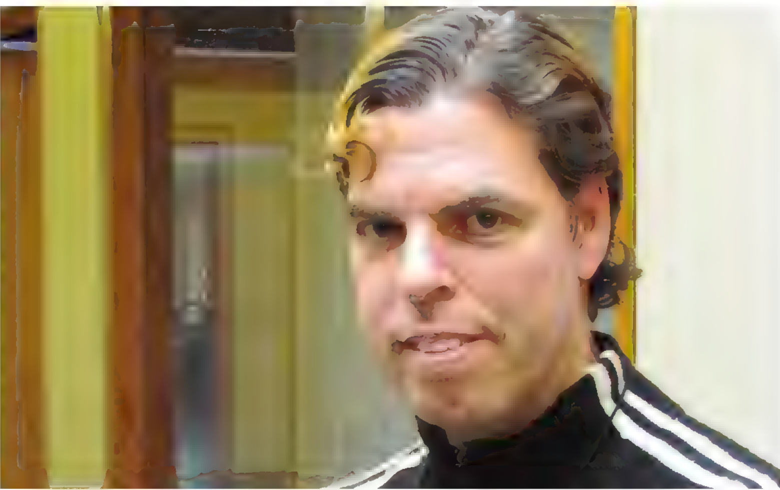
« Le patron du théâtre a contacté Cinémental pour voir s'ils étaient intéressés à venir ici. On pense que tout s'est super bien passé. Je dirais qu'il n'y avait pas de problèmes. On avait entre 100 et 150 personnes pour chaque séance. On est ouvert à le faire encore. »

Les spectateurs ont eu droit aux derniers succès français et québécois. Parmi les films à l'affiche à SilverCity on trouvait la comédie politique *Guibord s'en va-t-en guerre* avec Patrick Huard et l'émouvant film familial *Paul à Québec* de François Bouvier, basé sur la bande dessinée du même nom, qui venait de remporter le Prix du Public pour meilleur film canadien au Festival de cinéma de la Ville de Québec. Mais pour Marc-François Tremblay, un film d'un réalisateur franco-manitobain a eu le plus d'impact.

« La présentation du film *Le cœur de Madame Sabali* de Ryan McKenna a été particulièrement réussie. C'est un réalisateur manitobain qui vit à Montréal. Beaucoup de gens sont venus voir le film et lui parler après. Il y avait bien de beaux moments, mais les gens vont se rappeler de cette soirée-là plus que d'autres.

« On avait deux réalisateurs comme invités pour la première fin de semaine, et la deuxième fin de semaine on a eu des comédiens des films *Le Mirage* et de *Guibord s'en va-t-en guerre*. Les gens ont pu échanger avec eux.

« C'était un peu difficile de réserver *Loin des hommes* et *La tête haute* parce qu'il s'agissait de films français qui n'avaient pas de distributeur au Canada. Mais le travail valait la peine. Nous, les organisateurs, nous étions comme des petits enfants à Noël, nous avons aimé tous les films. »


Archives La Liberté
Marc-François Tremblay, président de Cinémental.

Marc-François Tremblay note que la programmation du 24e Cinémental a été plus accessible que jamais aux anglophones. « Cette année a été une des rares années où on a pu tout sous-titrer. Les gens n'avaient pas d'excuses pour ne pas inviter leurs amis anglophones! »

Marc-François Tremblay pense déjà à la 25e édition. « On invite tous les cinéphiles à nous suggérer des idées pour fêter notre 25e anniversaire. On voudrait que plus de gens puissent se divertir, apprendre et apprécier des films de qualité. Et l'année prochaine on aimerait que ce soit un peu spécial. »

VIRAGE NUMÉRIQUE POUR L'ANNUAIRE DES SERVICES EN FRANÇAIS

Un outil de plus en plus pratique

Ruby Irene PRATKA
presse3@la-liberte.mb.ca

Pour la première fois cette année, la SFM publiera trois versions numériques de l'annuaire, en plus de la version papier. Comme la version papier, les versions numériques - un livre à feuilleter interactif, un fichier interactif et un fichier ePub qui sera accessible sur des lecteurs électroniques - seront disponibles gratuitement, sur le site Web de la société.

Joanne Dupuis, coordonnatrice des activités à la SFM et responsable de l'annuaire, a géré le virage numérique. Elle note que les fichiers téléchargeables visent le nombre grandissant des lecteurs qui préfèrent recevoir de l'information sur leurs téléphones intelligents et tablettes.

Le SFM compte quand même produire et distribuer 1 000 exemplaires de l'édition papier.

« Ça fait déjà quelque temps qu'on est à l'écoute de la communauté, et les gens nous demandaient de développer un format numérique accessible. On est également en train de revoir tout le site Web de la SFM. Alors c'est une façon de faire deux choses en même temps. On a annoncé le projet à l'Assemblée générale annuelle de la SFM, et des gens étaient immédiatement allés sur leurs téléphones pour voir de quoi ça avait l'air. »

Les nouveaux formats ont aussi plu aux publicitaires, parce que les utilisateurs auront un accès instantané à leurs sites Web. « On peut cliquer sur une annonce, et ça nous amène directement sur le site Web de l'annonceur. Ou on peut cliquer sur une adresse courriel et contacter une personne ou un organisme tout de suite. »

Chaque année, les coûts de production de l'annuaire varient en fonction du prix de papier et de la distribution. Joanne Dupuis ajoute qu'une partie des coûts du projet sera récupérée par les épargnes en frais d'imprimerie. « Il n'y a pas de coût supplémentaire énorme. On a réduit le nombre de copies imprimées afin d'encourager l'utilisation de la version numérique. On sait que c'est plus écologique et qu'il y a une vague générale qui va vers l'informatique. »

La responsable du projet tient toutefois à rassurer ceux qui préfèrent la version papier. « On aura toujours une certaine clientèle qui cherche la version papier. Elle ne va pas disparaître. »

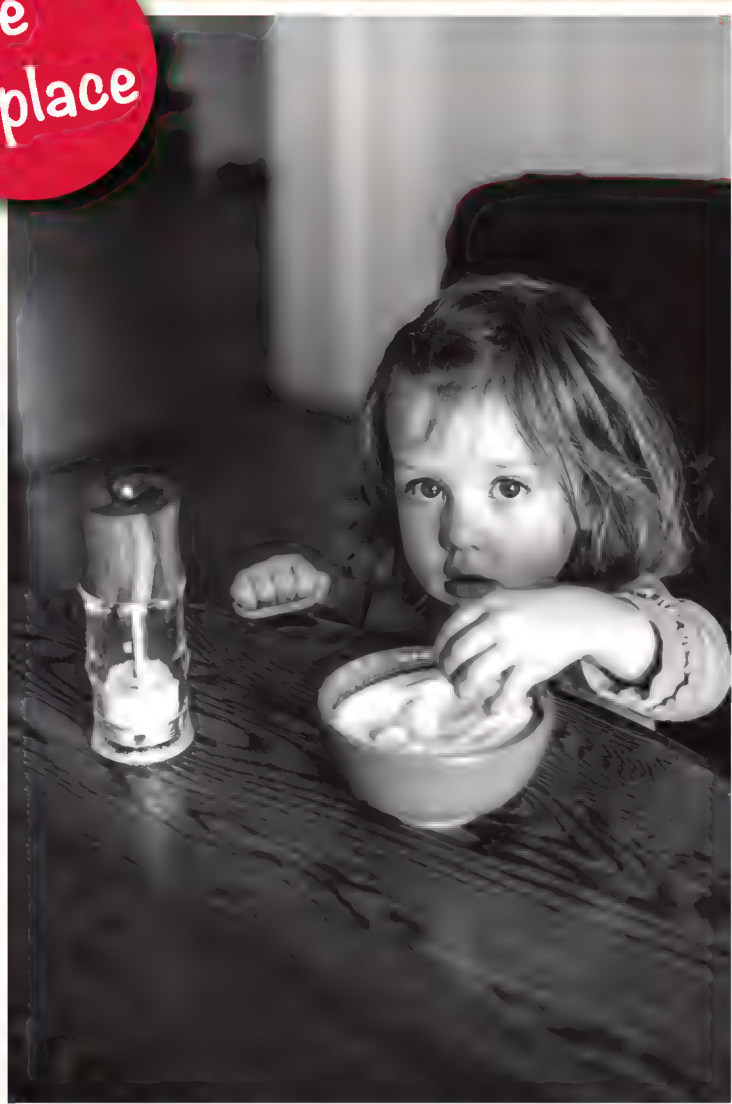
Tous les formats numériques de l'annuaire sont disponibles en allant sur le site Web de la SFM (sfm.mb.ca) et en cliquant sur l'icône de l'annuaire.

CONCOURS DE PHOTOS 2015 LA LIBERTÉ

NOS GAGNANTS DU MOIS D'OCTOBRE

Sucré-salé

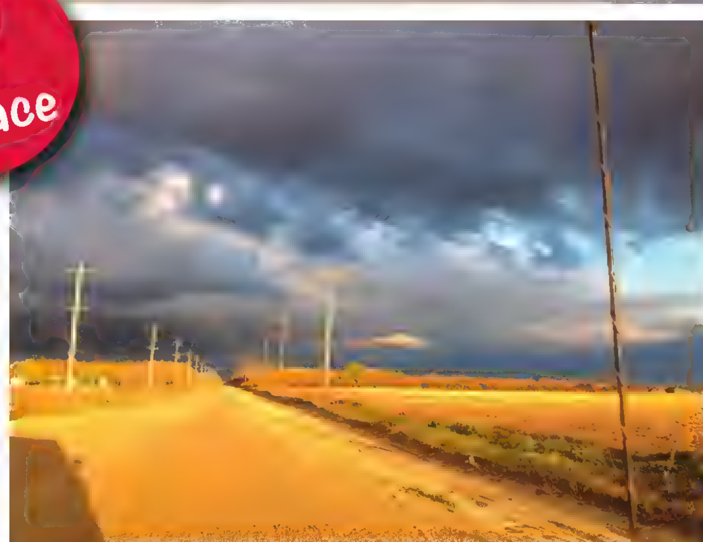
1re place



2e place



3e place



Première place :
Jon Kornelsen

Deuxième place :
Zara Ramlal

Troisième place :
Angèle Bernardin

La photo finaliste du concours sera annoncée et publiée dans l'édition du 20 janvier 2016!

Notre jury sera composé de :

- **Dan Harper**, photographe professionnel;
- **Julie Carl**, rédactrice en chef adjointe du *Toronto Star;*
- **Geneviève Pelletier**, directrice artistique du Cercle Molière.

UN iPAD À GAGNER!

LE CENTRE DU PATRIMOINE ACCUEILLE *CONNEXION*, DE BRIAND NELSON MUTIMA

La double nécessité de l'art et de l'histoire orale

Une initiative qui souligne l'exigence de documenter le passé pour mieux pouvoir interroger l'avenir a été annoncée par la Société historique de Saint-Boniface dans le cadre de la Semaine nationale de l'immigration francophone. L'annonce a été symboliquement faite lors du vernissage d'une exposition signée Briand Nelson Mutima au Centre du patrimoine.

Bernard BOCQUEL
la-liberte@la-liberte.mb.ca

Depuis 2006, la Société historique de Saint-Boniface recueille des histoires orales pour documenter certains aspects de la vie de francophones manitobains. Des centaines d'agriculteurs, de gens d'affaires, de personnes actives dans le monde de l'éducation et des communications ont été interviewées. La plupart de ces entrevues sont accessibles sur le site Web de la Société historique.

Comme le rappelle le directeur général de la Société historique, Gilles Lesage : « Notre mandat est d'acquérir, de préserver et de mettre en valeur le patrimoine des francophones et des Métis de l'Ouest. Le projet répond aux priorités établies lors d'un forum sur le patrimoine franco-manitobain, qui avait identifié l'enregistrement des aînés comme une action essentielle. »

Le plus récent projet d'histoire orale vise à préserver pour les générations futures les expériences d'immigrants arrivés ces dernières années au pays. À cette fin, 3 000 $ ont été versés par le programme provincial de subventions destinées au patrimoine. L'espoir est qu'il s'agit d'un point de départ. En effet, l'argent ne permettra l'enregistrement, entre novembre et mars, que d'une douzaine d'heures d'entretiens, qui seront effectués par le Béninois d'origine depuis cinq ans au Manitoba, Wilgis Agossa.


photo : Bernard Bocquel

Au Salon Empire du Centre du patrimoine lors du vernissage de l'exposition Connexion le 5 novembre. De gauche à droite : Wilgis Agossa, le gestionnaire par intérim de l'Accueil francophone; l'artiste Briand Nelson Mutima; Daniel Boucher, le président-directeur général de la SFM; Michel Lagacé, le président de la Société historique de Saint-Boniface.

L'ancien journaliste à *La Liberté*, présentement gestionnaire par intérim de l'Accueil francophone, croit profondément que les nouveaux arrivants doivent mieux connaître l'histoire de leur pays d'accueil, et en particulier l'histoire du Manitoba français. « Pendant ma première année au Manitoba, j'étais plutôt renfermé sur moi-même. Je n'étais pas déconnecté de chez-moi. Après la naissance de mon premier enfant, j'ai commencé à m'intéresser à l'histoire d'ici et j'ai découvert qu'elle était riche est belle. À l'Accueil francophone, il faut qu'on aide chaque immigrant à connaître cette histoire. »

Dans cette perspective, Michel Lagacé, le président de la Société historique de Saint-Boniface, a tenu à souligner, comme d'ailleurs à chaque occasion propice, son message central : « Le Centre du patrimoine, c'est un lieu de mémoire. La mémoire de qui nous avons été et la mémoire de qui nous serons. Le Centre du patrimoine, c'est pour tout le monde! »

Daniel Boucher, le président-directeur général de la Société franco-manitobaine, a souligné devant la trentaine de personnes présentes, que « l'intégration n'était pas toujours une chose facile ». C'est pourquoi il a spécialement salué le travail de coopération qui a permis au jeune artiste Briand Nelson Mutima de présenter son art au Salon Empire du Centre du patrimoine. « L'exposition *Connexion* est une idée novatrice qui contribue à rendre normale l'intégration. Les artistes ont le pouvoir de mieux faire connaître les cultures. »

Wilgis Agossa a ajouté : « Cette exposition est un premier pas vers l'idée d'assurer la connexion entre les immigrants et la communauté. Le travail de Nelson montre qu'on a besoin de la richesse avec laquelle les nouveaux arrivants ont quitté leur pays. Et cette richesse, il faut la faire connaître pour enrichir la francophonie d'ici. »

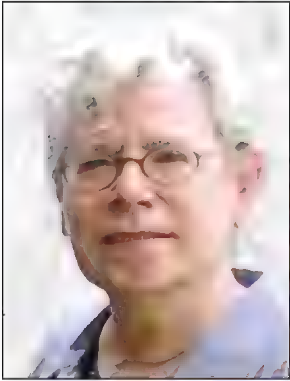
Briand Nelson Mutima a dit en quelques phrases bien senties à quel point son art lui a permis de bien s'intégrer dans la communauté manitobaine. À son arrivée, il a pu « se faire beaucoup d'amis grâce au dessin ». Le jeune homme à la carrure d'athlète est né au Burundi d'une mère congolaise et d'un père burundais. Les lecteurs de *La Liberté* savent déjà qu'il a été traumatisé durant sa petite enfance.

Lors d'un entrevue accordée à Gavin Boutroy cet été, il avait raconté : « Ma mère était infirmière. On partait au Congo, en Zambie, en Tanzanie, dans ces pays où il y avait tout le temps des affrontements. Je faisais des cauchemars. J'avais peur de communiquer avec mes amis et mes parents. Un psychiatre m'a appris à m'exprimer à travers le dessin. Quand j'étais fâché, il fallait que je dessine. Quand j'étais content, il fallait aussi que je dessine. »

L'engagement communautaire et la vocation artistique de Briand Nelson Mutima a culminé pour la première fois cette année. En effet, il a été choisi comme ambassadeur masculin adulte du pavillon africain de Folklorama et décorateur de la scène, un travail dont il s'est acquitté avec des amis.

NÉCROLOGIES

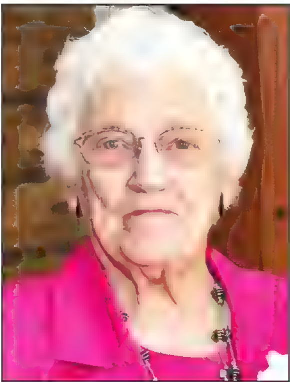
Gilberte (Ferland) Proteau
1940 – 2015



Le 12 octobre 2015, à l'âge de 75 ans, suite à un cancer du sein, est décédée madame Gilberte Ferland Proteau, épouse de monsieur Daniel Proteau, précédée par ses parents Avila et Anne-Marie Ferland, ainsi que par sa sœur Marcelle (feu Joe Somers) et son frère Charles (Marie Bergeron). Outre son époux, elle laisse dans le deuil sa sœur Hélène (feu Patrice Martin), ses frères Armand (Geneviève Lavoie), Claude (feu Françoise Lavoie) et Marcien (Brenda Hiscott), ses beaux-frères et belles-sœurs Gilberte (Guy Jubinville), Denise (Gilbert Fournier), Paul (Sandra Comeaux), Laurent (Marlene Chow), Rosemarie (Edmond Beaudry), Hélène (Roger Tellier), Gérald (Darlene O'Donnell), des neveux et nièces ainsi que d'autres parents et plusieurs amis. La famille recevra vos condoléances en l'église du Précieux-Sang le 14 novembre 2015 à compter de 13 h. La messe des funérailles suivra.

Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Fondation canadienne du cancer.

Rose-Hélène Bourgeois (Millette)
2 avril 1923 – 29 octobre 2015



Notre mère est décédée paisiblement, entourée de sa famille, à l'Hôpital Saint-Boniface. Elle avait 92 ans.

Maman a été précédée de son mari bien-aimé Euclide Bourgeois, de ses parents Honorius et Marie-Rose Millette et de sa petite-fille Catherine Bourgeois. Rose-Helene laisse dans le deuil ses huit enfants : Yolande (Lynn) Madsen, Alain (Marianne), Rheanne (Brian) McMullan, Lydianne (Alfred) Deschambault, Remi (Sheryl), Arcel (Lisa), Renelle (Laurent) Bohémier, Raynald (Laurie). Elle laisse aussi ses 28 petits-enfants, ses 39 arrière-petits-enfants, ses deux frères Lucien (Sonia) et Emile (Helen), ses deux sœurs Lucienne Briere et Georgette Poliquin, ses belles-sœurs Jeanne Blerot et Connie Millette, et ses beaux-frères Aimé Bourgeois, Gérard (Rolande) Bourgeois et Félix Martine. Toute une famille proche de nièces, de neveux, de cousins et d'amis se souviendra aussi affectueusement d'elle.

Maman est née à Bellegarde, en Saskatchewan, et a déménagé à Storthoaks à un jeune âge. Elle a épousé Euclide Bourgeois en 1947 et ils ont été agriculteurs dans la région de Storthoaks et de Bellegarde jusqu'à leur déménagement à Winnipeg en 1975.

Maman était une des membres fondatrices du Club Vive la Joie, où elle rencontrait des amis chaque semaine pour passer du temps ensemble. Ses passe-temps préférés étaient les cartes et le bingo, mais son plus grand bonheur était les rassemblements de famille pour un simple souper le dimanche ou pour des célébrations spéciales.

Maman nous laisse un héritage de foi profonde et d'amour sans borne pour son Père dans les cieux. Elle nous a tous réconfortés, encouragés et inspirés avec son cœur tendre et son esprit chaleureux.

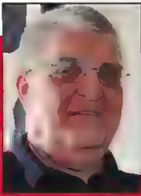
La famille souhaite remercier du fond du cœur le personnel du service 6A Ouest de l'Hôpital Saint-Boniface pour leur amour, leur compassion et les soins qu'ils ont donnés à Maman pendant son bref séjour à l'hôpital.

Les prières ont eu lieu le mardi 3 novembre à 19 h 30 à la chapelle du Salon mortuaire Desjardins (357, rue Des Meurons). La messe des funérailles a été célébrée le mercredi 4 novembre à 10 h 30 à l'église Saints-Martyrs-Canadiens (289, avenue Dussault), précédée de la veille à 9 h 30.

Au lieu de donner des fleurs, les personnes qui le souhaitent peuvent faire un don à la Fondation des maladies du cœur.

DESJARDINS
204-233-4949
1-888-233-4949
www.desjardinsfuneralchapel.ca





CHRONIQUE RELIGIEUSE

GEORGES DRUWÉ

La Joie de l'Évangile

L'exhortation apostolique du pape François ***Evangelii gaudium*** invite tous les fidèles à un moment de réflexion sérieuse, à une réflexion qui conduit au plus profond de notre état de baptisé. Il nous invite à dépasser le vernis extérieur de notre quotidien afin de mettre au jour les engagements radicaux qu'exige notre foi, de passer au crible de notre conscience le sérieux de notre attachement à la personne du Christ et à Sa Parole.

Il est malheureusement souvent trop facile de se contenter d'être chrétien/chrétienne du bout des lèvres, se satisfaisant de crier à l'occasion « Seigneur, Seigneur », alors que la mesure de notre fidélité demeure dans la sincérité et, plus encore, la fermeté de notre réponse à la question que Jésus a posée par trois fois à Pierre : « Pierre, m'aimes-tu? » Pierre ayant répondu : « Seigneur tu sais que je t'aime », Jésus lui lance alors le même appel qu'il adresse à tous les chrétiens/chrétiennes aujourd'hui : « Alors viens et suis-moi. »

Évaporée la peur qui avait mené à son triple reniement de Jésus, renouvelé dans sa foi et rempli de l'Esprit-Saint, Pierre est emporté par la Joie, une Joie typiquement chrétienne, qu'a fait jaillir en lui le Ressuscité. Il est prêt à suivre Jésus. Et il a suivi Jésus, nous le savons, jusqu'au martyre.

Oui, les engagements de notre foi sont en effet radicaux. Elle nous propose un ensemble de valeurs qui se dresse en opposition aux valeurs passagères des ambitions humaines qui nous attisent, telles la course souvent aveugle vers ces dieux alléchants que sont l'égoïsme, les jalousies, le pouvoir, l'argent, l'accumulation de possessions, la gratification immédiate de tous nos désirs personnels, une liberté qui ne souffre pas de contraintes. Autant de dieux qui entraînent dans leur sillage des rivalités, des inégalités, des injustices, des haines, des vengeances et, encore plus gravement, la spoliation de l'environnement, les guerres, les tueries et les barbaries de tous genres.

Le chrétien/la chrétienne n'est pas à l'épreuve des attraits de ces valeurs trompeuses et, citoyens de ce monde, trop souvent il/elle s'y laisse prendre et, ainsi fasciné, comme dirait Pierre, cherche à « leur dresser une tente ». Encore plus difficile devient-il dans un tel environnement de témoigner de son attachement à sa foi au risque de paraître étroit, à contre courant, pas à la mode, arriéré et, de plus en plus souvent de nos jours, épris par des idées religieuses dites démodées et sans fondement. Et dans le pire des cas, accusés par les grands-prêtres d'un monde séculier à outrance, d'être des embûches au développement d'un monde créé à l'image des valeurs horizontales de la société humaine.

La joie véritable, la joie qui réchauffe le cœur et sème le bonheur autour de soi, aussi contradictoire que cela puisse nous paraître, ne vient pas de la recherche de gratification personnelle, mais jaillit du service rendu aux autres, du don de soi, de l'amour des autres tout simplement. La joie ne consiste pas à se faire laver les pieds, mais à laver les pieds des autres. Cette dimension peine à faire son chemin dans l'esprit humain où l'orgueil, la fierté et la recherche de statut veulent que nous occupions le haut du totem et non la base. Une vérité qui nous échappe souvent c'est que les humains sont reliés les uns aux autres, non seulement par leur être physique, mais par leur être spirituel, moulés à l'image du Créateur.

La Joie de l'Évangile est ancrée en cette révélation que nous sommes tous enfants de Dieu, héritiers de sa gloire. Si ce peuple, l'Église, est sis dans un vase aussi fragile, confiée entre les mains de créatures imparfaites, à cette réalité mystique, à la fois temporelle et transcendante, le Christ a promis la présence divine de son Esprit. Et cette Joie, il a voulu qu'elle soit propagée, comme en témoigne cette admonition : « Allez enseigner toutes les nations… »

Dans un monde où cohabitent le bon grain et l'ivraie, comme disait Jésus, le chrétien/la chrétienne qui est secoué par la réalité souvent stressante et ambiguë du quotidien et ne sait pas où donner la tête, doit s'arrêter pour discerner et s'ordonner à l'essentiel. Comme la femme de la parabole, débordante de joie à la retrouvaille de sa perle précieuse, le chrétien/la chrétienne tient aussi entre ses deux mains la source de sa joie. C'est la même joie qui a allumé les apôtres, qui sont allés du désespoir le plus profond à la mort du Christ à l'enthousiasme le plus extrême à Sa résurrection. C'est la même joie qui nous habite, chrétiens/chrétiennes d'aujourd'hui. Comment ne pas être transformé par cet événement salutaire. Et cette joie n'est pas à tenir sous le boisseau, mais elle doit être lumière qui éclate en plein jour. En cela consiste la mission du chrétien/chrétienne. Dans cette Joie se trouve réponse à la provocation de Nietzsche, affirmant que les chrétiens « n'ont pas l'air sauvés. » Et surtout, leur joie inspirera ce monde souvent en désarroi : « Voyez comme ils s'aiment ».

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures au site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

COMMUNAUTAIRE

EXPLORER LE CŒUR DE LA LIBERTÉ CHRÉTIENNE

Comment bien entrer en relation avec Lui

Si, en 2015, le chrétien n'agit plus selon les balises imposées autrefois par une Église autoritaire, est-ce que cela signifie pour autant qu'il est libre de suivre la seule voix de la conscience personnelle? Quel est le champ de son action? Quels principes – quelle personne – sont au cœur de ses actions? Mgr Noël Delaquis offre prochainement aux fidèles quelques pistes de réflexion.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Comment vivre libre dans l'Église d'aujourd'hui? Voilà la question clé, et le thème, d'une fin de semaine de réflexion et de dialogue avec Mgr Noël Delaquis, qui aura lieu à Saint-Boniface du 20 au 22 novembre. (1)

Organisée par l'Équipe de retraites spirituelles, un groupe laïc qui anime des réflexions du genre depuis 2009, la rencontre a pour but d'appuyer le cheminement spirituel des fidèles.

Mgr Noël Delaquis anticipe quelques éléments des discussions qui pourraient avoir lieu, tout en expliquant sa démarche :

« Je ne proposerai pas des réponses toutes faites. Au contraire, pour bien aborder la question de la liberté chez les enfants de Dieu, il faut nécessairement que ce soit une invitation à la réflexion. Chaque jour, j'offrirai des perspectives sur la liberté chrétienne. Ensuite, les gens pourront réagir et s'exprimer. D'abord en petits groupes, puis en sessions plénières. J'espère que chacun contribuera à la discussion et pourra ainsi éclairer les autres. »



photo : Daniel Bahuaud

Mgr Noël Delaquis : « C'est dans sa réponse à l'invitation qui lui est faite que le chrétien exerce sa liberté. Nous sommes invités à être des personnes transformées par la personne du Christ. »

Aux yeux de Mgr Noël Delaquis, les chrétiens d'aujourd'hui « vivent à une jonction de l'évolution de l'Église ». « Autrefois, notamment avant le Concile Vatican II, l'Église plaçait beaucoup d'emphase sur l'obéissance. Elle décrétait ce qu'on devait faire et comment on devait vivre notre vie chrétienne. Elle offrait des orientations très fermes. Bien des gens se rappellent encore de cette époque où les balises étaient très claires. Le vendredi, on jeûnait. Point à la ligne. Les réponses étaient toutes faites.

« Depuis, l'Église a évolué. L'Église offre des orientations aux fidèles, en mettant l'accent sur nos responsabilités. Avant tout, l'Église invite les chrétiens à redécouvrir leur relation avec le Christ. Elle les invite à découvrir davantage comment on devient disciple de Jésus. Elle les invite à répondre à l'invitation d'une personne – le Christ – plutôt que d'obéir à des règlements. C'est là le centre même de l'évangélisation. C'est cette perspective très humaine qui est au cœur des actions et de la prédication du pape François.

« C'est dans sa réponse à cette invitation que le chrétien exerce sa liberté. Nous sommes invités à être des personnes transformées par la personne du Christ. Transformés, nous devenons ce que nous sommes appelés à devenir comme humains, enfants de Dieu. La liberté, c'est d'être au diapason de l'Esprit de Dieu qui nous habite. On n'a pas besoin de multiplier les règlements et les observations strictes pour redécouvrir quelqu'un qu'on aime. »

Ainsi, le chrétien d'aujourd'hui n'a plus obligatoirement besoin de jeûner les vendredis. Mais il est invité à réfléchir et à faire pénitence. Une nuance que Mgr Delaquis explique en rappelant que « la liberté n'est pas nécessairement de faire ce que je veux ».

« Surtout si mon désir est faussé. Il y a des écoles de psychologie qui diront que dans la mesure qu'on fait ce qu'on veut, on devient plus nous-mêmes. Pas nécessairement! C'est possible de trop s'écouter.

« De plus, à cause de l'ouverture préconisée par l'Église moderne, les chrétiens peuvent parfois avoir l'impression qu'ils peuvent décider selon leurs besoins et leurs émotions du moment. C'est l'autre extrême. Au lieu des obligations, c'est l'absence de tout cadre.

« Mais si je réponds à un amour, si je suis en relation de confiance avec une personne, vais-je agir ainsi? Pour l'enfant de Dieu, est-ce vraiment ça, la liberté? »

(1) *Comment vivre libre dans l'Église d'aujourd'hui?* se déroulera du 20 au 22 novembre au Manoir de la Cathédrale, 321 avenue de la Cathédrale. Coût 100 $. Inscriptions : 204 233-ALLÔ (2556) ou 1 800 665-4443.

LE CLUB DE BICOLO



MOYENS DE TRANSPORT

LA TABLE DE LA VÉRITÉ

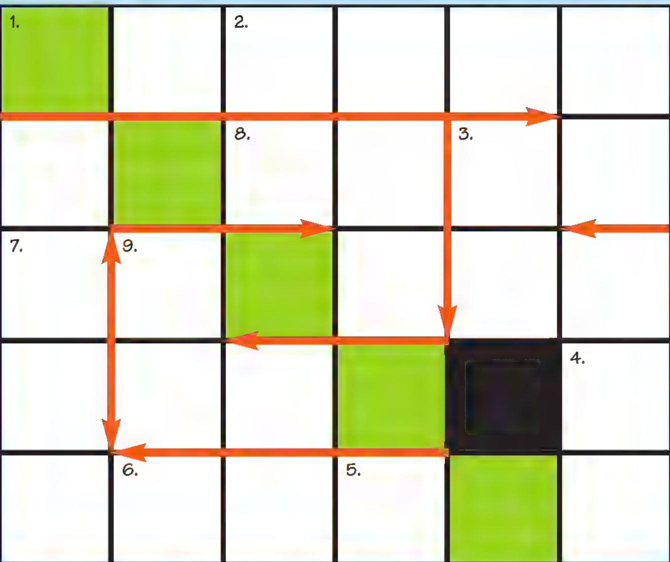
La table de la vérité ne peut comprendre que des 0 et des 1.
1 signifie : c'est la vérité.
0 signifie : ce n'est pas la vérité.
Pour connaître ce qui est vrai ou ce qui ne l'est pas, tu dois lire attentivement les indices donnés pour chaque table.

Dans cette table de la vérité, tu dois essayer de découvrir le moyen de transport utilisé par les différentes personnes pour voyager.
Tu disposes des indices suivants :

- Le moyen de transport de Jeanne peut accueillir plus de 6 passagers.
- Julien se trouve lui-même au volant de sa voiture.
- Les filles ne prennent pas le bateau.
- Albert préfère voyager en car.
- Le véhicule de Sophie n'a que deux roues.

Quel est le moyen de transport utilisé par chacun de nos amis?

Sophie					
Albert					
Jeanne	0	0			
Julien					
Pierre					



À TROUVER

Suis le labyrinthe. Chaque mot doit commencer par la dernière lettre du mot précédent.

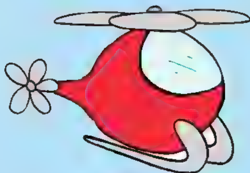
1. Vient après avril.
2. Qui n'est pas égal.
3. En... et en large.
4. Jean pèse beaucoup : il est ...!
5. Le tapis se trouve sur le ...
6. Le ... et les sept chevreaux.
7. Chacun d'eux possède cinq orteils.
8. Elles nous servent à mâcher la nourriture.
9. Vient après l'après-midi.



Quel mot lis-tu dans les cases vertes?

LE MOT MYSTÈRE

Reconstitue le nom d'un engin volant à partir des lettres dispersées dans cette grille.



___ ___ ___ ___ ___ ___ ___ ___ ___ ___ ___
A1 B2 D4 D2 A5 D5 A3 E3 E6 F2 C3

	1	2	3	4	5	6
A	H	B	P	N	C	S
B	I	E	X	C	D	Q
C	Y	T	E	C	D	A
D	P	I	B	L	O	M
E	X	W	T	B	V	E
F	Z	R	H	H	J	K

RÉPONSES :

LA TABLE DE LA VÉRITÉ : Sophie à moto, Albert en autobus, Jeanne en train, Julien en auto, Pierre en bateau

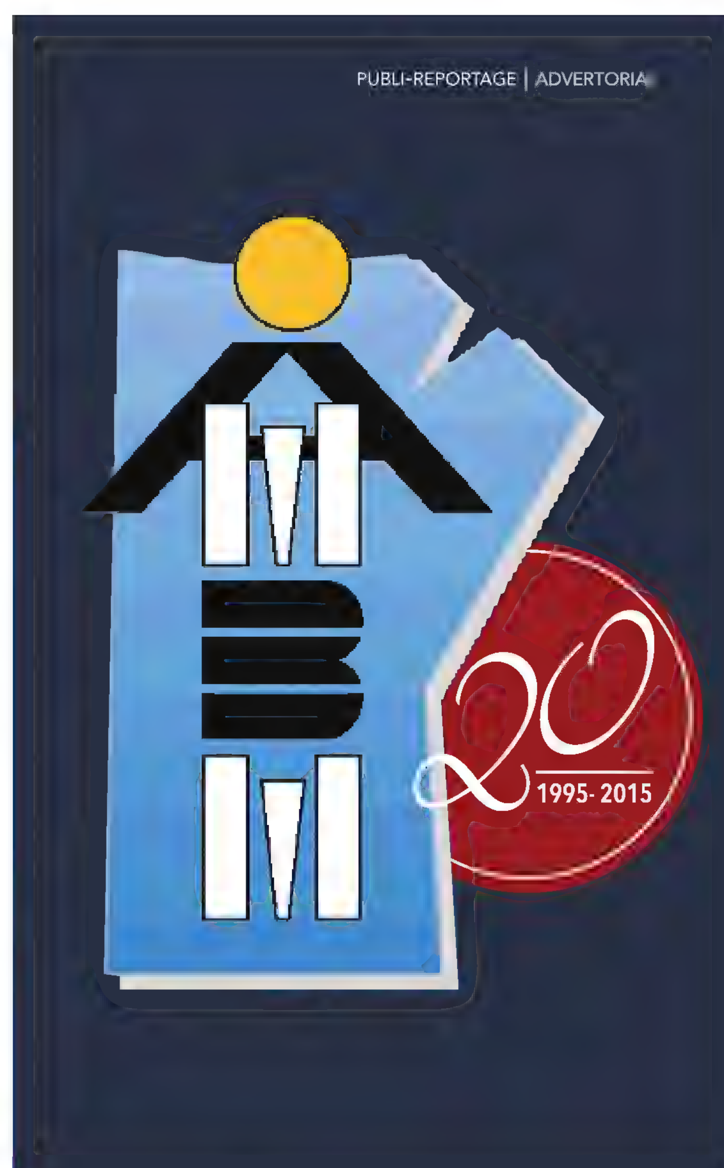
À TROUVER : Métro

LE MOT MYSTÉRIEUX : Hélicoptère.

CLUB DE BICOLO • C.P. 190 • 420, rue Des Meurons • Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4 • 204 237-4823

20 ANS
D'APPUI AUX MUNICIPALITÉS BILINGUES

20 YEARS
OF SUPPORT TO THE BILINGUAL MUNICIPALITIES



UN AVENIR TOUJOURS MEILLEUR

En 1994, une étude de Deloite prédisait un avenir bien sombre pour la francophonie du Manitoba. Les conclusions étaient claires : rapidement mettre en action une stratégie de développement économique. C'était une question de survie.

Notre réaction fut immédiate : développement de partenariats durables, d'un positionnement stratégique fort et d'initiatives porteuses. Surtout, nous avons créé un moteur de développement économique au service de tous nos membres : le CDEM.

20 ans plus tard, nos municipalités connaissent une croissance démographique et économique sans précédents. Tous reconnaissent la valeur ajoutée du français dans la force du bilinguisme au Manitoba. Nous sommes devenus un modèle de résilience et de performance à l'échelle canadienne et internationale.

Ensemble, *together*, soyons fiers du chemin parcouru et continuons de bâtir un avenir toujours meilleur.



TO BUILD A BETTER FUTURE

In 1994, a Deloitte study predicted a dire future for Manitoba's Francophone communities. The findings were unequivocal: an economic development strategy had to be implemented as soon as possible if the Francophonie was to survive.

Our reaction was swift as we developed sustainable partnerships, a strong strategic positioning, and encouraging initiatives. More importantly, we created a driver of economic development working on behalf all of our members: the CDEM.

Twenty years later, our municipalities have had unprecedented population and economic growth. Everyone recognizes the added value of the French language to bilingualism in Manitoba. We have become a model of resilience and performance in Canada and abroad.

Ensemble, together, let's take pride in our progress as we continue to build a better future.



Marc Marion
Président du conseil d'administration
President of the Board of Directors

Louis Tétrault
Directeur général
Executive Director

ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS BILINGUES DU MANITOBA
ASSOCIATION OF MANITOBA BILINGUAL MUNICIPALITIES
220-614, rue Des Meurons Street | Saint-Boniface (Manitoba) R2H 2P9 | Tél. / Tel.: (204) 289-4077 | *Téléc. / Fax:* (204) 237-4618 | info@ambm.ca

20 ANS DE TRAVAIL ET D'AVANCÉES

En 1995 au Manitoba, une association des élus municipaux existait pour essayer de sauvegarder la francophonie, et travailler avec ses garants. L'AMBM s'est alors imposée comme la structure capable de fédérer tous les élus et les francophones du Manitoba. « À l'époque, la Société franco-manitobaine essayait d'œuvrer pour une culture bilingue, explique Raymond Poirier, fondateur et premier DG de l'AMBM. Les élus francophones n'avaient pas de pouvoir, on a commencé à parler à plus de monde, on a parlé avec le gouvernement. »

« Il était évident qu'il nous fallait offrir des services en français, on réalisait que les municipalités où vivaient des francophones étaient en décroissance. La mise en place de centres de services était alors quelque chose de primordial. »

L'un des facteurs clés, dans le travail de l'AMBM, a été la création de son bras économique, une année plus tard, comme l'explique Raymond Poirier : « Le tournant a été le forum économique que l'on a tenu en 1996. Le premier ministre était présent, c'est à ce moment que le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) a été créé. On voulait que l'AMBM continue à s'investir sur le terrain politique, à gérer les discussions avec le gouvernement. Pour ça il fallait un organisme qui se chargeait de l'économie sur le terrain, c'est le rôle qu'a endossé le CDEM, qui travaille indépendamment de la politique. »

« Individuellement, ceux qui se battaient pour la francophonie ne pouvaient rien faire. Il était important de se rassembler. D'emblée nos relations avec le gouvernement ont été bonnes, nous avons commencé à avoir des programmes, développé des parcs industriels, encouragé les entrepreneurs. La machine était lancée. »

« On est devenu légitime, avec de vrais plans de vision, et petit à petit nous avons pu commencer à toucher plus de municipalités qui étaient intéressées. »

Briser les frontières, et se faire connaitre

Pour Jean Beaumont, directeur général de l'AMBM de 2002 à 2010, le rayonnement de l'AMBM a besoin d'être renforcé en permanence, même si l'implantation a commencé à prendre forme dès 1995. « Durant les huit années que j'ai passé à l'AMBM, le plus gros travail a été de faire du réseautage, aller parler de nous et de la culture francophone dans différents milieux. Il était important pour nous d'avoir une présence et de se faire connaitre auprès de tout le réseau provincial, francophone et anglophone. »

Au fur et à mesure des années, l'AMBM s'est efforcée de faire prendre conscience aux municipalités qu'il leur était possible de prendre, elles-mêmes, soin de leurs affaires et de leur développement économique, avec un petit coup de pouce : « On a voulu impliquer le conseil d'administration dans les plans stratégiques, afin de démontrer qu'on avait l'énergie pour atteindre le développement économique même des petites municipalités. Durant ces huit années, quatre nouvelles municipalités se sont greffées à l'AMBM, preuve que l'attrait est bien réel, et s'étend dans tout le Manitoba. »

« Il faut y aller petit à petit, parfois c'est frustrant, même si les gens se rendent compte qu'il y a un besoin. Mais être bilingue est une chance autant qu'une fierté, Raymond Poirier a réussi à instaurer ça, on a continué l'action. »

L'un des principaux défis qu'a relevé avec succès l'AMBM fut de dépasser les frontières du Manitoba : « Il nous importait d'avoir une présence au niveau national. Pour cela nous sommes devenus membre de la Fédération canadienne des municipalités, on voulait être autour de cette grande table. Aujourd'hui des actions sont même entreprises à l'extérieur du Canada. Le fait d'être connu et reconnu est maintenant la grande force de l'AMBM. »

Continuer d'avancer, et se réinventer sans cesse

Si le fonctionnement de l'AMBM est en place, et a déjà fait ses preuves au cours des 20 dernières années, permettant un regain de francophonie au Manitoba, des perspectives continuent d'affluer. Pour Marc Marion, président de l'AMBM, les enjeux changent et rien n'est jamais acquis. « Les défis se renouvellent sans cesse, l'un des principaux défis pour les prochaines années est de s'implanter durablement dans les nouvelles communautés anglophones qui ont englobé certaines de nos municipalités. Avec les fusions, on se rend compte des nouveaux enjeux, on doit lutter pour continuer d'offrir à ces francophones les services bilingues. L'AMBM doit se réinventer encore! »

Le but de l'AMBM restant toujours d'offrir à un maximum de francophones un accès à la francophonie, certains aspects règlementaires doivent être discutés, et débattus avec les bailleurs de fonds. « Le règlement de l'AMBM stipule que les municipalités doivent avoir un certain pourcentage de francophones pour pouvoir devenir membre de l'AMBM. Certains regroupements de francophones ne peuvent ainsi pas y avoir accès. J'aimerais qu'on puisse élargir cette vision par le futur, agrandir notre *membership*, c'est un beau défi. »

Tout en étant durablement implanté dans la province, l'AMBM ne manque pas d'ambition et de perspectives pour les prochaines années, pour se dévouer auprès de toute la francophonie manitobaine.

20 YEARS OF WORK AND PROGRESS

In 1995, an association of elected municipal officials was created in Manitoba to try to protect Francophone communities and work with their supporters. The AMBM was therefore established as a structure aimed at bringing together all of Manitoba's French-speaking elected officials. "At the time, the Société franco-manitobaine (SFM) advocated a bilingual culture," says Raymond Poirier, the AMBM's founder and first Executive Director. "Francophone officials had no power. We began talking to more people and with the government."

"It was clear that we needed to offer services in French; we realized that the municipalities with Francophone residents were in decline. Establishing service centres was therefore critical."

One of the important steps taken by the AMBM was to create its economic "offshoot" one year later. According to Raymond Poirier, "the turning point was the economic forum held in 1996. The Premier was in attendance and the Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) was created at that time. There was a desire for the AMBM to continue to be involved in the political arena and to oversee discussions with the government. This required an organization to take charge of economic issues in the municipalities. The CDEM, which operates independently of politics, was tasked with this role."

"On their own, Francophonie advocates were powerless. It was important to join forces. Our relations with the government were good from the start, and we began to launch new programs, develop industrial parks, and encourage entrepreneurs. The wheels were in motion."

"We became legitimate, with real vision plans, and we slowly began to connect with more interested municipalities."

Breaking down barriers and raising our profile

For Jean Beaumont, AMBM's Executive Director from 2002 to 2010, the AMBM's outreach requires continuous bolstering, even though the organization dates back to 1995. "During my eight years with the AMBM, the biggest task was networking; going out and talking about ourselves and Francophone culture in different places. It was important for us to have a presence and raise our profile throughout the entire French- and English -speaking provincial network."

Over the years, the AMBM worked hard to make the municipalities aware that they could take charge of their own affairs and economic development, with a little help. "We wanted to involve the Board in the strategic plans, to show that the vitality was there to achieve economic development, even in the smaller municipalities. During those eight years, four new municipalities joined the AMBM, demonstrating that the appeal was very real, right across Manitoba."

"You have to take baby steps, and sometimes it's frustrating, even if people see there is a need. But being bilingual is as much an opportunity as a source of pride. Raymond Poirier achieved this and we continued those efforts."

One of the main challenges successfully addressed by the AMBM was going beyond Manitoba borders. "It was important for us to have a national presence. That's why we became a member of the Federation of Canadian Municipalities (FCM); we wanted to sit around that big table. Today, initiatives are even being undertaken outside Canada. Being known and recognized is now the AMBM's greatest strength."

Continuing to move forward and reinvent itself

While the AMBM's operations are well established and have proven themselves over the past two decades with a revival of Manitoba's Francophonie, there is a continuous flow of new opportunities. For Marc Marion, current AMBM President, the issues change and nothing should be taken for granted. "There are always new challenges. One of the main challenges moving forward is to secure a long-term presence in the new English-speaking communities that have taken over some of our municipalities. Amalgamation brings new issues, and we must fight to continue to offer French-language services to Francophones in those areas. Once again, the AMBM needs to reinvent itself!"

Given that the AMBM's unwavering goal is to give as many Francophones as possible access to life in French, some regulatory aspects must be discussed and debated with funders. "The AMBM's bylaws stipulate that a municipality must have a given percentage of Francophones to become a member of the AMBM. As a result, some Francophone groups are not eligible for this membership. I would like to be able to expand this vision in the future. Growing our membership is an exciting challenge!"

While it is firmly established in the province, the AMBM has plenty of ambition and opportunities for the years ahead as it continues to work on behalf of all Manitoba Francophones.



Raymond Poirier



Jean Beaumont



Marc Marion



Edmond LaBossière

L'AMBM, AU PLUS PROCHE DES INSTITUTIONS

Lorsque l'AMBM est sortie de terre en 1995, Edmond LaBossière travaillait au Secrétariat aux affaires francophones : « Il existait un réseau assez informel de conseillers municipaux en langue française dans le Manitoba, la création de l'AMBM a permis de structurer ça, puis de travailler avec le ministre des affaires municipales et le gouvernement. »

Les projets ont commencé à germer, portés par Raymond Poirier. « L'un des premiers projets a été la création de bibliothèques bilingues, détaille Edmond Labossiere. Il y avait un vrai besoin, on a pu faire appuyer ce projet par le gouvernement. Ce lien avec les autorités est très important. »

Depuis 20 ans l'AMBM prône une culture bilingue, et continue de travailler main dans la main avec les communes anglophones « qui profitent aussi de ce rayonnement. Elles s'en rendent de plus en plus compte, c'est gagnant-gagnant et ces très bonnes relations permettent de donner une vision à chacune des municipalités par rapport à leur région. »

« L'AMBM a toujours travaillé avec les personnes qui lui ont permis de grandir. Patrimoine canadien, mais également l'entente Canada-Manitoba ont été des bons alliés qui ont permis d'avoir beaucoup plus de ressources. »

Aujourd'hui président du CDEM, Edmond LaBossière juge indissociable la réussite de l'AMBM et ses bonnes relations avec les politiques. « C'est évident que si l'AMBM a réussi son pari de faire vivre la culture bilingue, c'est grâce à une belle collaboration entre les trois niveaux : municipal, provincial et fédéral. »

Créé en 1995, l'AMBM a tout de suite compris l'importance pour ses communautés de travailler main dans la main avec les instances politiques. L'intermédiaire du Secrétariat aux affaires francophones permet d'établir un lien, aujourd'hui pérenne, et stable à malgré les changements politiques.

AMBM – CLOSELY ALIGNED WITH THE AUTHORITIES

When the AMBM was founded in 1995, Edmond LaBossière was working for the Secretariat of Francophone Affairs. "There was a pretty informal French language network of municipal councillors in Manitoba; creating the AMBM helped to structure that network in order to work with the Minister of Municipal Affairs and the government."

Projects began to emerge under the guidance of Raymond Poirier. "One of the first projects was to launch bilingual libraries," says Edmond LaBossière. "There was a real need for them and we were able to get government support for the initiative. That connection with the authorities was key."

For the past 20 years, the AMBM has advocated for a bilingual culture and continues to work closely with the English-speaking communities "who also benefit from this outreach. They are increasingly aware of the fact that it is a win-win situation and that these solid relationships help each of the municipalities to shape a vision for their region."

"The AMBM has always worked with people who have helped it grow. Canadian Heritage as well as the Canada-Manitoba Agreement have been excellent allies that have given us a wealth of resources."

Edmond LaBossière, who is now the CDEM Board Chair, believes that the AMBM's good relations with politicians are an integral part of its success. "Clearly, the AMBM's success in promoting bilingual culture has been the result of effective collaboration between the three levels of government: municipal, provincial and federal."

When it was established in 1995, the AMBM understood that it was important for its communities to work together with the government authorities. Through the Secretariat of Francophone Affairs, it has built a relationship that is now permanent and stable, despite political changes.

AXE STRATÉGIQUE PRIORITY 1

Renforcer le rôle de l'AMBM comme chef de fil bilingue au Manitoba et assumer un postionnement stratégique pour ses membres

Strengthen the role of the AMBM as a bilingual leader in Manitoba and position itself strategically for its members.

UN RÔLE DE CHEF DE FIL BILINGUE ASSUMÉ ET AFFIRMÉ

Le nouveau plan stratégique de l'AMBM établit en 2015 s'échelonne jusqu'à 2018. L'accent est mis en premier lieu sur le renforcement de son leadership auprès des municipalités bilingues du Manitoba.

« L'AMBM permet de répondre aux différents enjeux des municipalités bilingues, ici au Manitoba, explique Denis Savard, membre du conseil d'administration et conseiller de Somerset. Elle effectue un travail considérable auprès des francophones, c'est un cercle vertueux. Cela permet d'entretenir un lien très fort entre les différentes municipalités qui communiquent et se rejoignent. Il est certain que sans l'AMBM, la francophonie serait en voie de disparition. »

Au-delà des aides fournies aux 12 Corporations de développement communautaire (CDC), et aux agents de développement économique qui desservent les 17 municipalités membres, l'AMBM continue de créer des ponts entre les municipalités et des organismes à une plus grande échelle, offrant le visage d'une province unie autour de la culture bilingue. L'Association des municipalités du Manitoba (AMM) et laFédération canadienne des municipalités (FCM) sont aujourd'hui des partenaires indispensables à l'échelle provinciale et nationale, qui amplifient le rayonnement de l'AMBM. Ces deux entités sont associées aux différents projets menés par l'AMBM, ce qui renforce le leadership de l'AMBM en tant qu'acteur du développement bilingue, non seulement à travers ses municipalités, mais aussi à travers tout le Manitoba.

En simplifiant l'échange entre les communes francophones et anglophones, ces différents ponts permettent d'accroitre leurs collaborations et la mise en place de programmes bilingues. « Les liens de l'AMBM avec le département provincial sont très forts, cela aide les municipalités, et renforce la crédibilité de l'AMBM. »

Comme le précise Denis Savard, tout en étendant son champ de rayonnement, l'AMBM s'impose comme un acteur indispensable de la société bilingue manitobaine/canadienne : « L'aide fournie par l'AMBM nous permet de prendre conscience, au sein des municipalités, du rôle de la culture bilingue. Il lui donne les moyens d'exister. J'ai vraiment découvert en tant qu'élu et membre du CA, à quel point l'AMBM travaille fort pour sauvegarder la francophonie et offrir une vie bilingue à ses résidents. »

En continuant d'étendre son action dans le Manitoba, et en tissant des échanges toujours plus importants entre toutes les municipalités, l'AMBM offre à chacun de ses membres, en plus d'un soutien financier indéniable, un positionnement stratégique dans la province. En continuant de tisser des liens avec différents organismes, anglophones et francophones, l'AMBM acquiert aujourd'hui une crédibilité qui dépasse les frontières du Manitoba, et permet de se projeter vers l'avenir de ses municipalités bilingues avec beaucoup plus de sérénité et d'ambition.

PROVEN, STRONG BILINGUAL LEADERSHIP

The AMBM's new strategic plan established in 2015 is targeted for completion in 2018. Its primary focus is on strengthening its leadership in Manitoba's bilingual municipalities.

"The AMBM responds to the various challenges of the bilingual municipalities here in Manitoba," says Denis Savard, Board member and Councillor for the Village of Somerset. "It does considerable work with Francophones in a virtuous circle that connects the various municipalities that communicate and work together. Without the AMBM, the Francophone community would definitely be on the road to extinction," he adds.

In addition to the support provided to Manitoba's 12 Community Development Corporations (CDCs), and to the economic development officers serving the 17 member municipalities, the AMBM continues to build more bridges between the municipalities and organizations, presenting the face of a province united around bilingual culture. The Association of Manitoba Municipalities (AMM) and the Federation of Canadian Municipalities (FCM) are key provincial and national partners that enhance the AMBM's outreach. These two bodies are linked to a variety of AMBM-led projects, reinforcing the organization's leadership as a bilingual development actor in member municipalities and indeed across all of Manitoba.

By simplifying the communication between French- and English-speaking communities, these bridges enhance their ability to work together and introduce bilingual programs. "The AMBM's strong ties to the provincial government help the municipalities and strengthen the organization's credibility."

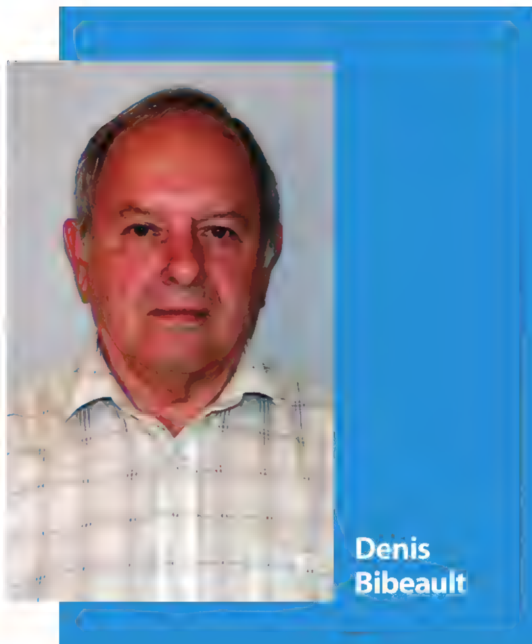
Denis Savard goes on to say that by extending its outreach, the AMBM is establishing itself as a major player in bilingual communities across Manitoba and Canada. "The AMBM's support makes the municipalities aware of the role of bilingual culture and gives it the means to survive. As an elected official and Board member, I have really seen the AMBM's diligent efforts to preserve Francophone communities so that residents can live bilingually."

By continuing to increase its outreach in Manitoba and by forging increasingly important links among all of the municipalities, the AMBM offers each of its members a strategic position in the province, not to mention invaluable financial support. By continuing to develop partnerships with the various Anglophone and Francophone organizations, the AMBM now has credibility that extends beyond Manitoba's borders and allows it to look to the future of its bilingual municipalities with a great deal more confidence and purpose.

ALEXANDER | DE SALABERRY
ELLICE



Mélanie Cwikla



Denis Bibeault

DES ÉCHANGES PRIVILÉGIÉS AVEC LA PROVINCE

Afin d'assurer la pérennisation de son action pour la francophonie dans le Manitoba, l'AMBM travaille en lien étroit avec le gouvernement provincial, depuis maintenant 20 ans.

« Le Secrétariat aux affaires francophones (SAF) travaille avec l'AMBM depuis sa création, explique Mélanie Cwikla, directrice générale du SAF. Les ruralités bilingues sont une vraie richesse, ces municipalités sont plus ouvertes sur le monde, et accueillent des gens de différents horizons. Pour nous c'est essentiel de travailler avec l'AMBM pour faire valoir le bilinguisme en ruralité! »

La pérennisation de l'action de l'AMBM réside dans ses bons échanges avec les différentes instances : « Notre rôle est de mettre l'AMBM en relation avec les bonnes personnes au gouvernement, ajoute Mélanie Cwikla. L'AMBM est le principal interlocuteur entre les communautés et le gouvernement, ils viennent frapper à notre porte quand ils ont des requêtes. L'AMBM joue un rôle essentiel, on peut aussi les appuyer financièrement, c'est primordial. L'AMBM représente nos yeux et nos oreilles sur le terrain. »

Tout l'enjeu pour l'AMBM est donc d'entretenir de bonnes relations avec les différents gouvernements qui se succèdent au cours des années, afin de donner le champ libre au CDEM, qui peut, lui, œuvrer financièrement auprès des municipalités.

« Aujourd'hui l'AMBM a su s'établir une bonne crédibilité auprès du gouvernement. On souhaite que ça continue, ils ont maintenant un rôle pertinent. Même si jamais rien n'est acquis en ce qui concerne la francophonie en milieu minoritaire, l'AMBM s'acquitte de son rôle et continue de faire valoir le bilinguisme. »

« Au Manitoba, il existe une belle relation entre l'AMBM et le gouvernement, ce n'est cependant pas le cas de toutes les provinces. Si chacun a su prendre son rôle au sérieux, cela a permis d'envisager plus sereinement des actions à long terme, et de bâtir des ponts solides, conclut Mélanie Cwikla. Et ce, même si les fonctionnaires changent et que tout est toujours à refaire constamment. »

A SOLID RELATIONSHIP WITH THE PROVINCE

The AMBM has worked closely with the provincial government for the past 20 years in order to sustain its efforts on behalf of Manitoba's Francophone community.

"The Francophone Affairs Secretariat (FAS) has worked with the AMBM since its inception," says Mélanie Cwikla, FAS Executive Director. "The bilingual rural areas are a valuable resource; these municipalities are more open to the world and welcome people from different horizons. We need to work with the AMBM to promote bilingualism in our rural communities."

Ensuring the long-term future of the AMBM's actions depends on its solid relationships with the various levels of government. "Our role is to connect the AMBM with the right people in government," adds Mélanie Cwikla. "The AMBM is the primary intermediary between the communities and the government. People come to us when they have questions or issues. The AMBM plays an important role and can also provide financial support, which is key. They are our eyes and ears in the field."

It is therefore critical for the AMBM to maintain good relations with the successive governments over the years to clear the path for the CDEM, which provides financial support to the communities.

"The AMBM has established excellent credibility with the government. We hope that this endures, given that the organization now has a meaningful purpose. However, nothing can be taken for granted in terms of minority Francophone communities, and the AMBM continues to carry out its role and promote bilingualism."

"While in Manitoba, the relationship between the AMBM and the government is a good one, this is not the experience of all the provinces.

The commitment of everyone involved has meant that we were able to approach long-term action with greater confidence and build solid bridges, despite changes in government officials and the fact that we repeatedly have to do it all over again," says Mélanie Cwikla.

ASSURER LE MAINTIEN DE LA FRANCOPHONIE APRÈS LA FUSION

Depuis fin octobre 2014, les municipalités de Notre-Dame-de-Lourdes, Somerset et Lorne ont fusionné, pour n'en faire plus qu'une rebaptisée Municipalité de Lorne.

Notre-Dame-de-Lourdes et Somerset, francophones, n'ont, au premier abord, pas vu d'un bon œil la mise en place de cette fusion, susceptible de remettre en question la francophonie dans la municipalité, comme l'explique Denis Bibault, maire de Notre-Dame-de-Lourdes. « Nous n'étions pas spécialement favorables à la fusion, car elle allait nous obliger à parler anglais, au détriment de la francophonie. Heureusement, l'AMBM a pu nous appuyer et a su utiliser ses parfaites relations avec le gouvernement pour que l'on ne se retrouve pas noyé par la majorité anglophone. » « Grâce à Somerset, qui est officiellement bilingue, Lorne a déjà eu affaires avec l'AMBM, et comprend donc largement la réalité franco-manitobaine. Même si la langue principale reste l'anglais, il n'y a pas de mauvaise volonté de leur part, ils comprennent nos revendications. »

En assurant le dialogue entre les municipalités qui luttent pour maintenir le français et les différentes instances politiques en charge de cette fusion, l'AMBM accentue encore son rôle de chef de file de la francophonie, même auprès des plus petites municipalités.

« L'AMBM est le porte-parole des communautés et des municipalités francophones à travers la province, c'est elle qui porte notre voix. Dans cette fusion, l'AMBM a lutté avec nous pour que la toute nouvelle municipalité permette la survie du français », ajoute Denis Bibault.

Les deux anciennes municipalités de Notre-Dame-de-Lourdes et Somerset sont devenues des district urbains locaux, mais les revendications de ces anciennes municipalités, portées par l'AMBM, ont permis d'éviter que leur fusion ne mette à mal les acquis francophones dans ces ruralités. Ainsi, l'AMBM assure la pérennisation de la francophonie au Manitoba.

PRESERVING FRANCOPHONE COMMUNITIES AFTER AMALGAMATION

At the end of October 2014, the municipalities of Notre-Dame-de-Lourdes, Somerset and Lorne were amalgamated into the single RM of Lorne.

The Francophone municipalities of Notre-Dame-de-Lourdes and Somerset were not initially thrilled about this amalgamation with its potential to undermine French life in the municipality. In the words of Denis Bibault, Mayor of Notre-Dame-de-Lourdes, "We were not particularly in favour of amalgamation, given that it would force us to speak English to the detriment of the Francophone community. Fortunately, the AMBM supported us and used its excellent relationship with the government to ensure that we were not eclipsed by the English-speaking majority. Given that Lorne previously worked with the AMBM through the officially bilingual Village of Somerset, it has a broad grasp of the Franco-Manitoban reality. While the main language continues to be English, the majority understands and is open to our issues."

By promoting a dialogue between the municipalities fighting to preserve French and the various political authorities in charge of amalgamation, the AMBM continues to play an important leadership role in the Francophone community, even in the smallest municipalities.

"The AMBM is the voice of Francophone communities and municipalities across the province; it is our voice. For this amalgamation, the AMBM fought together with us so that the new municipality could keep French alive," adds Denis Bibault.

While the two former municipalities of Notre-Dame-de-Lourdes and Somerset have become local urban districts (LUDs), the AMBM championed their demands to prevent the amalgamation from having a negative impact on the Francophone achievements in these rural areas. That is how the AMBM secures the sustainability of Manitoba's Francophonie.

LA BROQUERIE | LORETTE MONTCALM

AXE STRATÉGIQUE

PRIORITY

2

Favoriser le partage de ressources et le renforcement des capacités.

Encourage resource-sharing and capacity-building.

PARTAGER LES RESSOURCES POUR GRANDIR

Chacune des municipalités membres de l'AMBM possède un potentiel indéniable. Cependant, le soutient de l'AMBM les incite à collaborer main dans la main, en partageant leurs ressources et leurs différentes expériences : « On se rencontre régulièrement avec les municipalités, explique Mona Fallis, membre du conseil d'administration et mairesse de Saint-Pierre-Jolys. Les projets sont connus de tous et on peut en discuter par courriel. On peut communiquer entre nous et partager les différentes expériences que l'on a eues. »

« L'AMBM permet de nous développer économiquement, en fonction des besoins de chacun, un développement peut avoir lieu. Les différentes municipalités se rejoignent pour des actions communes. »

Des projets peuvent être lancés dans les CDC, puis se transmettent en favorisant une participation active de chaque municipalité : « On a pu mettre en place des projets de recyclage-compostage à De Salaberry, afin de limiter les quantités de déchets des municipalités, souligne Mona Fallis. Rapidement, tout le monde est au courant, et quand une commune lance une action, les autres peuvent se rendre compte de son ampleur, et la mettre en place à leur tour. La protection du climat est un des sujets majeurs pour le futur, c'est important de pouvoir s'aider pour évoluer dans le bon sens. »

Des partenaires nationaux permettent aux municipalités manitobaines d'être en relation avec leurs homologues d'autres provinces, toujours dans le but de partager l'expertise et les projets entamés : « La Fédération canadienne des municipalités (FCM) nous aide beaucoup, avec le soutien actif du CDEM, ils peuvent nous amener sur divers projets de plus grande échelle. Individuellement les municipalités ne sont pas assez grosses, mais la FCM porte notre voix à l'échelle nationale, ce qui permet d'aboutir plus facilement sur des gros projets. »

Le soutien est apporté aux municipalités qui se lancent dans des projets de sensibilisation à la culture bilingue. Permettre à des administrateurs municipaux d'œuvrer dans ce sens est l'un des axes auquels s'attache l'AMBM, afin de s'implanter durablement sur le terrain, dans les municipalités.

L'action globale de l'AMBM à travers la province et toutes ses municipalités permet donc de favoriser le partage des ressources, et d'obtenir des résultats plus probants en soutenant les initiatives menées par les municipalités.

RESOURCE-SHARING FOR GROWTH

Each of the AMBM's member municipalities has obvious potential. However, the AMBM's support encourages them to work together, sharing their resources and diverse experiences. "We meet regularly with the municipalities," says Mona Fallis, AMBM Board member and Mayor of St. Pierre-Jolys. "Everyone knows about the projects and we discuss them via email. We communicate with each other and share our different experiences."

"The AMBM supports our economic development. This support is tailored to specific needs to make this development happen, and the municipalities work together on joint initiatives."

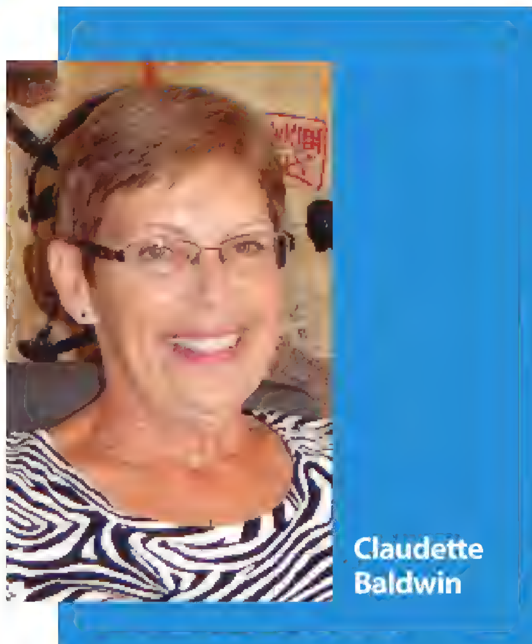
Projects are launched in the CDCs and are then passed on by encouraging the active participation of each municipality. "We have implemented recycling/composting projects in De Salaberry to limit municipal waste," says Mona Fallis. "Now everyone knows about it, and when one community launches an initiative, they see its impact and want to follow suit. Climate protection is a major current and future issue, so it's important to help one another move in the right direction."

National partners allow Manitoba municipalities to connect with their counterparts in other provinces with a view to sharing expertise and projects. "The Federation of Canadian Municipalities (FCM) is very helpful. With the active support of the CDEM, they provide leadership for a variety of large-scale projects. The individual municipalities are not big enough on their own, but the FCM is our national voice and makes it easier for us to secure bigger projects."

Support is provided to the municipalities to launch bilingual culture awareness projects. Helping municipal administrators to move in this direction is one of the AMBM's key priorities in establishing itself permanently in the municipalities.

The AMBM's global efforts throughout the province and all of its municipalities therefore target resource-sharing and obtaining more meaningful results by supporting municipal initiatives.

NOTRE-DAME-DE-LOURDES
POWERVIEW-PINE FALLS





UN SOUTIEN AUX BIBLIOTHÈQUES DES MUNICIPALITÉS BILINGUES DU MANITOBA

Depuis sa création, l'AMBM a à cœur de soutenir toutes les actions possibles permettant de valoriser la francophonie à travers le Manitoba. Une des premières initiatives de Raymond Poirier et de l'AMBM fut de créer un partenariat avec les bibliothèques des premières municipalités membres de l'AMBM.

Pour Claudette Baldwin, première responsable de la Fédération des Bibliothèques des Municipalités Bilingues (FBMB), l'AMBM a été d'un grand secours pour la survie des bibliothèques. « L'AMBM a voulu aider les bibliothèques à améliorer les services en français. Il y avait, à l'époque, un vrai besoin. Ils nous ont apporté leur soutien financier et la FBMB a été créée. On a bien entendu sauté sur l'occasion, et on a pu acquérir beaucoup de matériel pour promouvoir la langue française. »

Aujourd'hui, toujours grâce au soutien financier de l'AMBM, les huit bibliothèques membres de la FBMB peuvent continuer de proposer de nouveaux supports en français (livres, CD de musique, DVD) avec un fonctionnement bien rodé.

« Encore aujourd'hui l'interaction entre les membres marche très bien, on reçoit de nouvelles choses tous les ans, et trois fois par an elles tournent d'une bibliothèque à l'autre, ce qui nous permet d'avoir un nouveau stock tous les quatre mois. On sait que c'est très apprécié par la communauté. »

Et les idées continuent de germer, avec des rencontres régulières entre l'AMBM et les membres des différentes bibliothèques, pour parler des avancées, des difficultés et continuer d'envisager un avenir en français.

SUPPORTING THE LIBRARIES OF MANITOBA'S BILINGUAL MUNICIPALITIES

Since its inception, the AMBM has been dedicated to supporting every effort aimed at promoting the Francophonie throughout Manitoba. One of the first initiatives of Raymond Poirier and the AMBM was to create a partnership with the libraries in the AMBM's first municipal members.

For Claudette Baldwin, the first director of the FBMB (Federation of Libraries of the Bilingual Municipalities of Manitoba), the AMBM's support was critical for the libraries' survival. "The AMBM wanted to help the libraries improve French-language services. At the time, there was a real need. They gave us their financial support and the FBMB was created. Naturally, we jumped at the opportunity and were able to purchase a great deal of material to promote the French language."

Today, once again thanks to the financial support of the AMBM, the eight member libraries of the FBMB can continue to offer new French-language materials, including books, music CDs and DVDs, via a well-established system.

"Even now, the interaction between members is very effective; we receive new items each year, and three times a year these resources tour the various libraries, giving us new inventory every four months. We know this is greatly appreciated by the community."

New ideas still flow, with regular meetings between the AMBM and the members of the various libraries to talk about progress and challenges as they continue to look forward to a future in French.

DES ACTIONS SUR LE TERRAIN

Grâce à de nombreuses actions de partage des ressources et de soutien aux partenaires dans les municipalités bilingues, l'AMBM étend son champ d'action à travers toute la province. Sous l'action du CDEM, sa branche économique, l'AMBM peut ainsi réaliser des projets au plus proche des besoins de ses membres.

« En tant qu'agent de projet avec la société de développement communautaire de La Broquerie, j'ai pu mesurer l'impact et le soutien que nous fournit l'AMBM, explique Richard Turenne. Toutes les municipalités membres ont accès à des fonds pour développer le français. »

« Ici, où la francophonie est minoritaire, le rôle de l'AMBM est indispensable. Ils sont toujours là pour financer les activités bilingues, ajoute-t-il. Ce n'est peut-être pas assez su par les différents élus, il faut continuer à travailler dans ce sens pour accentuer la prise de conscience des conseils municipaux sur l'action bilingue. »

Le rôle de l'AMBM, à travers le CDEM, trouve son importance dans l'aide aux municipalités ou la francophonie est minoritaire, depuis 20 ans, pour faire naitre de nouveaux projets.

« En tant qu'agent public, l'AMBM a pu fortement me soutenir. Grace aux financements du CDEM, La Broquerie a pu être le récipiendaire d'un service pour augmenter l'Internet à haut débit. Tout récemment les terrains de baseball ont pu être réaménagés. L'AMBM aide financièrement les municipalités, ce qui se répercute sur les aides aux actions bilingues. » En effet, l'AMBM contribue chaque année aux projets des municipalités avec un appariement de fonds allant jusqu'à 8 500 $ par muncipalité.

« Sur le terrain, nous avons pu organiser des camps d'été pour l'entrepreneuriat de la jeunesse grâce aux fonds de l'AMBM qui assuraient le salaire d'un coordonnateur local. »

Pour Richard Turenne une chose est sure, la survie de la francophonie dans les municipalités bilingues réside dans la collaboration avec l'AMBM, et permet « de continuer d'aller de l'avant, et de vraiment discuter des projets pour aider les communes rurales. »

MUNICIPALITY-BASED INITIATIVES

A number of resource-sharing and partner support initiatives in the bilingual municipalities have allowed the AMBM to expand its outreach across the province. The CDEM, its economic branch, helps the AMBM carry out projects that are closely aligned with members' needs.

"As a project officer with the La Broquerie Community Development Corporation (CDC), I was able to assess the impact of the AMBM support we received," says Richard Turenne. "All of the member municipalities have access to funds for French-language development."

"Here, where the Francophone community is in the minority, the AMBM's role is critical. They are always there to fund bilingual activities," he adds. "Not enough of the elected officials may be aware of it, but we must continue to work in this direction to increase municipal Councils' awareness of bilingual efforts."

Through the CDEM, the AMBM's vital role has been underscored over the past 20 years in the support provided for new project creation to municipalities where Francophones are a minority.

"The AMBM strongly supported me as a public servant. With CDEM funding, La Broquerie was able to introduce a service for increased high-speed Internet, and the baseball diamonds were recently upgraded. The AMBM provides financial support to the municipalities, which has a positive impact on bilingual initiatives." The AMBM contributes annually to municipal projects by providing matching funds of up to $8,500 per municipality.

"In the municipalities, we have organized youth entrepreneurship summer camps with AMBM funds, which covered the local coordinator's salary."

For Richard Turenne, it is clear that the survival of the Francophonie in Manitoba's bilingual municipalities depends on working together with the AMBM in order to "move forward and really discuss projects that can help the rural municipalities."

RITCHOT | SAINT-CLAUDE SAINT-LAURENT

AXE STRATÉGIQUE

PRIORITY



Valoriser et appuyer le bilinguisme et sa valeur ajoutée.

Promote and support bilingualism and its added value.

L'AMBM : FER DE LANCE DU BILINGUISME

Depuis sa création en 1995, l'AMBM promeut le bilinguisme, et n'a de cesse de sensibiliser autour de la valeur ajoutée qu'il représente. Malgré tout le travail effectué, il est nécessaire de continuer à attirer l'attention sur cet apport, et son importance pour les municipalités bilingues.

« L'AMBM encourage les gens à vivre dans leur langue, à vivre leur culture, explique Armand Poirier, membre du conseil d'administration et conseiller de Lorette. Il n'y a pas de raison que les francophones ne puissent pas vivre en français. Il y a 20 ans, avant que ne se mette en place l'AMBM, on constatait une réelle disparition de la francophonie. Les magasins en français fermaient, les garages fermaient et les gens quittaient petit à petit les municipalités bilingues. Il y avait un réel besoin. »

« Les résidents francophones baissaient les bras, puis l'arrivée de l'AMBM a montré que vivre dans un univers bilingue était possible, par l'intermédiaire d'actions pour développer le français. »

Internet et les nouvelles technologies sont un vecteur important de la promotion de la culture bilingue à grande échelle. Les sites Internet *ambm.ca* et *directionmanitoba.com* permettent d'interagir avec les municipalités et garder un dynamisme auprès des différents acteurs. « L'AMBM utilise tous les moyens de communication dont elle dispose, et Internet en fait partie. Les sites Internet permettent de mettre en avant l'existence d'une vie bilingue ici, au Manitoba. Grâce à eux, des étrangers peuvent rentrer en contact avec nous, et sont susceptibles ensuite d'immigrer ici, au Manitoba. C'est là qu'on se rend compte de l'attrait d'une vie bilingue. »

L'un des rôles majeurs de l'AMBM dans cette envie de valoriser le bilinguisme, consiste à appuyer tous ses membres dans diverses actions. Grâce à sa branche économique, le CDEM, des financements sont mis en place auprès des communautés qui développent des projets de traduction de documents, de procès-verbaux ou encore de sites Web.

Chacune des actions permettant de pérenniser l'empreinte francophone est encouragée, comme la mise en place de bibliothèques francophones.

« Aujourd'hui les gens font un effort, et se rendent compte qu'avoir des services bilingues est une réelle chance, une plus-value, ajoute Armand Poirier. On demande des services en français maintenant, les municipalités n'hésitent plus à faire appel à l'AMBM, j'ai bon espoir que de plus en plus les gens prennent l'initiative de vouloir parler en français. »

L'AMBM accroit sa notoriété à travers toute la province, et le recrutement de nouvelles municipalités est toujours à l'ordre du jour, tout en continuant de solidifier les édifices construits autour des membres existants : « Plusieurs nouvelles municipalités veulent adhérer à l'AMBM, conclue Armand Poirier. Si pour l'instant les finances ne le permettent pas, cela montre bien l'engouement pour le bilinguisme. Les municipalités francophones, et anglophones, se rendent compte de l'importance d'offrir à leurs résidents des services bilingues. L'action entamée il y a 20 ans continue aujourd'hui, et a de belles heures devant elle. »

THE AMBM: CHAMPION OF BILINGUALISM

Since its inception in 1995, the AMBM has promoted bilingualism and has continuously sought to raise awareness about the added value it represents. Despite all of the work done, we must continue to draw attention to its contribution and importance for the bilingual municipalities.

The AMBM encourages people to live in their language and culture," says Armand Poirier, Board member and Councillor for the Local Urban District (LUD) of Lorette. "It doesn't make sense for Francophones not to be living in French. Twenty years ago, before the AMBM was created, the Francophone community was really in decline. French-language stores and service stations were closing and people were slowly leaving the bilingual municipalities. The situation was dire."

"Francophone residents were giving up, but the arrival of the AMBM showed that living in a bilingual environment could be achieved through efforts aimed at French-language development."

"The Internet and new technologies play an important role in the large-scale promotion of the bilingual culture. The ambm.ca and directionmanitoba.com websites allow the public to interact with the municipalities and help maintain momentum with the various actors. "The AMBM uses every means of communication available to it, including the Internet. The websites draw attention to the existence of bilingual life here in Manitoba. Through them, international browsers can connect with us and are subsequently more prone to immigrate to Manitoba. It shows us just how appealing bilingual life is."

One of the AMBM's key roles in promoting bilingualism is to support the various initiatives of its members. Through the CDEM, its economic division, funding is put in place for communities spearheading projects for translating documents, meeting minutes or websites.

Any initiative that helps sustain and widen the Francophone footprint, such as establishing Francophone libraries, is encouraged.

"Today, people are making an effort; they realize that having bilingual services is a real opportunity, a value-added," says Armand Poirier. "People now demand French-language services and the municipalities don't hesitate to call on the AMBM. I am hopeful that more and more people will take the lead in wanting to speak French."

The AMBM is increasing its visibility province-wide. The recruitment of new municipalities is always on the agenda along with continuing to strengthen the structures built around existing members. "A number of new municipalities want to join the AMBM," says Armand Poirier. "While we are currently not in a financial position to do so, it's a clear indication of the enthusiasm for bilingualism. The French- and English-speaking municipalities realize the importance of offering bilingual services to their residents. The work started 20 years ago is ongoing and will continue for a long time to come."

SAINT-LAZARE | SAINT-LÉON

SOMERSET


Chris Goertzen


Cheryl Smith

UN PARTENARIAT POUR PRÉSERVER UN HÉRITAGE

The Association of Manitoba municipalities (AMM), en place dans la Province depuis 17 ans, travaille en lien étroit avec l'AMBM. Pour Chris Goertzen, son président, le travail en commun des deux associations est indispensable : « Le lien entre l'AMM et l'AMBM est très important, les 17 municipalités membres de l'AMBM sont également membres de l'AMM. Nous avons pu travailler et faire pression ensemble sur des questions importantes pour les deux organisations. »

L'AMM a saisi tout l'enjeu d'offrir dans ses communes des services bilingues, leur aide à l'AMBM va dans ce sens : « En 2014, lorsque la Province a imposé la fusion de nombreuses municipalités, nous nous sommes rencontré avec l'AMBM, et nos deux parties se sont entendues sur la nécessité de protéger les intérêts des communautés francophones, de protéger les intérêts bilingues du Manitoba. »

« L'AMM parle d'une seule voix unie au nom de tous les gouvernements municipaux du Manitoba, dont les municipalités bilingues, qui en sont membres! »

Des projets de plus grande ampleur peuvent être lancés : « Nous avons collaboré avec l'AMBM pour un programme qui ciblait la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'AMBM est très engagé la dedans et ses municipalités on assumé un rôle de leadership. On a travaillé en partenariat, il faut reconnaitre leur effort. »

Le bilinguisme reste le principal cheval de batail de l'AMBM, qui a trouvé en l'AMM un allié de choix pour s'offrir une vision élargie, à travers tout le Manitoba, et pour rester en contact avec toutes les municipalités de la Province. Une synergie commune peut maintenant en émaner.

A PARTNERSHIP TO PRESERVE OUR HERITAGE

The Association of Manitoba municipalities (AMM), established in the province 17 years ago, works closely with the AMBM. For Chris Goertzen, the AMM's new president, the joint activities of the two associations is critical: "The relationship between the AMM and the AMBM is very important; the 17 member municipalities of the AMBM are also members of the AMM. Together, we have worked to keep the focus on the issues that are important for both organizations."

The AMM understands the challenge of offering bilingual services in its communities, and the support it provides to the AMBM reflects this. "In 2014, when the Province called for the amalgamation of several municipalities, we met with the AMBM, and our two parties agreed on the need to protect the interests of the Francophone communities and the bilingual interests of Manitoba. The AMM speaks with one united voice on behalf of all of Manitoba's municipal governments, including the bilingual member municipalities."

A number of major projects are in the works: "The AMM and the AMBM launched a program targeting reduced greenhouse gas emissions. The AMBM is very involved in this initiative and its municipalities have taken on a leadership role. It's important to underscore the efforts of this partnership."

Bilingualism continues to be one of the AMBM's main priorities. The AMM is an invaluable ally in building its broader vision throughout Manitoba and in connecting with all of the province's municipalities for a shared synergy.

ÊTRE UNE MUNICIPALITÉ BILINGUE EST UNE CHANCE

Les municipalités bilingues comptent depuis 20 ans sur l'appui de l'AMBM, au plus proche de leurs préoccupations quotidiennes. L'importance de préserver pour chacun une possibilité de vivre dans sa langue est une chance, pour Cheryl Smith, mairesse de Saint-Laurent. « Les personnes âgées représentent un gros segment des populations bilingues. Pour beaucoup d'entre eux, en particulier ceux qui ont toujours vécu et travaillé dans des communautés comme Saint-Laurent, ils ont besoin de continuer à vivre, parler et travailler dans leur première langue : le français. En ça, l'AMBM est indispensable. »

Offrir des services en français et en anglais est un atout non négligeable pour les municipalités. Dès sa création, l'AMBM a compris l'attrait que pourraient constituer des services bilingues, aujourd'hui Cheryl Smith le confirme : « En tant que municipalité bilingue nous avons pu attirer des entreprises, et les propriétaires font un effort pour répondre aux besoins dans les deux langues. Beaucoup de propriétaires viennent de France, et beaucoup de nouveaux arrivants d'autres pays parlent français. Être une municipalité bilingue est un vrai atout, cela permet d'attirer toutes ces personnes. »

L'amplitude des activités soutenues par l'AMBM dans les 17 municipalités bilingues de la Province est large : « L'AMBM fourni également une assistance pour assurer le maintien de programmes culturels, et s'impose comme un soutien à la communauté dans toutes les municipalités bilingues. »

Les municipalités bilingues ont retrouvé une seconde jeunesse depuis 1995, et aujourd'hui les services bilingues se renforcent dans le Manitoba, préservant une culture bilingue historique : « L'AMBM est également en mesure d'aider au financement destiné à des projets spécifiques pour offrir des services dans les deux langues. En nous aidant à préserver la culture bilingue, l'AMBM nous offre une meilleure visibilité. »

BEING A BILINGUAL MUNICIPALITY IS AN OPPORTUNITY

For the past 20 years, the bilingual municipalities have counted on the support of the AMBM in tackling their day-to-day concerns. Cheryl Smith, Reeve of St. Laurent, sees the importance of preserving everyone's chance to live in their own language as an opportunity. "Seniors account for a large portion of the bilingual populations. For many of them, especially those who have always lived and worked in communities like St. Laurent, they need to be able to continue living, speaking and working in their first language, which is French. That's where the AMBM is key."

Offering services in French and English is a definite asset for the municipalities. When it was created, the AMBM understood the potential appeal of bilingual services. Cheryl Smith confirms this: "As a bilingual municipality, we have been able to attract businesses, and owners make an effort to serve people in both languages. Many business owners are originally from France, and many newcomers from other countries speak French. Being a bilingual municipality is a real asset in attracting all of these people."

The scope of the activities supported by the AMBM in the province's 17 bilingual municipalities is broad. "The AMBM also provides assistance to help maintain cultural programs, and constitutes a community support in all of the bilingual municipalities."

The bilingual municipalities got a new lease on life in 1995, and bilingual services are now stronger than ever in Manitoba, preserving an historic bilingual culture. "The AMBM can also help finance specific projects to offer services in both languages. By helping us preserve bilingual culture, the AMBM gives us greater visibility."

PARTENARIATS MULTIPLES

Il y a 20 ans la démographie chancelante dans les municipalités à forte résonance francophone mettait à mal la vie bilingue provinciale. Si aujourd'hui les municipalités bilingues s'affirment et étendent leur action, c'est grâce aux différents partenaires qui travaillent en lien avec le CDEM et l'AMBM, pour le développement de ces municipalités.

« Nous avons su instaurer des partenariats durables avec des partenaires de haut profil, détaille Louis Allain, directeur général du CDEM. *Travel Manitoba*, ou E*conomic Developpement Winnipeg*, par exemple, sont des partenaires importants, qui permettent de développer l'identité propre de chacune des municipalités bilingues, en leur donnant différents outils. »

En appuyant beaucoup sur le tourisme, sur les identités vertes, l'AMBM, à travers ses partenaires, étend son action au-delà de ses propres frontières : « Le rayonnement de l'AMBM va au-delà de ses municipalités grâce à ses partenaires stratégiques, ajoute Louis Allain. Aujourd'hui l'AMBM est un moteur qui est un exemple pour les autres provinces canadiennes. Les partenariats sont l'une des clés de cette réussite. »

DIVERSE PARTNERSHIPS

Twenty years ago, the struggling population in municipalities with a strong Francophone presence made bilingual life in Manitoba a challenge. Today, the bilingual municipalities are firmly established and are growing their outreach thanks to the diverse partners working together with the CDEM and the AMBM to promote their development.

"We have built sustainable partnerships with high-level partners," says Louis Allain, Executive Director of the CDEM. "Agencies such as Travel Manitoba and Economic Development Winnipeg are key partners who develop the identity of each of the bilingual municipalities by providing them with an array of tools."

By focusing on tourism and green identities, the AMBM, through its partners, is extending its operations beyond its borders. "The AMBM's outreach goes beyond its municipalities thanks to its strategic partners," adds Louis Allain. "Today, the AMBM is an exemplary driving force for the other Canadian provinces, and partnerships are one of the keys of this success."

AXE STRATÉGIQUE

PRIORITY

4

Optimiser la performance organisationnelle.

Driving organizational performance.

AMÉLIORER SON ORGANISATION POUR CONTINUER À AVANCER

Aujourd'hui le champ de rayonnement de l'AMBM continue de se développer à travers le Manitoba, et au-delà même de ses frontières. C'est pour assurer ce développement continuel que l'AMBM repense sans cesse ses capacités organisationnelles et fonctionnelles.

Pour mettre en place leur politique organisationnelle, les membres du conseil d'administration de l'AMBM ont mis en place certains marqueurs pour que chacun puisse prendre la mesure de ses responsabilités. La direction de l'AMBM fait en sorte que les membres du conseil s'approprient le plan stratégique, afin de pouvoir mieux le diffuser et communiquer autour des différents projets. Mathieu Allard, son vice-président, confirme la trajectoire que prennent les membres de l'AMBM. « Les membres du CA sont sans cesse en train de chercher de nouvelles choses, de nouveaux moyens de repenser notre organisation. Ils cherchent à parler de nos actions auprès de la communauté; et le partenariat avec le CDEM fait partie, toujours, de nos priorités. »

Grâce aux nouvelles technologies, l'AMBM essaye d'approfondir sa gamme d'outils de communication, pour mobiliser au maximum et le plus rapidement possible ses membres, et pouvoir planifier toutes les échéances (réunions du CA, assemblées générales, actions planifiées…) en concertation : « S'investir dans les medias sociaux est quelque chose de très important pour rester au plus proche de nos membres, précise Mathieu Allard. On réalise qu'il y a du travail à faire mais on essaye d'être plus efficaces, avec des technologies comme Dropbox. On travaille beaucoup par courriel pour partager des infos et des documents même avec ceux qui sont loin physiquement. »

Si les membres du CA restent proches et peuvent mettre sur pied des plans d'actions assez rapidement, leur relation auprès des municipalités membres reste primordiale. Et les mesures à prendre peuvent l'être dans un délai court : « Bien entendu, l'AMBM essaye toujours d'être au plus proche des municipalités membres. À chacune des réunions nous discutons des différentes demandes ou remarques qui nous sont parvenues, pour essayer d'y répondre de manière rapide et efficace, après concertation. »

« En tant qu'organisme qui travaille avec différents membres, la communication et la réactivité sont primordiales. On est là pour eux, il est normal qu'on essaye de tout mettre en place pour avoir une vraie efficacité organisationnelle. »

La relation avec les différents bailleurs de fonds reste également fondamentale. C'est elle qui va permettre d'élaborer et de réaliser de nouveaux projets auprès des municipalités, notamment auprès des trois échelles de gouvernement.

La gestion saine et raisonnée de l'AMBM est basée sur l'interaction entre sa direction et les membres du CA, qui évaluent à plusieurs moments de l'année l'évolution de l'AMBM. La pérennité de l'AMBM en résulte, et aujourd'hui où chacun semble avoir pris la mesure de son rôle, cette pérennité semble plus que jamais renforcée : « Même si certains membres sont loin géographiquement, le mandat des membres du CA fait que, quand vient le temps de se retrouver, les membres font les choses nécessaires pour assister aux réunions. Le support numérique n'est qu'un appui supplémentaire. »

ENHANCE THE AMBM'S ORGANIZATION TO CONTINUE MOVING FORWARD

Today, the AMBM's outreach continues to extend across Manitoba and beyond. The AMBM constantly revisits its organizational and functional capacities with a view to ensuring this ongoing development.

To implement their organizational policy, the members of the AMBM Board have established a number of indicators so that everyone can take stock of their responsibilities. The AMBM management requires that Board members be familiar with the strategic plan in order to effectively disseminate and communicate it around various projects. Board VP Mathieu Allard confirms the AMBM members' approach. "Board members are always looking for new ways to refresh our organization. They talk about our initiatives with the community, and the partnership with the CDEM is always a priority."

Using new technologies, the AMBM wants to broaden its range of communication tools to mobilize the maximum number of members as quickly as possible for coordinated scheduling of important dates such as board meetings, general meetings and planned initiatives. "Investing in the social media is very important if we want to stay close to our members," says Mathieu Allard. "We know there is work to be done but we want tools such as Dropbox to make us more effective. We do a lot of work by email, sharing information and documents, even with members in more remote locations."

While the local Board members can implement action plans in a timely manner, their relationship with the member municipalities is vital so that proposed steps can be taken as quickly as possible. "Naturally, the AMBM always tries to stay as close as possible to the member municipalities. At each meeting, we discuss the various requests or comments that we receive and try to respond to them quickly and effectively, further to consultation."

"As an organization working with several members, communication and responsiveness are key. We are there for our members, which is why we try to put everything in place for real organizational effectiveness."

The relationship with the various funders is also critical to developing and achieving new projects with the municipalities, particularly with the three levels of government.

The AMBM's sound and prudent management is based on the interaction between the administration and the Board members, who assess the AMBM's progress at several times throughout the year. This contributes to securing the AMBM's sustainability, and now that everyone seems to have taken stock of their roles, this sustainability is stronger than ever. "Even though some of them live further away, the mandate of Board members means that they do everything possible to attend scheduled meetings in person. The digital tools simply provide additional support."

SAINT-PIERRE-JOLYS
SAINTE-ANNE


Louis Allain


Louis Tétrault

LE RÔLE DU PARTENARIAT AVEC LE CDEM

Les liens entre l'AMBM et le Conseil au développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) sont étroits. C'est l'action politique de l'AMBM, conjointe au rôle économique du CDEM au plus proche des municipalités bilingues, qui permet la pérennisation de la vie bilingue au Manitoba.

« Le CDEM prend en charge les partenariats locaux dans chacune des municipalités, détaille Louis Allain, actuel directeur général. Nous avons avec eux des rencontres mensuelles pour traiter de différents sujets, comme le tourisme, l'économie verte, les entreprises et la jeunesse. »

L'aide économique que fournit le CDEM a chacune des municipalités permet aussi d'apporter une synergie, avec pour point d'accroche les projets bilingues et le partage des ressources. « C'est un rôle qui nous donne l'opportunité de miser sur des projets porteurs, qui inspirent la créativité de projets communautaires. D'ailleurs toutes les municipalités se retrouvent annuellement, et peuvent partager les actions qui ont été réalisées. »

« Ce qui est primordial pour les CDC, c'est d'avoir des actifs, pour pouvoir s'inscrire à long terme dans le paysage, comme des actifs immobiliers, des centres bilingues, des édifices commerciaux. »

Le développement des énergies vertes est aujourd'hui une fierté du CDEM : « Il y a cinq ans nous étions novateurs en ce qui concernait l'énergie verte. Aujourd'hui nous sommes un des acteurs majeurs, l'économie verte est celle de demain. Des projets sont mis en œuvres comme les éoliennes de Saint-Léon, mais aussi des projets de chauffage biomasse ou de géothermie. »

« On peut dire que l'AMBM s'exporte par sa cheville ouvrière qui est le CDEM, conclue Louis Allain. Le développement économique, l'exploitation au maximum des ressources, permet de maintenir de manière pérenne la grande famille des francophones au Manitoba. »

THE ROLE OF THE PARTNERSHIP WITH THE CDEM

The AMBM and the Economic Development Council for Manitoba Municipalities (Conseil au développement économique des municipalités bilingues du Manitoba - CDEM) have had a close connection. The AMBM's political action, together with the economic role of the CDEM with the bilingual municipalities, helps sustain bilingual life in Manitoba.

"The CDEM oversees the local partnerships in each of the municipalities," says Louis Allain, the current Executive Director. "We meet monthly with them to address a variety of subjects, including tourism, the green economy, businesses, and youth."

The economic assistance provided by the CDEM to each of the municipalities also generates synergy through bilingual projects and resource sharing. "It's a role that gives us the opportunity to target forward-looking projects that inspire the creativity of community projects. All of the municipalities can also share their achievements at their annual gathering."

"In order to have long-term impact, the CDCs (Community Development Corporations) require assets such as real estate, bilingual centres, and commercial buildings."

The CDEM is very proud of its green energy development. "Five years ago, we were green pioneers. Today, we are one of the major players in the green economy of the future. Projects include the St. Leon wind farm, as well as biomass or geothermal heating initiatives."

"You could say that the AMBM is exported through its linchpin, the CDEM," says Louis Allain. "By capitalizing on resources, economic development helps sustain Manitoba's big Francophone family."

WINNIPEG

DÉVELOPPER SON ATTRACTIVITÉ A L'AIDE DU NUMÉRIQUE

Depuis 20 ans L'AMBM continue d'accentuer son action auprès de toutes les municipalités membres. Pour autant, en continuant de tracer sa route, l'AMBM prend en compte les nouveaux modes de communication qu'offrent les avancées numériques. Depuis quelques années l'AMBM s'est inscrit dans un tournant numérique, afin de pouvoir partager ses actions auprès du plus grand nombre.

Le rôle de ce virage numérique est de permettre une interaction plus rapide et plus facile avec les différents membres de l'AMBM : « Toutes nos documentations sont mises en ligne, le site internet va encore être mis à jour une fois les ressources financières nécessaires trouvées, explique Louis Tétrault, directeur général. Le site internet est une porte d'entrée, toutes les municipalités, ou presque, ont des sites web, cela nous permet d'avoir des liens plus forts et plus fréquents avec eux. »

« On peut sonder les gens plus facilement, avec *surveymonkey* par exemple. Il est également plus facile d'entretenir un contact avec les administrateurs municipaux et les différents membres du CA. Chacun peut assister aux réunions, même ceux qui ne peuvent pas se déplacer physiquement, c'est quelque chose qui nous importait beaucoup. »

Le tournant numérique permet aussi de s'inscrire dans la logique de développement vert qui fait partie des priorités de l'AMBM : « Effectuer tous les transferts financiers de manière électronique permet d'éviter des dépenses de transport, mais également de régler toutes les formalités beaucoup plus rapidement et simplement. »

L'enjeu d'être visible numériquement dépasse largement les frontières du Manitoba, et peut être un facteur clé dans l'attrait de la vie bilingue auprès des étrangers : « Des gens qui veulent immigrer au Canada se retrouvent sur notre site internet, précise Louis Tétrault. Ce site permet de facilement avoir accès aux informations sur les écoles, sur la vitalité culturelle en français dans notre province. Nous pouvons servir d'intermédiaire pour les mettre en relation avec les municipalités. Pour dire vrai ça a été une grande surprise pour moi, nous avions un peu d'espoir que le site joue ce rôle de tremplin, mais nous avons été agréablement surpris d'en voir l'efficacité. C'est quelque chose dans lequel nous devons encore mettre plus d'efforts dans le futur. »

L'effort a été fait par l'AMBM, qui a pu mesurer l'importance de la palette numérique dans les rapports entre les différents acteurs de la vitalité bilingue du Manitoba. La prochaine étape est d'appuyer un peu la présence sur les différents réseaux sociaux, dès que les ressources humaines le permettront.

BROADENING THE AMBM'S APPEAL THROUGH DIGITAL MEANS

Over the past 20 years, the AMBM has consistently focused its efforts on all of the member municipalities. However, as it continues to chart its course, the organization is looking at new communication methods made possible through digital technology. In the last few years, the AMBM has gone digital with a view to sharing its initiatives with as many people as possible.

This digital transition allows for quicker and easier interaction with AMBM members. "All of our documentation is available online, and the website will be further developed once we have the necessary financial resources," says Executive Director Louis Tétrault. "The website is a gateway. Practically all of the municipalities have their own websites, which allows us to maintain strong ties and more frequent contact with them."

"Surveys are easier to create and conduct with tools like *Survey Monkey*. It's also easier to stay in touch with municipal administrators and Board members. Everyone can attend meetings, even those who are unable to be there in person. That was very important to us."

Going digital also allows us to apply green development principles that are part of the AMBM's priorities. "Processing all of our bank transfers electronically avoids transportation costs and also allows us to settle accounts much more quickly and easily."

Digital visibility extends well beyond Manitoba borders and can be a key factor in promoting the appeal of bilingual life internationally. "People interested in immigrating to Canada end up on our website, which gives them easy access to information on schools and French-language cultural vitality in our province," says Louis Tétrault. "We can serve as a bridge to connect them with the municipalities. To be honest, this came as a great surprise to me. While we were cautiously hopeful that the site would play this springboard role, we were pleasantly surprised to see just how effective it was. It's an area where we need to make an even greater effort in the future."

The initiative was led by the AMBM, which gauged the importance of going digital in the relationship between the various actors of bilingual vitality in Manitoba. The next step will be to further boost our presence on the various social networks, human resources permitting.

CONSEIL D'ADMINISTRATION • BOARD OF DIRECTORS 2015



MARC MARION
MAIRE DE LA MUNICIPALITÉ RURALE DE DE SALABERRY ET PRÉSIDENT DE L'AMBM
REEVE FOR THE RM OF SALABERRY AND AMBM BOARD CHAIR

« Depuis que je suis membre de l'AMBM, je vois l'importance de parler comme un groupe, confie-t-il. Nous avons pu démontrer l'importance de l'AMBM aux niveaux provincial et fédéral. »
"Since joining the AMBM, I have seen the importance of speaking as a group. We were able to demonstrated the AMBM's importance at the provincial and federal level."



ARMAND POIRIER
CONSEILLER DE LA MUNICIPALITÉ RURALE DE TACHÉ
COUNCILLOR FOR THE RM OF TACHÉ

« Étant d'origine franco-canadienne, je tiens à ce qu'on garde notre représentation à tous les niveaux, fédéral, provincial et municipal, ainsi que notre langue et notre culture francophones. »
"Given my French-Canadian roots, I am committed to keeping our representation at the federal, provincial and municipal levels as well as our Francophone language and culture."



CHERYL SMITH
PRÉFÈTE DE LA MUNICIPALITÉ RURALE DE SAINT-LAURENT
REEVE FOR THE RM OF ST. LAURENT

« Les francophones veulent les mêmes choses que les anglophones, ce qui inclut de bons services en français. Ils veulent être respectés dans leur langue. C'est une priorité pour notre conseil. »
"Francophones want the same things as Anglophones, including good French language services. They want to be respected in their language. That's a priority for our Council."



DENIS SAVARD
CONSEILLER DU VILLAGE DE SOMERSET
COUNCILLOR FOR THE VILLAGE OF SOMERSET

« Ma priorité est de m'assurer qu'on ne perde pas notre identité de village bilingue. Et ça passe par plein de petites choses, comme continuer d'offrir nos minutes bilingues, ou encore un programme de récréation en français. »
"My priority is to ensure that we do not lose our identity as a bilingual village. This involves a lot of little things, such as continuing to provide bilingual minutes and a French-language recreation program."



ERNEST DUMAINE
CONSEILLER MUNICIPAL DE RITCHOT
COUNCILLOR FOR THE RM OF RITCHOT

« C'est un défi de garder notre français face à l'immigration, termine-t-il. Être bilingue, c'est une richesse. »
"It's a challenge to preserve our French with immigration. Being bilingual is an advantage."



GAÉTAN TALBOT
CONSEILLER DU DISTRICT URBAIN LOCAL DE LORNE
COUNCILLOR FOR THE LOCAL URBAN DISTRICT OF LORNE

« L'AMBM peut nous aider à mettre des services francophones dans notre village, comme des pancartes en français qui nous représentent et font la promotion de notre côté francophone. »
"The AMBM can help us incorporate French-language services in our village, such as French signage that represents the community and promotes our Francophone identity."



LILLIANE SORIN
ADJOINTE ADMINISTRATIVE DU VILLAGE DE NOTRE-DAME-DE-LOURDES
ADMINISTRATIVE ASSISTANT FOR THE VILLAGE OF NOTRE-DAME-DE-LOURDES

« J'apprécie la disponibilité et l'aide de l'AMBM pour assurer que les services bilingues soient maintenus dans notre région. »
"I appreciate the AMBM's availability and assistance in ensuring that bilingual services are maintained in our region."



MONA FALLIS
CONSEILLÈRE MUNICIPALE DE SAINT-PIERRE-JOLYS
COUNCILLOR FOR THE VILLAGE OF ST. PIERRE-JOLYS

« C'était très important pour moi d'être sur le conseil d'administration de l'AMBM pour développer un réseau entre nos Municipalités bilingues. Ça nous permet de combiner nos forces et expertises pour faire avancer des projets dans nos communautés. »
"Being on the AMBM Board was very important to me for developing a network between our bilingual municipalities. It's an opportunity for us to join forces and expertise to move projects forward in our communities."



ANGELO FOUILLARD
CONSEILLER MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ RURALE D'ELLICE-ARCHIE
COUNCILLOR FOR THE RM OF ELLICE-ARCHIE

« Pour nous, la priorité est de maintenir notre français à Saint-Lazare, de renforcer notre école française. »
"Our priorities are to preserve French in St. Lazare and to strengthen our French language school.



BEVERLY DUBÉ
CONSEILLÈRE MUNICIPALE DE POWERVIEW-PINE FALLS
COUNCILLOR FOR THE TOWN OF POWERVIEW-PINE FALLS

« C'est très important que notre municipalité s'assure d'être représentée à tous les niveaux car nous sommes une municipalité bilingue. »
"It is very important that we are represented at all government levels, given that we are a bilingual municipality."



CONRAD DURAND
CONSEILLER MUNICIPAL DU VILLAGE DE NOTRE-DAME-DE-LOURDES
COUNCILLOR FOR THE VILLAGE OF NOTRE-DAME-DE-LOURDES

« Comme communauté francophone, c'est très important de faire ce qu'on peut pour préserver notre langue et notre culture, et l'AMBM est notre outil pour cela. »
"As a Francophone community, it's very important to do what we can to preserve our language and culture. The AMBM is how we can achieve that."



DEREK SABOURIN
CONSEILLER MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ RURALE DE MONTCALM
COUNCILLOR FOR THE RM OF MONTCALM

« En tant que préfet, c'est mon rôle de siéger sur le conseil de l'AMBM pour représenter ma Municipalité rurale bilingue et établir de bonnes relations avec d'autres municipalités. »
As Reeve, it is my role to sit on the AMBM Board to represent my bilingual rural municipality and establish good relations with the other municipalities."



GERRY DUPONT
CONSEILLER MUNICIPAL D'ALEXANDER
MUNICIPAL COUNCILLOR FOR ALEXANDER

« C'est très difficile de faire quoi que ce soit pour les francophones spécifiquement car Saint-Georges est un tout petit village dans un gros milieu anglophone. »
"It's a challenge to do anything for Francophones in particular, given that St. Georges is a tiny village in the midst of a primarily English-speaking community."



IVAN NORMANDEAU
CONSEILLER DE LA MUNICIPALITÉ RURALE DE LA BROQUERIE
COUNCILLOR FOR THE RM OF LA BROQUERIE

« L'AMBM donne accès à des contacts, des conseils pour trouver des octrois, de l'aide pour faire du lobbying. Ça va faciliter notre travail à la Municipalité! »
"The AMBM provides access to contacts, advice for securing funding, and lobbying assistance, which makes things easier for those of us working at the municipal level."



MATT ALLARD
CONSEILLER MUNICIPAL DE SAINT-BONIFACE
COUNCILLOR FOR ST. BONIFACE

« L'AMBM est la voix des Municipalités bilingues au Manitoba. Ses activités permettent d'assurer un haut niveau de services en français au Manitoba et de bonnes opportunités de développement économique pour les communautés francophones. »
"The AMBM is the voice of Manitoba's bilingual municipalities. Its activities ensure high-level French-language services in Manitoba and provide good economic development opportunities for the Francophone communities."



RICHARD PELLETIER
MAIRE DE LA VILLE DE SAINTE-ANNE
MAYOR, TOWN OF STE. ANNE

« L'AMBM est importante pour moi, pour voir quelles ressources on a pour améliorer la vie à Sainte-Anne et son rôle. Sa passion du français va nous aider encore davantage pour les années futures. J'y vois beaucoup de potentiel. »
"The AMBM is important for me in determining the resources available to us for improving life in Ste. Anne and its role. Its commitment to the French language will help us even more in the years to come. I see a great deal of potential."

MERCI À NOS PARTENAIRES • THANKS TO OUR PARTNERS





























Division scolaire franco-manitobaine
Municipalité rurale de La Broquerie

Municipalité rurale de Ellice-Archie
Association française des municipalités d'Ontario

Municipalité rurale de Montcalm
Avenir IT

Municipalité rurale de Saint-Laurent
Delta Hotel Winnipeg

Secrétariat aux affaires francophones
Fédération canadienne des municipalités

Société franco-manitobaine
Village de Powerview-Pine Falls

Francofonds
Municipalité rurale de Ritchot

Municipalité rurale de Taché
Ville de Sainte-Anne

DUL de Notre-Dame-de-Lourdes
Voyageur Communications